

## Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre de 2012

BMO Groupe financier annonce de solides résultats trimestriels, le bénéfice net ayant atteint 970 millions de dollars, soit 37 % de plus qu'il y a un an, et augmente son dividende de 3 %

### Points saillants des résultats financiers<sup>1</sup> :

#### Comparaison du troisième trimestre de 2012 et du troisième trimestre de 2011

- Bénéfice net de 970 millions de dollars, pour une augmentation de 262 millions ou de 37 %
- Bénéfice net ajusté<sup>2</sup> de 1 013 millions de dollars, pour une augmentation de 157 millions ou de 18 %
- BPA<sup>3</sup> de 1,42 \$, en hausse de 30 %
- BPA ajusté<sup>2,3</sup> de 1,49 \$, en hausse de 11 %
- RCP de 14,5 %, contre 13,3 %
- RCP ajusté<sup>2</sup> de 15,2 %, contre 16,4 %
- Dotations à la provision pour pertes sur créances de 237 millions de dollars et dotations ajustées de 116 millions, en baisse de 129 millions
- Le ratio des capitaux propres ordinaires établi selon une méthode prescrite par Bâle II s'est renforcé pour s'établir à 10,31 %
- Dividende annoncé de 0,72 \$ par action ordinaire pour le quatrième trimestre, en hausse de 0,02 \$ ou de 3 %.

#### Comparaison des neuf premiers mois de 2012 et des neuf premiers mois de 2011

- Bénéfice net de 3 107 millions de dollars, pour une augmentation de 761 millions ou de 32 %
- Bénéfice net ajusté<sup>2</sup> de 2 967 millions de dollars, pour une augmentation de 524 millions ou de 21 %
- BPA<sup>3</sup> de 4,56 \$, en hausse de 22 %
- BPA ajusté<sup>2,3</sup> de 4,35 \$, en hausse de 11 %
- Dotations à la provision pour pertes sur créances de 573 millions de dollars et dotations ajustées de 358 millions, en baisse de 469 millions

**Toronto, le 28 août 2012** – BMO Groupe financier a annoncé un bénéfice net élevé, soit 970 millions de dollars ou 1,42 \$ par action, pour le troisième trimestre clos le 31 juillet 2012. Après ajustement, le bénéfice net a été de 1 013 millions ou de 1,49 \$ par action.

1 Depuis le premier trimestre de 2012, les états financiers consolidés de BMO et le Rapport de gestion intermédiaire qui les accompagne sont établis conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), tel qu'il est décrit à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités du trimestre clos le 30 avril 2012. Les montants des périodes correspondantes de 2011 ont été retraités en fonction du mode de présentation adopté pour la période à l'étude. Sauf indication contraire, toute mention des PCGR renvoie aux IFRS.

2 Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés selon les PCGR. Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments. Les éléments exclus des résultats du troisième trimestre de 2012 aux fins du calcul des résultats ajustés ont représenté une charge de 43 millions de dollars après impôts, soit un avantage net après impôts d'éléments liés au crédit de 47 millions eu égard au portefeuille de prêts productifs acquis de Marshall & Ilsley Corporation (M&I), des coûts de 105 millions (65 millions après impôts) aux fins de l'intégration de l'entreprise acquise, une charge de 33 millions (24 millions après impôts) au titre de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à toutes les acquisitions, une perte de 15 millions (15 millions après impôts) attribuable aux activités de crédit structuré en voie de liquidation et une diminution de la dotation à la provision générale de 15 millions (14 millions après impôts). Les éléments exclus des résultats ajustés des neuf premiers mois de 2012 ont représenté 140 millions de dollars du bénéfice net après impôts, soit un avantage net après impôts d'éléments liés au crédit de 216 millions eu égard au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I, une charge de 249 millions (155 millions après impôts) aux fins de l'intégration de l'entreprise acquise, une charge de 100 millions (72 millions après impôts) au titre de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, l'avantage de 197 millions (194 millions après impôts) découlant des activités de crédit structuré en voie de liquidation, des charges de restructuration de 99 millions (69 millions après impôts) visant à harmoniser notre structure de coûts et le contexte commercial actuel et celui à venir, et une diminution de la dotation à la provision générale de 33 millions (26 millions après impôts). Tous les éléments d'ajustement sont pris en compte dans les résultats des Services d'entreprise, à l'exception de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions qui, lui, est imputé à tous les groupes d'exploitation. La direction évalue la performance à l'aide de mesures et résultats conformes aux PCGR ainsi que de mesures et résultats ajustés, et considère que ces deux bases sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs d'activité. Le fait de recourir à un tel mode de présentation donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats et peut contribuer à améliorer leur analyse de la performance. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont expliqués en détail dans la section intitulée Bénéfice net ajusté et (pour toutes les périodes indiquées) dans celle intitulée Mesures non conformes aux PCGR du Rapport de gestion, où sont également présentés ces mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

3 Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du bénéfice par action (BPA) dans ce document, il s'agit toujours du bénéfice dilué par action. Le bénéfice par action est calculé au moyen du bénéfice net après déduction du bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales et des dividendes sur actions privilégiées.

« BMO a obtenu de très bons résultats financiers pour le trimestre, a déclaré Bill Downe, président et chef de la direction, BMO Groupe financier. Notre organisation continue à afficher une rentabilité constante et attrayante à l'intérieur d'un solide cadre de gestion du risque et notre croissance demeure conforme à notre stratégie.

« Nous avons augmenté notre dividende, ce qui témoigne de la solidité de notre assise financière et de notre conviction de pouvoir continuer à générer une croissance soutenue de nos bénéfices. Nous avons également modifié la fourchette du ratio de distribution cible. Elle s'établit maintenant entre 40 % et 50 %, ce qui nous donne plus de flexibilité pour assurer la croissance de la Banque.

« Notre principale unité d'exploitation, PE Canada, a connu une bonne croissance des volumes dans la plupart de ses gammes de produits, y compris les prêts hypothécaires à l'habitation; nous attirons de nouveaux clients et nous augmentons régulièrement notre chiffre d'affaires auprès des clients actuels qui choisissent de nous confier leurs services bancaires. Les changements au marché hypothécaire canadien récemment annoncés par le ministre des Finances étaient prudents, responsables et opportuns; ils sont en accord avec les pratiques de risque de BMO et avec nos efforts continus pour encourager les Canadiens à emprunter intelligemment.

« Conformément à la confiance que nous avons exprimée lors de notre journée des investisseurs aux États-Unis, en juin, les résultats de ce trimestre confirment la solide performance de nos activités aux États-Unis. Le groupe PE États-Unis continue à générer une bonne croissance organique dans le secteur des prêts aux entreprises et il met ses plans à exécution comme prévu.

« Le bénéfice de nos services de gestion de patrimoine a augmenté par rapport au trimestre précédent, après ajustement pour exclure l'incidence défavorable des variations des taux d'intérêt à long terme sur les activités d'assurance de la Banque.

« BMO Marchés des capitaux a obtenu de bons résultats, ayant augmenté ses revenus et son bénéfice net par rapport au trimestre précédent. Ces résultats témoignent des avantages de la diversification des revenus de nos activités sur les marchés financiers.

« Dans l'ensemble de BMO, nos efforts pour améliorer l'efficacité nous permettent d'investir dans ce qui compte le plus pour nos clients. *PayPass*, le service de paiement instantané, les services bancaires mobiles et les relevés en ligne disponibles au Canada et aux États-Unis, les alertes BMO qui envoient des mises à jour de compte sur les appareils mobiles des clients et la prise de rendez-vous en ligne ne sont que quelques exemples des fonctionnalités que nous avons mises à la disposition de nos clients au cours des douze derniers mois. En plus d'une remise à niveau complète des services bancaires de détail en ligne au Canada, qui a été fort bien accueillie par les clients et les analystes de ce secteur.

« Chacun de nos secteurs d'activité offre une expérience client répondant à des critères élevés et est en bonne voie de terminer l'exercice en affichant une solide performance, dans un environnement hautement concurrentiel », a conclu M. Downe.

Concurremment à la publication de ses résultats, BMO a annoncé un dividende de 0,72 \$ par action ordinaire pour le quatrième trimestre, soit une augmentation de deux cents par action comparativement à celui du trimestre précédent, ce qui correspond à un dividende annuel de 2,88 \$ par action ordinaire.

## Revue des résultats des groupes d'exploitation

### PE Canada

Le bénéfice net s'est chiffré à 453 millions de dollars, en hausse de 10 millions ou de 2,4 % par rapport à celui d'il y a un an. Les résultats déjà établis reflètent les dotations à la provision pour pertes sur créances des groupes d'exploitation de BMO établies en fonction des pertes prévues. Après ajustement pour refléter les dotations selon les pertes réelles, le bénéfice net de PE Canada a progressé de 20 millions ou de 4,6 %. Les résultats rendent compte de l'augmentation des revenus qu'a engendrée l'essor des volumes de la plupart des produits, ce qui a été atténué par le recul des marges nettes d'intérêts. Nous avons réussi à accroître les volumes tout en gérant avec soin nos charges et en continuant d'investir dans le secteur. La croissance a été bonne d'un trimestre à l'autre, les prêts ayant augmenté de 2,9 % et les dépôts, de 1,6 %, et notre part du marché de ces produits s'est aussi élargie.

Notre clientèle est toujours au cœur de tout ce que nous faisons et nous entendons clarifier les questions d'argent pour nos clients. Nos investissements continus dans nos succursales, nos guichets automatiques et nos plateformes de services bancaires en ligne et mobiles font que davantage de clients ont plus facilement accès à nos produits et services. Cette année, nous avons inauguré ou rénové 28 succursales au pays. Notre réseau de guichets automatiques continue de s'étendre puisque nous avons installé plus de 300 guichets automatiques distributeurs de billets depuis le début de l'exercice. De plus en plus de clients ont recours à nos services bancaires en ligne et mobiles, dont les fonctions TapezPartez et d'avis par courriel. De plus, la vente croisée de produits auprès des clients, qu'ils soient des particuliers ou des entreprises, ainsi que la loyauté de la clientèle, telle qu'elle est établie par le taux de recommandation net, s'améliorent sans cesse, et ce, tant dans l'unité des services aux particuliers que dans celle des services aux entreprises.

Pour ce qui est des services aux particuliers, notre produit hypothécaire qui a été primé continue d'aider nos clients à se libérer plus rapidement de leur hypothèque, à payer moins d'intérêts et à se protéger des hausses de taux. Outre sa grande popularité, il favorise la fidélisation des clients et permet de tisser avec eux de nouvelles relations à long terme. Nous croyons être en excellente position pour assurer notre croissance à l'avenir.

En ce qui concerne les services aux entreprises, notre objectif est de devenir la banque de choix des entreprises canadiennes en procurant le savoir-faire, les conseils et les renseignements que nos clients recherchent. BMO a été la seule banque canadienne à remporter le prix fort prestigieux *2012 Model Bank*, prix que lui a décerné le groupe de recherche Celent pour sa plateforme de services bancaires en ligne destinés aux entreprises. Ce programme de récompenses annuel sélectionne des banques modèles et les honore pour leurs réalisations en matière de conception stratégique de technologies bancaires, pour l'efficacité de leur application et pour les améliorations de l'expérience client. Nous occupons toujours le deuxième rang pour ce qui est de la part du marché des prêts aux entreprises canadiennes.

### PE États-Unis (tous les montants sont en dollars américains)

Le bénéfice net, qui s'est chiffré à 127 millions de dollars, a dépassé de 32 millions ou de 34 % celui de 95 millions dégagé dans la même période de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté a été de 143 millions, ayant augmenté de 40 millions ou de 37 % depuis un an par suite de l'acquisition de Marshall & Ilsley Corporation en juillet 2011. Le bénéfice net ajusté a progressé de 4,1 % par rapport au deuxième trimestre.

Le portefeuille de base de prêts aux entreprises continue de s'étoffer, ayant de fait augmenté pour un troisième trimestre consécutif.

BMO Harris Bank a récemment lancé une application gratuite pour les appareils mobiles iPhone et Android de Google. Grâce à celle-ci, les clients des services de détail peuvent désormais vérifier le solde de leur compte de chèques, virer des fonds, repérer les succursales, régler des factures et procéder à des dépôts de chèque à distance. Plus de 41 500 nouveaux utilisateurs se sont inscrits à ces services en juillet, mois de leur lancement.

Le 1<sup>er</sup> août, BMO Harris Bank a inauguré sa plateforme de médias sociaux sur les plus importants sites du genre, dont Facebook, Twitter et LinkedIn. Il a été déterminé que les médias sociaux constituaient un outil permettant de promouvoir notre vision, soit être la banque modèle en matière d'expérience client. Grâce à ces médias, nous serons en mesure d'offrir à notre clientèle des services à la fois meilleurs et plus pratiques ainsi que des conseils encore plus utiles et pertinents.

Au cours du trimestre, l'organisme West Suburban Philanthropic Network a décerné à BMO Harris Bank le prix *2012 Corporate Philanthropic Award* pour son engagement envers le soutien financier, son leadership et son bénévolat dans les banlieues ouest de l'Illinois. BMO Harris Bank est la seule institution financière à avoir jamais remporté ce prix.

La préparation en vue de la conversion de nos systèmes et le renouvellement de la marque de toutes les anciennes succursales de M&I et de Harris Bank qui n'ont pas encore été regroupées sous la bannière BMO Harris Bank progressent et plusieurs projets technologiques visant à rehausser les caractéristiques des systèmes et leur fonctionnalité ont été parachevés. De plus, des programmes ont été amorcés en vue de préparer les employés à ces changements et de rejoindre la clientèle.

## Groupe Gestion privée

Le bénéfice net, soit 109 millions de dollars, a dépassé de 5 millions ou de 5,7 % celui du même trimestre de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté s'est dégagé à 115 millions, soit 10 millions ou 8,4 % de plus que celui enregistré un an plus tôt. Le recul des taux d'intérêt a réduit le bénéfice net des activités d'assurance de 45 millions au cours du trimestre à l'étude et de 36 millions il y a un an. Le bénéfice net ajusté du groupe GP, compte non tenu des activités d'assurance, a été de 97 millions, s'étant accru de 11 millions ou de 10 % depuis le même trimestre de l'exercice précédent. Les acquisitions et la hausse des revenus tirés des produits liés aux marges et des services tarifés ont contribué à l'essor des résultats, ce qui a été atténué par le repli des revenus de courtage.

Les actifs sous gestion et sous administration ont augmenté d'environ 14 milliards de dollars depuis un an et ont atteint 445 milliards, car nous continuons d'obtenir de nouveaux actifs des clients.

Le 11 juin 2012, nous avons mené à terme l'acquisition de CTC Consulting, LLC, entreprise américaine indépendante de consultation en placements. Cette acquisition a renforcé et rehaussé nos compétences en recherche de gestionnaires et en services-conseils, surtout dans les sphères des placements non traditionnels, ce qui profitera à nos clients fortunés des États-Unis, du Canada et de l'Asie.

Le 1<sup>er</sup> août 2012, nous avons acquis une participation de 19,99 % dans COFCO Trust Co., filiale de COFCO Group qui est l'une des plus grandes sociétés d'État de la Chine et dont les activités s'étendent à plusieurs secteurs, y compris l'agriculture et les services financiers. Les actifs sous gestion de COFCO Trust Co. s'élevaient à environ 5,7 milliards de dollars américains au 31 décembre 2011. Cette acquisition constitue un excellent moyen d'élargir la gamme de services que nous offrons à des clients à valeur nette élevée et à des clients institutionnels en Chine par l'entremise d'un partenaire local. De plus, ce partenariat stratégique nous ouvrira plus de portes, rehaussera nos capacités et nous aidera à faire croître nos activités de gestion de patrimoine en Chine.

Pour la deuxième année d'affilée, *World Finance* a décerné à BMO Banque privée Harris le titre de meilleure banque privée au Canada. Cet honneur atteste avec éloquence la qualité de nos relations avec la clientèle.

Les Fonds négociables en bourse (FNB) BMO ont marqué leur troisième anniversaire en franchissant la barre des 6 milliards de dollars en actifs sous gestion. Au cours du premier semestre de 2012, l'actif total des FNB BMO a crû de 62 %.

## BMO Marchés des capitaux

Le bénéfice net du trimestre à l'étude s'est chiffré à 232 millions de dollars, en baisse par rapport à celui fort élevé, soit 270 millions, dégagé un an plus tôt, mais en hausse de 7 millions ou de 2,9 % depuis le trimestre précédent. Son augmentation depuis ces trois mois a découlé de la progression des revenus de négociation et de ceux provenant des services aux grandes entreprises.

Au cours du trimestre, notre engagement quant à l'expérience client nous a valu plusieurs prix. Ainsi, BMO Marchés des capitaux a été nommé meilleure banque d'investissement au Canada pour 2012 par *World Finance*. Pour la troisième année de suite, le magazine *Trade Finance* lui a décerné le titre de meilleure banque de financement du commerce international au Canada. Greenwich Associates a également nommé BMO Marchés des capitaux chef de file pour ce qui est de la part du marché canadien des titres à revenu fixe et de la qualité des recherches sur les titres à revenu fixe au Canada. Ce dernier hommage témoigne de la reconnaissance, par la clientèle, de la portée exceptionnelle et de la qualité inégalée des services qui lui sont offerts sur ce marché. L'excellence de l'unité des services de courtage primaire de BMO Marchés des capitaux a également été soulignée, un sondage mené par le magazine *Global Custodian* la classant au premier rang au Canada pour ses compétences en matière de présentation des capitaux.

Au cours du trimestre à l'étude, BMO Marchés des capitaux a participé à 125 nouvelles émissions, soit 51 émissions de titres d'emprunt de sociétés, 29 émissions de titres d'emprunt d'administrations publiques, 32 émissions d'actions ordinaires et 13 émissions d'actions privilégiées, pour un total de 46 milliards de dollars.

## Services d'entreprise

Les Services d'entreprise ont enregistré un bénéfice net de 47 millions de dollars pour le trimestre, ce qui représente une progression de 246 millions en regard d'il y a un an. Le bénéfice net ajusté a été de 65 millions, soit 127 millions de plus qu'à la même période de l'exercice précédent. Les éléments d'ajustement sont décrits en détail dans les sections intitulées Bénéfice net ajusté et Mesures non conformes aux PCGR. Le montant ajusté des dotations à la provision pour pertes sur créances a fléchi de 164 millions en raison notamment d'une reprise de 118 millions (73 millions après impôts) sur les dotations à la provision pour pertes sur créances du portefeuille de prêts douteux acquis de M&I. Le reste de la diminution est imputable à la baisse des dotations imputées aux Services d'entreprise conformément à la méthode de dotation selon les pertes prévues qu'utilise BMO, méthode qui est décrite dans la section qui traite des résultats des Services d'entreprise à la fin du présent rapport de gestion.

### Acquisition de Marshall & Ilsley Corporation (M&I)

Le 5 juillet 2011, BMO a procédé à l'acquisition de M&I. Dans le présent document, M&I est généralement appelée « l'entreprise acquise » et les autres entités qui ont été acquises sont désignées par leur raison sociale. Les activités de l'entreprise acquise sont essentiellement prises en compte par PE États-Unis, le groupe Gestion privée et les Services d'entreprise, mais une petite partie l'est par BMO Marchés des capitaux.

L'entreprise acquise a généré 117 millions de dollars du bénéfice net déjà établi et 165 millions du bénéfice net ajusté du trimestre à l'étude. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, son apport au bénéfice net déjà établi et au bénéfice net ajusté a été de 557 millions et de 561 millions, respectivement.

### Bénéfice net ajusté

La direction a désigné certains montants comme éléments d'ajustement et ajusté les résultats établis selon les PCGR afin de pouvoir en traiter et de les présenter en ignorant les effets des éléments d'ajustement et ainsi faciliter la compréhension du rendement et des tendances connexes. La direction évalue le rendement à l'aide de mesures conformes aux PCGR et de mesures ajustées, et considère qu'elles sont toutes utiles pour l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Le fait de recourir à un tel mode de présentation donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et, à l'instar des éléments qui ont été exclus de leur calcul, ils sont décrits plus en détail dans la section intitulée Mesures non conformes aux PCGR, tout comme le sont nos commentaires sur l'utilisation et les limites de telles mesures. Les éléments qui ont été retranchés des résultats du troisième trimestre de 2012 aux fins du calcul des résultats ajustés ont représenté une charge de 43 millions de dollars, ou de 0,07 \$ par action, et ont été les suivants :

- l'avantage net après impôts d'éléments liés au crédit de 47 millions de dollars eu égard au portefeuille de prêts productifs de M&I qui a été acquis, ce qui englobe une somme de 212 millions au titre de la constatation, dans les revenus nets d'intérêts, d'une portion de l'ajustement au titre des pertes sur créances du portefeuille (y compris une reprise de 93 millions liée au remboursement anticipé de prêts), déduction faite d'une dotation de 136 millions à la provision pour pertes sur créances (constituée d'une hausse de 23 millions de la provision générale et de dotations de 113 millions à la provision spécifique) et des impôts sur le résultat connexes de 29 millions. Ces éléments liés au crédit et ayant trait au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I peuvent influencer de façon importante sur les revenus nets d'intérêts et sur la dotation à la provision pour pertes sur créances dans différentes périodes au cours de la durée de ce portefeuille;

- des coûts d'intégration de l'entreprise acquise de 105 millions de dollars (65 millions après impôts), ce qui comprend des montants liés à la conversion des systèmes, des charges de restructuration et autres charges associées au personnel, des honoraires de consultation ainsi que des frais de marketing en lien avec les communications des clients et le renouvellement de la marque;
- une perte de 15 millions de dollars (15 millions après impôts) découlant des activités de crédit structuré en voie de liquidation (notre entité de protection de crédit et notre entité de gestion de placements structurés). Ces entités sont consolidées dans notre bilan aux termes des IFRS, et les résultats reflètent essentiellement des changements d'évaluation associés à ces activités et pris en compte dans les revenus de négociation;
- une diminution de la provision générale pour pertes sur créances de 15 millions de dollars (14 millions après impôts) relativement à des prêts qui ne font pas partie du portefeuille de prêts acquis de M&I;
- l'amortissement, au montant de 33 millions de dollars (24 millions après impôts), des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions.

Le bénéfice net ajusté du troisième trimestre de 2012 s'est établi à 1 013 millions de dollars, en hausse de 157 millions ou de 18 % en regard de la même période de l'exercice précédent. Le bénéfice par action ajusté a été de 1,49 \$, ayant augmenté de 11 % par rapport à celui de 1,34 \$ dégagé un an plus tôt. Tous les éléments d'ajustement indiqués ci-dessus ont été comptabilisés par les Services d'entreprise, à l'exception de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions qui, lui, a été imputé aux groupes d'exploitation. La section intitulée Mesures non conformes aux PCGR donne des détails sur l'incidence des éléments d'ajustement des périodes correspondantes.

### Mise en garde

Les sections précédentes renferment des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Elles contiennent également des résultats et mesures non ajustés, lesquels ne sont pas conformes aux PCGR. Voir la section qui en traite.

# Faits saillants

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les périodes de trois mois closes le

Pour les périodes de neuf mois closes le

	31 juillet 2012	30 avril 2012	31 janvier 2012	31 octobre 2011	31 juillet 2011	Variation par rapport au 31 juillet 2011	31 juillet 2012	31 juillet 2011	Variation par rapport au 31 juillet 2011
<b>Points saillants de l'état des résultats</b>									
Total des revenus	3 878 \$	3 959 \$	4 117 \$	3 822 \$	3 320 \$	16,8 %	11 954 \$	10 121 \$	18,1 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	237	195	141	362	230	2,7	573	850	(32,7)
Charges autres que d'intérêts	2 484	2 499	2 554	2 432	2 221	11,9	7 537	6 309	19,5
Bénéfice net	970	1 028	1 109	768	708	36,9	3 107	2 346	32,4
Bénéfice net ajusté a)	1 013	982	972	832	856	18,4	2 967	2 443	21,4
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales									
	19	18	19	19	18	1,7	56	54	1,9 %
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	951	1 010	1 090	749	690	37,8	3 051	2 292	33,2
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires de la Banque a)	994	964	953	813	838	18,7	2 911	2 389	21,9
<b>Bénéfice net présenté par unité d'exploitation</b>									
Services bancaires Particuliers et entreprises - Canada	453	446	446	439	443	2,4 %	1 345	1 334	0,8 %
Services bancaires Particuliers et entreprises - États-Unis	129	121	137	155	90	42,7	387	197	96,0
Groupe Gestion privée	109	145	105	137	104	5,7	359	339	6,1
BMO Marchés des capitaux	232	225	198	143	270	(14,1)	655	759	(13,6)
Services d'entreprise (y compris Technologie et opérations)	47	91	223	(106)	(199)	n. s.	361	(283)	n. s.
<b>Données relatives aux actions ordinaires</b> (en dollars)									
Bénéfice dilué par action	1,42 \$	1,51 \$	1,63 \$	1,11 \$	1,09 \$	0,33 \$	4,56 \$	3,74 \$	0,82 \$
Bénéfice ajusté dilué par action a)	1,49	1,44	1,42	1,20	1,34	0,15	4,35	3,91	0,44
Dividendes déclarés par action	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	-	2,10	2,10	-
Valeur comptable d'une action	39,43	38,06	37,85	36,76	35,38	4,05	39,43	35,38	4,05
Cours de clôture de l'action	57,44	58,67	58,29	58,89	60,03	(2,59)	57,44	60,03	(2,59)
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	37,2	37,7	37,3	37,6	38,3	(1,1)	37,2	38,3	(1,1)

Au

	31 juillet 2012	30 avril 2012	31 janvier 2012	31 octobre 2011	31 juillet 2011	Variation par rapport au 31 juillet 2011
<b>Points saillants du bilan</b>						
Actifs	542 248 \$	525 503 \$	538 260 \$	500 575 \$	502 036 \$	8,0 %
Solde net des prêts et acceptations	253 352	245 522	242 621	238 885	235 327	7,7
Dépôts	328 968	316 067	316 557	302 373	292 047	12,6
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	25 509	24 485	24 238	23 492	22 549	13,1

Pour les périodes de trois mois closes le b)

Pour les périodes de neuf mois closes le b)

	31 juillet 2012	30 avril 2012	31 janvier 2012	31 octobre 2011	31 juillet 2011	31 juillet 2012	31 juillet 2011
<b>Mesures et ratios financiers</b> (% sauf indication contraire)							
Rendement annuel moyen total des capitaux propres sur cinq ans	2,5	2,0	1,6	1,9	3,9	2,5	3,9
Croissance du bénéfice dilué par action c)	30,3	14,4	21,6	(10,5)	(3,5)	21,9	6,6
Croissance du bénéfice ajusté dilué par action a) c)	11,2	15,2	7,6	(4,8)	17,5	11,3	10,1
Rendement des capitaux propres	14,5	16,2	17,2	12,7	13,3	15,9	16,1
Rendement des capitaux propres ajusté a)	15,2	15,4	15,0	13,9	16,4	15,2	16,8
Profit économique net (en millions de dollars) a)	278	366	434	150	151	1 078	791
Croissance du profit économique net a) c)	84,5	16,2	33,4	(21,1)	31,0	36,3	53,5
Levier d'exploitation	4,9	(4,4)	(5,4)	(1,8)	(2,6)	(1,4)	(0,5)
Levier d'exploitation ajusté a)	(4,4)	(3,3)	(7,6)	(2,6)	6,9	(5,1)	2,0
Croissance des revenus c)	16,8	18,8	18,7	18,1	13,9	18,1	12,4
Croissance des revenus ajustés a) c)	8,8	14,9	8,5	13,4	16,0	10,7	11,9
Croissance des charges autres que d'intérêts c)	11,9	23,2	24,1	19,9	16,5	19,5	12,9
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées a) c)	13,2	18,2	16,1	16,0	9,1	15,8	9,9
Ratio des charges autres que d'intérêts au bénéfice	64,1	63,1	62,0	63,7	66,9	63,1	62,3
Ratio des charges autres que d'intérêts ajustées au bénéfice a)	63,7	63,2	63,5	63,8	61,2	63,5	60,7
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,88	1,89	2,05	2,01	1,76	1,94	1,79
Marge nette d'intérêts ajustée sur l'actif productif moyen a)	1,70	1,76	1,85	1,78	1,78	1,77	1,80
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,38	0,32	0,23	0,60	0,43	0,31	0,55
Taux d'impôt effectif	16,2	18,7	22,0	25,3	18,5	19,2	20,8
Taux d'impôt effectif ajusté	16,9	19,5	23,7	20,7	19,7	20,1	22,0
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et de la provision pour pertes sur créances	9,15	9,34	8,74	8,98	7,94	9,15	7,94
Trésorerie et valeurs mobilières en pourcentage du total des actifs	31,3	32,0	32,2	29,5	32,0	31,3	32,0
Ratio des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon Bâle II)	10,31	9,90	9,65	9,59	9,11	10,31	9,11
Ratio du capital de première catégorie selon Bâle II	12,40	11,97	11,69	12,01	11,48	12,40	11,48
Ratio du capital total selon Bâle II	14,78	14,89	14,58	14,85	14,21	14,78	14,21
Cote de crédit d)							
DBRS	AA	AA	AA	AA	AA	AA	AA
Fitch	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-
Moody's	Aa2	Aa2	Aa2	Aa2	Aa2	Aa2	Aa2
Standard & Poor's	A+	A+	A+	A+	A+	A+	A+
Rendement total des capitaux propres sur douze mois	0,5	(1,0)	5,7	2,4	0,0	0,5	0,0
Rendement de l'action	4,87	4,77	4,80	4,75	4,66	4,87	4,66
Ratio cours-bénéfice (nombre de fois)	10,1	11,0	11,3	12,1	12,0	10,1	12,1
Ratio cours-valeur comptable (nombre de fois)	1,46	1,54	1,54	1,49	1,58	1,46	1,58
Rendement des actifs moyens	0,68	0,76	0,81	0,56	0,59	0,75	0,68

n. s. - non significatif

a) Montants ou mesures non conformes aux PCGR. Se reporter à la rubrique Mesures non conformes aux PCGR.

b) Résultats pour la période close à la date indiquée ou situation à cette date, selon le cas.

c) Les résultats des périodes antérieures à l'exercice 2011 n'ont pas été retraités selon les IFRS.

Par conséquent, les mesures de la croissance pour 2011 pourraient ne pas être significatives.

d) Se reporter à la section Risque de liquidité et de financement, aux pages 88 à 90 du Rapport de gestion annuel de BMO, pour une analyse de l'importance de ces cotes de crédit.

# Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont en date du 28 août 2012. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Sauf indication contraire, toute mention des PCGR renvoie aux IFRS. Le présent Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période close le 31 juillet 2012, qui sont inclus dans le présent document, des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 avril 2012, lesquels décrivent les répercussions du passage aux IFRS, et du Rapport de gestion annuel pour l'exercice clos le 31 octobre 2011, qui est inclus dans le Rapport annuel 2011 de BMO. L'information qui précède cette section fait partie du présent Rapport de gestion.

**La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.**

## Sommaire des résultats déjà établis

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2012	Augmentation (Diminution) c. T3-2011		Augmentation (Diminution) c. T2-2012		Cumul 2012	Augmentation (Diminution) c. cumul 2011	
Revenus nets d'intérêts	<b>2 225</b>	422	23 %	105	5 %	<b>6 663</b>	1 451	28 %
Revenus autres que d'intérêts	<b>1 653</b>	136	9 %	(186)	(10 %)	<b>5 291</b>	382	8 %
<b>Revenus</b>	<b>3 878</b>	558	17 %	(81)	(2 %)	<b>11 954</b>	1 833	18 %
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	<b>229</b>	(16)	(7 %)	34	17 %	<b>546</b>	(281)	(34 %)
Dotation à la provision générale pour pertes sur créances	<b>8</b>	23	n. s.	8	n. s.	<b>27</b>	4	17 %
Dotation totale à la provision pour pertes sur créances	<b>237</b>	7	3 %	42	21 %	<b>573</b>	(277)	(33 %)
Charges autres que d'intérêts	<b>2 484</b>	263	12 %	(15)	(1 %)	<b>7 537</b>	1 228	19 %
Charge d'impôts sur le résultat	<b>187</b>	26	16 %	(50)	(21 %)	<b>737</b>	121	20 %
<b>Bénéfice net</b>	<b>970</b>	262	37 %	(58)	(6 %)	<b>3 107</b>	761	32 %
Attribuable aux actionnaires de la Banque	<b>951</b>	261	38 %	(59)	(6 %)	<b>3 051</b>	759	33 %
Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	<b>19</b>	1	2 %	1	1 %	<b>56</b>	2	2 %
<b>Bénéfice net</b>	<b>970</b>	262	37 %	(58)	(6 %)	<b>3 107</b>	761	32 %
Bénéfice de base par action (\$)	<b>1,42</b>	0,32	29 %	(0,10)	(7 %)	<b>4,59</b>	0,79	21 %
Bénéfice dilué par action (\$)	<b>1,42</b>	0,33	30 %	(0,09)	(6 %)	<b>4,56</b>	0,82	22 %
Rendement des capitaux propres	<b>14,5 %</b>		1,2 %		(1,7 %)	<b>15,9 %</b>		(0,2 %)
Ratio de productivité	<b>64,1 %</b>		(2,8 %)		1,0 %	<b>63,1 %</b>		0,8 %
Levier d'exploitation	<b>4,9 %</b>		n. s.		n. s.	<b>(1,4 %)</b>		n. s.
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif	<b>1,88 %</b>		0,12 %		(0,01 %)	<b>1,94 %</b>		0,15 %
Taux d'impôt effectif	<b>16,2 %</b>		(2,3 %)		(2,5 %)	<b>19,2 %</b>		(1,6 %)
<b>Ratios de capital déjà établis</b>								
Ratio du capital de première catégorie, selon Bâle II	<b>12,40 %</b>		0,92 %		0,43 %	<b>12,40 %</b>		0,92 %
Ratio des capitaux propres ordinaires – établi au moyen d'une méthode prescrite par Bâle II	<b>10,31 %</b>		1,20 %		0,41 %	<b>10,31 %</b>		1,20 %
<b>Bénéfice net par groupe d'exploitation :</b>								
Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>582</b>	49	9 %	15	3 %	<b>1 732</b>	201	13 %
PE Canada	<b>453</b>	10	2 %	7	1 %	<b>1 345</b>	11	1 %
PE États-Unis	<b>129</b>	39	43 %	8	8 %	<b>387</b>	190	96 %
Groupe Gestion privée	<b>109</b>	5	6 %	(36)	(25 %)	<b>359</b>	20	6 %
BMO Marchés des capitaux	<b>232</b>	(38)	(14 %)	7	3 %	<b>655</b>	(104)	(14 %)
Services d'entreprise, y compris T&O	<b>47</b>	246	n. s.	(44)	(50 %)	<b>361</b>	644	n. s.
<b>Bénéfice net de BMO Groupe financier</b>	<b>970</b>	262	37 %	(58)	(6 %)	<b>3 107</b>	761	32 %

T&O désigne l'unité Technologie et opérations.

n. s. - non significatif

## Sommaire des résultats ajustés 1)

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2012	Augmentation (Diminution) c. T3-2011		Augmentation (Diminution) c. T2-2012		Cumul 2012	Augmentation (Diminution) c. cumul 2011	
Revenus nets d'intérêts ajustés	<b>2 012</b>	194	11 %	43	2 %	<b>6 073</b>	821	16 %
Revenus autres que d'intérêts ajustés	<b>1 665</b>	103	7 %	(93)	(5 %)	<b>5 074</b>	254	5 %
Revenus ajustés	<b>3 677</b>	297	9 %	(50)	(1 %)	<b>11 147</b>	1 075	11 %
Dotation totale à la provision spécifique et à la provision générale pour pertes sur créances, après ajustement	<b>116</b>	(129)	(53 %)	(35)	(23 %)	<b>358</b>	(469)	(57 %)
Charges autres que d'intérêts ajustées	<b>2 342</b>	273	13 %	(15)	(1 %)	<b>7 077</b>	965	16 %
Charge d'impôts sur le résultat ajustée	<b>206</b>	(4)	(2 %)	(31)	(14 %)	<b>745</b>	55	8 %
Bénéfice net ajusté	<b>1 013</b>	157	18 %	31	3 %	<b>2 967</b>	524	21 %
Attribuable aux actionnaires de la Banque	<b>994</b>	156	19 %	30	3 %	<b>2 911</b>	522	22 %
Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	<b>19</b>	1	2 %	1	1 %	<b>56</b>	2	2 %
Bénéfice net ajusté	<b>1 013</b>	157	18 %	31	3 %	<b>2 967</b>	524	21 %
Bénéfice de base par action (\$), après ajustement	<b>1,49</b>	0,14	10 %	0,04	3 %	<b>4,37</b>	0,41	10 %
Bénéfice dilué par action, après ajustement (\$)	<b>1,49</b>	0,15	11 %	0,05	3 %	<b>4,35</b>	0,44	11 %
Rendement des capitaux propres ajusté	<b>15,2 %</b>		(1,2 %)		(0,2 %)	<b>15,2 %</b>		(1,6 %)
Ratio de productivité ajusté	<b>63,7 %</b>		2,5 %		0,5 %	<b>63,5 %</b>		2,8 %
Levier d'exploitation ajusté	<b>(4,4 %)</b>		n. s.		n. s.	<b>(5,1 %)</b>		n. s.
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif, après ajustement	<b>1,70 %</b>		(0,08 %)		(0,06 %)	<b>1,77 %</b>		(0,03 %)
Taux d'impôt effectif ajusté	<b>16,9 %</b>		(2,8 %)		(2,6 %)	<b>20,1 %</b>		(1,9 %)
Bénéfice net ajusté par groupe d'exploitation :								
Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>601</b>	58	11 %	16	3 %	<b>1 788</b>	233	15 %
PE Canada	<b>456</b>	12	2 %	7	1 %	<b>1 353</b>	13	1 %
PE États-Unis	<b>145</b>	46	48 %	9	7 %	<b>435</b>	220	+100 %
Groupe Gestion privée	<b>115</b>	10	8 %	(35)	(24 %)	<b>375</b>	32	9 %
BMO Marchés des capitaux	<b>232</b>	(38)	(14 %)	6	3 %	<b>656</b>	(103)	(14 %)
Services d'entreprise, y compris T&O	<b>65</b>	127	n. s.	44	+100 %	<b>148</b>	362	n. s.
Bénéfice net ajusté de BMO Groupe financier	<b>1 013</b>	157	18 %	31	3 %	<b>2 967</b>	524	21 %

1) Les résultats ajustés figurant dans la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR et qui décrit l'utilisation des mesures non conformes aux PCGR dans le présent document.

n. s. - non significatif

---

## Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef des finances de la Banque de Montréal ont signé des attestations certifiant l'exactitude de l'information financière contenue dans notre Rapport de gestion intermédiaire et dans nos états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 31 juillet 2012 et portant également sur la conception de nos contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière. La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 31 juillet 2012, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal, tels qu'ils sont définis dans le règlement de la Securities and Exchange Commission et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Le contrôle interne de la Banque de Montréal à l'égard de l'information financière comprend des normes et méthodes qui : concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés pour donner une image précise et fidèle des transactions et des sorties d'actifs de BMO; fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées comme il se doit pour permettre l'établissement des états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus canadiens et aux exigences de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, le cas échéant; assurent que les encaissements et décaissements de BMO ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et des administrateurs de la Banque de Montréal et fournissent une assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de BMO qui pourrait avoir une incidence importante sur ses états financiers consolidés est interdite ou détectée à temps.

En raison de ses limites intrinsèques, le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peut fournir qu'une assurance raisonnable et il est possible qu'il ne permette pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes. De plus, les projections d'une appréciation d'efficacité sur les périodes futures comportent le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements dans les conditions ou que le degré de conformité aux normes et méthodes se détériore.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2012, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité d'audit et de révision de la Banque de Montréal a examiné le présent document, y compris les états financiers consolidés intermédiaires non audités, et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal a approuvé ce document avant sa publication.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans le Rapport de gestion figurant dans le Rapport annuel 2011 de BMO, lequel est accessible sur notre site Web à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs). Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

---

## Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2012 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions, et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats, les conditions, les actions ou les événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, des marchés financiers ou du crédit faibles, volatils ou illiquides, les fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change, les changements de politique monétaire, fiscale ou économique, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de capital, de taux d'intérêt et de liquidités, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, les estimations comptables critiques et l'incidence des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations sur ces estimations, les risques opérationnels et infrastructurels, les modifications de nos cotes de solvabilité, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions possibles de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les catastrophes naturelles et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les services de transport et de communication et les systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, les changements technologiques et notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques liés aux facteurs susmentionnés.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. La section paraissant aux pages 30 et 31 du Rapport de gestion annuel pour 2011 de BMO donne plus d'informations sur l'incidence que pourraient avoir certains facteurs clés sur les résultats futurs de la Banque de Montréal. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Aux fins du calcul de l'incidence pro forma de Bâle III sur notre capital réglementaire, notre actif pondéré en fonction des risques (y compris le risque de contrepartie et le risque de marché) et nos ratios de capital réglementaire, nous avons présumé que notre interprétation des règles proposées et des propositions annoncées par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) en date des présentes et que les modèles que nous utilisons pour évaluer ces exigences concordaient avec les exigences définitives qui seront promulguées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). Nous avons également présumé que les changements proposés à l'égard des déductions du capital, de l'actif pondéré en fonction des risques, du traitement du capital réglementaire pour les instruments de capital autres que des actions ordinaires (à savoir les instruments de capital faisant l'objet d'une clause de droits acquis) et des ratios de capital réglementaire minimums étaient adoptés par le BSIF dans leur version proposée par le CBCB, sauf si le BSIF a émis des directives contraires. De plus, nous avons présumé que les instruments de capital existants qui ne respectent pas Bâle III mais respectent Bâle II pourraient être entièrement pris en compte dans les calculs pro forma au 31 juillet 2012. L'incidence intégrale des propositions de Bâle III a été quantifiée d'après nos positions financières et nos positions en matière de risque à la clôture du trimestre ou à une date la plus rapprochée que possible de la clôture du trimestre. Aux fins de la présentation de notre prévision selon laquelle nous serons en mesure de refinancer certains de nos instruments de capital à l'avenir lorsque nécessaire pour respecter les exigences en matière de capital réglementaire, nous avons présumé que les facteurs échappant à notre contrôle, y compris l'état de la conjoncture économique et de la conjoncture des marchés financiers, n'entraveront pas notre capacité de le faire.

Les hypothèses relatives aux ventes d'actifs, aux prix de vente prévus pour les actifs, au coût net de mobilisation des fonds, à la qualité du crédit et au risque de défaillance et de pertes sur défaillance des actifs sous-jacents de l'entité de gestion de placements structurés sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos attentes concernant cette entité et dont il est question dans le présent Rapport de gestion intermédiaire, y compris le caractère adéquat de la protection de premier niveau. Selon certaines de nos principales hypothèses, des actifs continueront à être vendus dans le but de réduire la taille de l'entité de gestion de placements structurés, selon diverses hypothèses de prix d'actifs, et le niveau des défauts et des pertes sera conforme à la qualité du crédit des actifs sous-jacents et à nos attentes actuelles concernant la persistance des difficultés sur les marchés.

Les hypothèses relatives au niveau de défauts et aux pertes en cas de défaut sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos attentes concernant les résultats futurs des opérations que notre entité de protection du crédit a conclues. Selon certaines de nos principales hypothèses, le niveau des défauts et les pertes en cas de défaut seront comparables à ceux de l'expérience historique. En établissant nos attentes concernant le risque de pertes sur créances lié à notre entité de protection du crédit et le risque de perte par BMO à l'avenir, nous avons tenu compte de facteurs importants dont la diversification sectorielle dans les portefeuilles, la qualité initiale du crédit de chaque portefeuille, la protection de premier niveau intégrée à la structure et les couvertures que BMO a conclues.

Pour déterminer l'incidence des réductions des frais d'interchange analysées dans la section Faits nouveaux concernant la réglementation américaine, nous avons présumé que les volumes d'activité resteront conformes à nos attentes et que certaines mesures seront prises par la direction pour atténuer quelque peu l'effet des règlements sur nos revenus.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine, ainsi que sur la conjoncture de marché globale et leur effet combiné sur nos activités, sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur de services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences. Se reporter à la section Perspectives économiques et survol du présent rapport de gestion intermédiaire.

---

## Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris nos documents intermédiaires, Rapport de gestion annuel, États financiers consolidés audités, Notice annuelle et Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs), sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, au [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

## Perspectives économiques et survol

Soutenue par de faibles taux d'intérêt et un secteur des ressources en effervescence, mais freinée par la vigueur du dollar canadien et une demande anémique à l'échelle mondiale, l'économie canadienne affiche une croissance modérée et devrait croître à un taux réel de 2 % cette année, maintenant le taux de chômage à près de 7 %. Devant composer avec un niveau élevé d'endettement et des règles de crédit plus contraignantes, il y a fort à parier que les ménages continueront de gérer leurs dépenses avec soin. De même, les activités sur le marché du logement devraient ralentir en raison des changements qui ont récemment été apportés aux règles hypothécaires et des prix élevés des habitations dans certaines régions. Les politiques budgétaires devraient demeurer restrictives à cause des déficits budgétaires. Même si les exportateurs, les consommateurs et les administrations publiques font tous face à des conditions difficiles, les entreprises canadiennes devraient maintenir leur taux élevé d'investissement, et ce, surtout dans les provinces riches en ressources que sont l'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador. En outre, les taux de vacance des locaux pour bureaux et de ceux à vocation industrielle continueront de stimuler la construction d'immeubles commerciaux. Épaulé par l'entrée massive de capitaux étrangers, le dollar canadien devrait se négocier près de la parité avec le dollar américain en 2013. Le taux d'inflation devrait demeurer faible malgré les hausses attendues des prix des aliments, ce qui permettra à la Banque du Canada de maintenir à 1 %, au moins jusqu'à l'an prochain, son taux cible des fonds à un jour.

L'économie américaine affiche toujours une expansion modérée, car les craintes concernant l'endettement en Europe et les questions budgétaires nationales dissuadent les entreprises d'investir et d'embaucher. Le taux de croissance réelle du PIB, qui devrait être d'environ 2 %, fera probablement en sorte que le taux de chômage demeure à plus de 8 % en 2013. Malgré la baisse des prix de l'essence et l'assainissement de leurs finances, plusieurs ménages sont confrontés à de sombres perspectives d'emploi, et le nombre de saisies immobilières est toujours élevé, quoiqu'en baisse. Des politiques budgétaires restrictives continueront sans doute de freiner l'expansion économique, et ce, surtout en 2013 où certains allègements fiscaux expireront et où des compressions prévues des dépenses entreront en vigueur. Cependant, le marché du logement devrait continuer de se redresser grâce à la grande abordabilité des habitations et à l'essor de la demande en raison du nombre croissant de jeunes acheteurs potentiels. Réagissant à un chômage élevé et à un faible taux d'inflation, la Réserve fédérale américaine devrait maintenir à près de zéro ses taux d'intérêt pendant au moins deux autres années et instaurer des mesures supplémentaires pour réduire les coûts d'emprunt à plus long terme.

Stimulée par la hausse de la production automobile et de celle de pétrole dans le Dakota du Nord, mais freinée par des politiques budgétaires contraignantes et la faiblesse de la demande mondiale, l'économie de la région du Midwest des États-Unis affiche une expansion conforme à celle à l'échelle nationale. Son taux de croissance devrait être d'environ 2 % cette année, car elle est aux prises avec une forte baisse de la production agricole que cause une grande sécheresse. Sa croissance sera probablement un plus marquée l'an prochain, car les politiques monétaires et budgétaires expansionnistes de la Chine et d'autres nouvelles

économies de marché devraient stimuler les exportations à l'échelle internationale.

La présente section qui traite des perspectives économiques et qui en fait le survol contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

## Change

Les équivalents en dollars canadiens du bénéfice net, des revenus, des charges, des dotations à la provision pour pertes sur créances et des impôts sur le résultat en dollars américains de BMO ont augmenté par rapport au troisième trimestre et aux neuf premiers mois de 2011 par suite de l'appréciation du dollar américain. Ces équivalents ont également augmenté comparativement au deuxième trimestre de 2012 en raison du léger renforcement de ce dollar. Dans le trimestre à l'étude, le cours de change moyen du dollar canadien et du dollar américain, exprimé par le coût de un dollar américain en dollars canadiens, a dépassé de 5,7 % celui d'il y a un an et de 2,7 % celui du deuxième trimestre. Depuis le début du présent exercice, le cours de change moyen s'est accru de 3,1 %. Le tableau ci-après fait état des cours de change moyens des dollars canadien et américain et de l'incidence de leurs fluctuations.

## Effets des fluctuations des cours de change par rapport au dollar américain sur les résultats de BMO

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2012		Cumul 2012
	c. T3-2011	c. T2-2012	c. cumul 2011
Cours de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)			
Période à l'étude	1,0180	1,0180	1,0078
Période précédente	0,9628	0,9917	0,9777

## Incidence sur les résultats déjà établis

Revenus nets d'intérêts augmentés (diminués)	54	26	86
Revenus autres que d'intérêts augmentés (diminués)	26	12	43
Revenus augmentés (diminués)	80	38	129
Charges diminuées (augmentées)	(50)	(24)	(82)
Dotations à la provision pour pertes sur créances diminuée (augmentée)	(7)	(3)	(4)
Impôts sur le résultat diminués (augmentés)	(7)	(3)	(8)
Bénéfice net augmenté (diminué)	16	8	35

## Incidence sur les résultats ajustés

Revenus nets d'intérêts augmentés (diminués)	43	20	180
Revenus autres que d'intérêts augmentés (diminués)	25	12	43
Revenus augmentés (diminués)	68	32	223
Charges diminuées (augmentées)	(42)	(20)	(217)
Dotations à la provision pour pertes sur créances diminuée (augmentée)	(7)	(3)	(4)
Impôts sur le résultat diminués (augmentés)	(8)	(4)	50
Bénéfice net ajusté augmenté (diminué)	11	5	52

Les résultats ajustés figurant dans la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Les effets des fluctuations des cours de change sur nos investissements dans des établissements à l'étranger sont analysés dans la section Impôts sur le résultat.

## Autres mesures de la valeur

Pour la période de cinq ans close le 31 juillet 2012, le rendement total des capitaux propres annuel moyen de BMO a été de 2,5 %.

Le profit économique net s'est établi à 278 millions de dollars, comparativement à 366 millions au deuxième trimestre de 2012 et à 151 millions au troisième trimestre de 2011. Le profit économique net ajusté s'est situé à 297 millions, contre 296 millions au trimestre précédent et 287 millions au troisième trimestre de 2011. Les variations du profit économique net ajusté depuis un an reflètent la hausse du bénéfice, ce qui rend compte de l'incidence des résultats de l'entreprise acquise pour deux mois supplémentaires dans le présent exercice, et l'accroissement du capital. Les variations survenues depuis le deuxième trimestre ont résulté de cet accroissement, lequel a été atténué par l'augmentation du bénéfice. Le profit économique net de 278 millions représente le bénéfice net attribuable aux actionnaires (951 millions), moins les dividendes sur actions privilégiées (32 millions), plus l'amortissement après impôts des immobilisations incorporelles (24 millions), déduction faite d'une charge au titre du capital (665 millions), et est considéré comme une mesure efficace de la valeur économique ajoutée. Le profit économique net ajusté se calcule de la même manière, mais au moyen du bénéfice net ajusté et non du bénéfice net déjà établi et en omettant d'ajouter l'amortissement des immobilisations incorporelles. Le profit économique net et celui ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR. Se reporter à la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR pour des commentaires sur l'utilisation et les limites de telles mesures.

## Bénéfice net

### Comparaison du troisième trimestre de 2012 et du troisième trimestre de 2011

Le bénéfice net s'est chiffré à 970 millions de dollars au troisième trimestre de 2012, en hausse de 262 millions ou de 37 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le bénéfice par action a enregistré une hausse de 30 %, atteignant 1,42 \$, contre 1,09 \$ il y a un an.

Le bénéfice net ajusté du troisième trimestre de 2012 s'est établi à 1 013 millions de dollars, en hausse de 157 millions ou de 18 % en regard de la même période de l'exercice précédent. Le bénéfice par action ajusté a été de 1,49 \$, ayant augmenté de 11 % par rapport à celui de 1,34 \$ dégagé un an plus tôt. Les résultats ajustés et les éléments qui ont été exclus de leur calcul sont décrits plus en détail dans la section précédente qui traite du bénéfice net ajusté et dans celle intitulée Mesures non conformes aux PCGR, tout comme le sont nos commentaires sur l'utilisation et les limites de telles mesures.

L'essor du bénéfice net ajusté témoigne des avantages des acquisitions et de l'expansion interne. PE États-Unis a enregistré à ce chapitre une forte croissance en raison surtout de l'inclusion des résultats de l'entreprise acquise pour trois mois, contre un mois seulement il y a un an. Les résultats du groupe Gestion privée se sont améliorés malgré le recul des résultats des activités d'assurance. Le bénéfice net de PE Canada a augmenté en raison de l'essor des volumes de la plupart des produits, ce qui a été contrebalancé en partie par la contraction de la marge nette d'intérêts. Quant à BMO Marchés des capitaux, ses résultats ont été inférieurs à ceux, fort élevés, dégagés il y a un an. Le bénéfice net ajusté des Services d'entreprise a augmenté grâce surtout à la réduction du montant ajusté des dotations à la provision pour pertes sur créances.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont augmenté quelque peu, mais après ajustement, elles ont baissé de 81 millions de dollars après impôts grâce à une reprise sur les dotations à la provision pour pertes sur créances relativement aux prêts douteux acquis de M&I et à la baisse des dotations à la provision spécifique eu égard au portefeuille existant. Le taux d'impôt effectif a fléchi, tel qu'il est expliqué dans la section intitulée Impôts sur le résultat.

### Comparaison du troisième trimestre de 2012 et du deuxième trimestre de 2012

Le bénéfice net a diminué de 58 millions de dollars ou de 5,8 % par rapport au deuxième trimestre, et le bénéfice par action s'est comprimé de 0,09 \$ ou de 6,0 %. Le bénéfice net ajusté a progressé de 31 millions ou de 3,1 %, et le bénéfice par action ajusté s'est accru de 0,05 \$ ou de 3,5 %.

Le bénéfice net ajusté de PE États-Unis, de PE Canada, de BMO Marchés des capitaux et des Services d'entreprise a augmenté, mais celui du groupe Gestion privée a reculé.

Les revenus ajustés ont diminué par rapport à ceux du deuxième trimestre tout comme l'ont fait les charges, ce qui témoigne de l'efficacité de leur gestion. Les dotations à la provision pour pertes sur créances, après ajustement, ont baissé et le taux d'impôt effectif ajusté a lui aussi fléchi dans le trimestre à l'étude.

### Comparaison des neuf premiers mois de 2012 et des neuf premiers mois de 2011

Le bénéfice net s'est renforcé de 761 millions de dollars ou de 32 % pour se chiffrer à 3 107 millions. Le bénéfice par action a été de 4,56 \$, ayant augmenté de 0,82 \$ ou de 22 % depuis un an. Le bénéfice net ajusté a progressé de 524 millions ou de 21 % pour s'établir à 2 967 millions. Le bénéfice par action ajusté s'est dégagé à 4,35 \$, en hausse de 0,44 \$ ou de 11 % par rapport à celui de la même période un an plus tôt. Huit mois supplémentaires de résultats de l'entreprise acquise ont haussé de 527 millions le bénéfice net ajusté des neuf premiers mois du présent exercice en regard de ce qu'il était un an plus tôt.

La présente section renferme des résultats ajustés et des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## Revenus

Le total des revenus a dépassé de 558 millions de dollars ou de 17 % celui du troisième trimestre de l'exercice précédent. Les revenus ajustés ont augmenté de 297 millions ou de 8,8 %. La prise en compte des résultats de l'entreprise acquise pour trois mois au lieu d'un mois seulement comme il y a un an a accru les revenus ajustés de 320 millions. Le renforcement du dollar américain a ajouté 41 millions ou 1,3 % à la croissance des revenus ajustés, compte non tenu de l'incidence de l'entreprise acquise. Exclusion faite de ces deux éléments, les revenus ajustés ont fléchi de 64 millions ou de 2,0 %, ce qui est imputable au repli des revenus de BMO Marchés des capitaux, la conjoncture de marché s'étant affaiblie depuis un an, à une baisse des revenus d'assurance et à la dégradation des revenus des Services d'entreprise.

Les revenus ont fléchi de 81 millions de dollars ou de 2,1 % par rapport au deuxième trimestre. Les revenus ajustés ont baissé de 50 millions ou de 1,4 %. L'appréciation du dollar américain a ajouté 33 millions ou 0,9 % à la hausse des revenus ajustés. Compte non tenu de l'incidence du renforcement de ce dollar, les

revenus ajustés ont baissé de 83 millions ou de 2,2 % en raison surtout du repli des revenus d'assurance. Les revenus de PE Canada ont progressé grâce aux deux jours supplémentaires qu'a comptés le trimestre et à l'élargissement marqué des volumes de tous les produits, ce qui a été contrebalancé en partie par le rétrécissement des marges. Divers petits éléments ont réduit les revenus ajustés des Services d'entreprise.

Pour les neuf premiers mois du présent exercice, les revenus ont augmenté de 1 833 millions de dollars ou de 18 % et, après ajustement, ils se sont accrus de 1 075 millions ou de 11 %. La prise en compte des résultats de l'entreprise acquise pour huit mois supplémentaires depuis le début de l'exercice a accru de 1 254 millions les revenus ajustés. Un dollar américain plus fort a ajouté 68 millions ou 0,7 % à la croissance des revenus ajustés, compte non tenu de l'incidence de l'entreprise acquise. Exclusion faite de ces deux éléments, les revenus ajustés se sont affaiblis de 248 millions ou de 2,5 % en raison surtout d'une conjoncture moins favorable dans le cas de BMO Marchés des capitaux.

Les variations des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts sont analysées dans les sections qui suivent.

La présente section renferme des résultats ajustés et des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

#### Revenus nets d'intérêts

Les revenus nets d'intérêts du trimestre écoulé ont dépassé de 422 millions de dollars ou de 23 % ceux d'il y a un an, s'établissant ainsi à 2 225 millions. Après ajustement, ils se sont accrus de 194 millions ou de 11 % et ont atteint 2 012 millions. L'augmentation des revenus nets d'intérêts ajustés est essentiellement attribuable à PE États-Unis par suite de l'inclusion des résultats de l'entreprise acquise pour deux mois de plus, comparativement à la même période il y a un an. Le groupe Gestion privée a enregistré une forte hausse grâce notamment à l'incidence de l'entreprise acquise. Les revenus nets d'intérêts de PE Canada ont légèrement fléchi. Ceux de BMO Marchés des capitaux ont été comparables à ceux inscrits un an plus tôt, alors que les revenus nets d'intérêts ajustés des Services d'entreprise ont diminué.

La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est élargie de 12 points de base par rapport à il y a un an pour s'établir à 1,88 %. Après ajustement, elle s'est repliée de 8 points de base et s'est située à 1,70 %, des baisses ayant été enregistrées par tous les groupes d'exploitation. Le recul de la marge nette d'intérêts de BMO Marchés des capitaux a découlé de la diminution des écarts de taux sur le marché. La réduction de celle de PE Canada a résulté essentiellement de la contraction des marges sur les dépôts, dans un contexte de faibles taux d'intérêt, du recul des marges sur le crédit aux particuliers qu'ont engendré les comportements des clients du secteur des cartes et les pressions concurrentielles ainsi que du fait que la croissance des prêts, surtout des prêts hypothécaires, a été plus forte que celle des dépôts. Le repli de la marge de PE États-Unis a résulté du recul de celles sur les dépôts, facteur annulé en partie par l'incidence positive de l'essor des dépôts, lequel a surpassé celui des prêts, ainsi que des répercussions favorables qu'a eues l'entreprise acquise. Le repli de la marge du groupe Gestion privée a découlé surtout de la contraction de celles sur les dépôts, ce qui a été atténué par la hausse des soldes des prêts et des dépôts des services de gestion bancaire privée et par les conséquences de l'entreprise acquise. Les revenus nets d'intérêts ajustés des

Services d'entreprise ont baissé par rapport à il y a un an, ce qui a contribué à resserrer la marge globale de BMO.

L'actif productif moyen du troisième trimestre a progressé de 64,9 milliards de dollars ou de 16 % comparativement à il y a un an, la hausse du dollar américain ayant généré 10,3 milliards de cette progression. Les actifs de PE États-Unis ont augmenté du fait de l'entreprise acquise et de la forte croissance interne des prêts aux entreprises. BMO Marchés des capitaux a lui aussi vu ses actifs augmenter grâce à l'accroissement des titres pris en pension qui a découlé de la demande émanant des clients et des dépôts plus élevés auprès de la Réserve fédérale américaine. PE Canada a aussi enregistré une hausse, laquelle est imputable à l'essor des volumes de la plupart des produits, et les actifs du groupe Gestion privée ont bénéficié de l'essor des prêts personnels des services de gestion bancaire privée et des actifs des activités d'assurance.

Par rapport au deuxième trimestre, les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 105 millions de dollars ou de 4,9 %. Après ajustement, ils se sont accrus de 43 millions ou de 2,1 %, et ce, notamment parce que le trimestre à l'étude a compté deux jours de plus. Une croissance a été enregistrée par tous les groupes d'exploitation, mais elle a été atténuée par le repli constaté par les Services d'entreprise.

La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est comprimée de 1 point de base par rapport au deuxième trimestre. La marge nette d'intérêts ajustée a fléchi de 6 points de base. La marge de BMO Marchés des capitaux s'est quelque peu repliée. Quant à la baisse de celle de PE Canada, elle a découlé principalement du recul des marges sur le crédit aux particuliers qu'ont entraîné les comportements des clients du secteur des cartes et les pressions concurrentielles, de la contraction des marges sur les dépôts qu'a causée la faiblesse des taux d'intérêt et du fait que la croissance des prêts, surtout des prêts hypothécaires, a été plus forte que celle des dépôts. Le recul de la marge du groupe Gestion privée a découlé de la diminution des soldes des dépôts. La marge nette d'intérêts ajustée de PE États-Unis a enregistré une légère hausse, alors que les revenus nets d'intérêts ajustés des Services d'entreprise ont fléchi, ce qui a nui à la marge globale.

L'actif productif moyen a progressé de 16,0 milliards de dollars ou de 3,5 % par rapport au deuxième trimestre et de cette hausse, une tranche de 4,9 milliards est imputable à un dollar américain plus fort. BMO Marchés des capitaux a enregistré une croissance de cet actif en raison de l'augmentation des prises en pension et des soldes des valeurs mobilières. Quant à PE Canada et au groupe Gestion privée, leur actif productif moyen a fortement augmenté et celui de PE États-Unis a enregistré une hausse un peu moins marquée.

Depuis le début du présent exercice, les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 1 451 millions de dollars ou de 28 %. Après ajustement, ils se sont accrus de 821 millions ou de 16 %, pour atteindre 6 073 millions, ce qui a résulté essentiellement de la prise en compte, par PE États-Unis et le groupe Gestion privée, des résultats de l'entreprise acquise pour huit mois de plus qu'il y a un an. Le groupe Gestion privée a également tiré parti d'un bénéfice plus élevé provenant d'un placement stratégique et d'une bonne croissance interne. Les revenus nets d'intérêts de BMO Marchés des capitaux ont fléchi à cause du repli des marges, alors que ceux de PE Canada ont été comparables à ceux de la même période de l'exercice précédent. Les revenus nets d'intérêts ajustés des Services d'entreprise se sont contractés en raison

notamment du fait que des intérêts avaient été reçus l'exercice précédent au règlement de certaines questions fiscales.

Durant les neuf premiers mois de l'exercice, la marge nette d'intérêts globale de BMO s'est élargie de 15 points de base pour atteindre 1,94 %. Après ajustement, elle s'est repliée de 3 points de base. La majeure partie des groupes d'exploitation a enregistré des baisses à ce chapitre, et les revenus nets d'intérêts des Services d'entreprise ont reculé. Le groupe Gestion privée a toutefois vu sa marge nette d'intérêts augmenter grâce surtout à l'incidence de l'entreprise acquise et à la hausse du profit tiré d'un placement stratégique.

#### Marge nette d'intérêts sur l'actif productif, après ajustement (bic)\*

(en points de base)	T3-2012	Augmentation (Diminution) c. T3-2011	Augmentation (Diminution) c. T2-2012	Cumul 2012	Augmentation (Diminution) c. cumul 2011
PE Canada	274	(17)	(7)	282	(13)
PE États-Unis	438	(11)	3	439	(2)
Services bancaires Particuliers et entreprises	316	(4)	(7)	323	4
Groupe Gestion privée	289	(6)	(9)	322	19
BMO Marchés des capitaux	63	(11)	(2)	63	(15)
Services d'entreprise, y compris T&O**	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.
Total de la marge nette d'intérêts de BMO, après ajustement 1)	170	(8)	(6)	177	(3)
Total de la marge nette d'intérêts déjà établie de BMO	188	12	(1)	194	15
Total de la marge des services de détail au Canada (avant et après ajustement)***	273	(18)	(8)	282	(14)

\* La marge nette d'intérêts est calculée et présentée par rapport à l'actif productif moyen plutôt que par rapport à l'actif total. Cette méthode produit une mesure plus pertinente des marges et de leurs variations. Les marges des groupes d'exploitation sont présentées sur une bic, tandis que la marge globale de BMO l'est selon les PCGR.

\*\* Les revenus nets d'intérêts ajustés des Services d'entreprise sont négatifs dans toutes les périodes et leur variabilité influe sur les changements de la marge nette d'intérêts.

\*\*\* Le total de la marge des services de détail au Canada représente la marge nette d'intérêts des activités combinées des secteurs canadiens de PE Canada et du groupe Gestion privée.

1) Montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

n. s. – non significatif

#### Revenus autres que d'intérêts

Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 136 millions de dollars ou de 9,0 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent et se sont situés à 1 653 millions. Après ajustement, ils se sont accrus de 103 millions ou de 6,7 %, pour s'établir à 1 665 millions. Il s'est produit une forte hausse des frais des services des dépôts et des ordres de paiement au sein de PE États-Unis ainsi que des commissions de gestion de placements dans le groupe Gestion privée en raison de la prise en compte des résultats de l'entreprise acquise pour deux mois de plus qu'il y a un an. Les autres revenus de PE États-Unis ont eux aussi augmenté grâce aux profits plus élevés réalisés à la vente de prêts hypothécaires ainsi qu'aux commissions et autres droits sur les prêts. Les revenus de négociation de BMO Marchés des capitaux se sont accrus, mais les commissions de prise ferme d'actions et de consultation ont fléchi. Les commissions et droits sur titres de BMO Marchés des capitaux et du groupe Gestion privée ont diminué. En ce qui concerne ce dernier groupe, les revenus d'assurance ont eux aussi reculé. Diverses catégories d'éléments des revenus autres que d'intérêts de PE Canada ont augmenté.

Par rapport au deuxième trimestre, les revenus autres que d'intérêts se sont repliés de 186 millions de dollars ou de 10 %. Les revenus autres que d'intérêts ajustés se sont affaiblis de 93 millions ou de 5,3 %. La baisse des taux d'intérêt a réduit les revenus d'assurance de 61 millions dans le trimestre à l'étude. Les commissions et droits sur titres, les profits sur titres, les revenus

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice, l'actif productif moyen a progressé de 68,1 milliards de dollars ou de 17 %, soit de 62,6 milliards après un ajustement visant à exclure l'incidence de l'appréciation du dollar américain. Les actifs de PE États-Unis et du groupe Gestion privée ont augmenté grâce à l'inclusion des résultats de l'entreprise acquise et à l'expansion interne. Une forte croissance a également été notée au sein de BMO Marchés des capitaux, et une autre, celle-ci plus modeste, l'a été dans le cas de PE Canada et des Services d'entreprise.

Dans la présente section, les résultats ajustés sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

de change, autres que de négociation, ainsi que les commissions de prise ferme d'actions ont régressé.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 382 millions de dollars ou de 7,8 % et ont atteint 5 291 millions. Après ajustement, ils se sont améliorés de 254 millions ou de 5,3 %, se chiffrant ainsi à 5 074 millions. Les hausses résultant de la prise en compte des résultats de l'entreprise acquise pour huit mois de plus qu'il y a un an ont été annulées en partie par le recul des commissions de prise ferme et de consultation, des commissions et droits sur titres, des profits sur titres et des revenus d'assurance.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités ci-joints donnent plus de détails sur les revenus autres que d'intérêts.

Dans la présente section, les résultats ajustés sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

#### Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 263 millions de dollars ou de 12 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent, s'établissant ainsi à 2 484 millions. Après ajustement, elles ont augmenté de 273 millions ou de 13 %, pour se situer à 2 342 millions. La prise en compte des résultats de l'entreprise acquise pour deux mois de plus qu'il y a un an a accru les charges ajustées de 248 millions. L'appréciation du dollar américain les a augmentées de 26 millions ou de 1,3 %, compte non tenu de l'incidence de l'entreprise acquise. Exclusion faite de ces deux éléments, les charges ont fléchi de 1 million ou de 0,1 %

puisque les bienfaits d'une saine gestion ont été annulés en grande partie par les investissements dans des initiatives stratégiques.

En comparaison du deuxième trimestre, les charges autres que d'intérêts ont baissé de 15 millions de dollars ou de 0,6 %. Après ajustement, elles ont diminué de 15 millions ou de 0,6 %. Le renforcement du dollar américain en a haussé le montant ajusté de 20 millions ou de 0,9 %. Compte non tenu des répercussions d'un dollar américain plus fort, les charges ont reculé de 35 millions ou de 1,5 % grâce à la baisse des frais liés au personnel et aux mesures de compression des coûts, ce qui a été réalisé en dépit de la hausse attribuable aux deux jours de plus qu'a comptés le trimestre. Le fait d'avoir porté encore plus d'attention à la productivité a permis de hausser, d'un trimestre à l'autre, le levier d'exploitation ajusté de 1,2 %, compte non tenu de l'incidence que les taux d'intérêt à long terme ont eue sur les activités d'assurance.

Depuis le début de l'exercice, les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 1 228 millions de dollars ou de 19 %, pour se situer à 7 537 millions. Après ajustement, elles ont augmenté de 965 millions ou de 16 % et ont atteint 7 077 millions. La prise en compte des résultats de l'entreprise acquise pour huit mois de plus depuis le début du présent exercice a accru les charges ajustées de 867 millions. Quant à l'appréciation du dollar américain, elle les a augmentées de 44 millions ou de 0,7 %, compte non tenu de l'incidence de l'entreprise acquise. Exclusion faite de ces deux éléments, les charges ont augmenté de 54 millions ou de 0,9 %, et ce, en raison surtout de la poursuite des investissements dans nos secteurs, ce qui a inclus des projets de développement technologique, et de l'augmentation des frais de soutien.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités résumés ci-joints donnent plus de détails sur les charges autres que d'intérêts.

Dans la présente section, les résultats ajustés sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

### **Gestion des risques**

Depuis le premier trimestre de 2012, les dotations à la provision pour pertes sur créances des périodes à l'étude et des précédentes sont présentées conformément aux IFRS et, par conséquent, englobent les dotations découlant de la comptabilisation de nos prêts titrisés et de certaines entités ad hoc dans notre bilan. Les IFRS exigent également que nous constations les revenus d'intérêts des prêts douteux et que nous comptabilisions une hausse correspondante de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a totalisé 237 millions de dollars au troisième trimestre de 2012. Après ajustement au titre d'une dotation à la provision spécifique de 113 millions relativement au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I, le montant ajusté de la dotation à la provision pour pertes sur créances a été de 116 millions de dollars. Les éléments d'ajustement ont également compris une hausse de 23 millions de la provision générale eu égard à ce portefeuille et une réduction de 15 millions de la dotation à la provision générale constituée à l'égard d'autres prêts.

Après ajustement, la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 116 millions de dollars, soit un résultat annualisé de 21 points de base du solde net moyen des prêts et

acceptations, contre 151 millions ou 28 points de base annualisés au deuxième trimestre de 2012 et 245 millions ou 48 points de base annualisés au troisième trimestre de 2011. Le montant ajusté de la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances tient compte d'une reprise de 118 millions liée aux prêts douteux acquis de M&I et constatée ce trimestre, contre une reprise de 117 millions au trimestre précédent.

Sur le plan géographique, les dotations à la provision spécifique au Canada et dans tous les autres pays, exclusion faite des États-Unis, ont été de 138 millions de dollars au troisième trimestre de 2012, de 177 millions au deuxième trimestre de 2012 et de 151 millions au troisième trimestre de 2011. Quant à celles constatées aux États-Unis, elles ont été de 91 millions au troisième trimestre de 2012, de 18 millions au deuxième trimestre de 2012 et de 94 millions au troisième trimestre de 2011. Après ajustement, les dotations à la provision spécifique aux États-Unis durant ces mêmes périodes ont représenté des reprises de 22 millions et de 26 millions et une charge de 94 millions, respectivement.

Aux termes de la méthode que BMO utilise pour présenter ses résultats sectoriels, les pertes sur créances sont imputées chaque trimestre aux groupes d'exploitation clients en fonction de leur quote-part des pertes sur créances prévues. L'écart entre les charges trimestrielles calculées en fonction des pertes prévues et les dotations à la provision trimestrielles requises, compte tenu des pertes réelles, est porté au débit (ou au crédit) des Services d'entreprise. Le tableau qui suit indique les pertes sur créances par groupe d'exploitation client et en fonction des pertes sur créances réelles.

Les nouveaux prêts douteux du portefeuille existant de BMO (qui exclut le portefeuille de prêts productifs acquis de M&I) ont totalisé 405 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, contre 455 millions au deuxième trimestre de 2012 et 429 millions il y a un an. Les nouveaux prêts douteux liés au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I se sont situés à 386 millions durant le trimestre à l'étude, comparativement à 444 millions au deuxième trimestre. Au moment de son acquisition, nous avions tenu compte de la probabilité que ce portefeuille renferme des prêts douteux et avions établi une provision adéquate au titre des pertes sur les prêts qui, depuis lors, se sont révélés douteux.

Le solde brut des prêts douteux, compte non tenu des prêts douteux acquis, totalisait 2 867 millions de dollars à la fin du trimestre à l'étude, comparativement à 2 837 millions à la fin du trimestre précédent et à 2 290 millions il y a un an. À la fin du trimestre à l'étude, le solde brut des prêts douteux liés aux portefeuilles acquis se chiffrait à 926 millions et, de ce montant, une tranche de 133 millions était visée par une entente de partage des pertes qui expire en 2015 dans le cas des prêts aux entreprises et en 2020 dans celui des prêts aux particuliers.

Au Canada, la vigueur du marché de logement, la faiblesse des taux d'intérêt et le niveau élevé des dettes à la consommation pourraient poser un risque advenant un ralentissement économique ou une hausse des taux d'intérêt. Le portefeuille canadien de prêts hypothécaires à l'habitation de BMO représente 6,5 % du marché des prêts hypothécaires à l'habitation au Canada, lequel se chiffrait à 1 142 milliards de dollars (source : Banque du Canada, juin 2012). Environ 65 % de ce portefeuille est assuré, son ratio prêt/valeur moyen étant de 64 % (ajusté en fonction des valeurs actuelles des habitations). Les 35 % restants du portefeuille ne sont pas assurés et leur ratio prêt/valeur moyen

est de 56 %. Le portefeuille de prêts de la Marge-crédit sur valeur domiciliaire de BMO n'est pas assuré, mais 95 % de ces prêts sont visés par une créance prioritaire, et il n'existe aucun prêt dont le ratio prêt/valeur était de plus de 80 % au moment de son montage. Nous jugeons toujours que nos normes d'octroi de crédit sont prudentes et uniformes tout au long du cycle de crédit, et nous continuerons de surveiller de près notre portefeuille.

Le cadre de gestion des risques de liquidité et de financement, de marché et d'assurance de BMO et les principales mesures de ces risques sont exposés aux pages 88 à 91 du Rapport de gestion de 2011 de BMO.

Le niveau de notre risque de liquidité et de financement n'a que peu changé durant le trimestre. Nous sommes toujours convaincus que notre cadre de gestion de ce risque nous procure une situation des plus saines au chapitre de la liquidité.

Le risque lié à la valeur de marché de nos activités de négociation et de prise ferme a, durant la période, diminué principalement à cause d'une baisse des opérations sur titres à revenu fixe. L'exposition des portefeuilles de titres disponibles à la vente de la Banque est demeurée relativement la même durant ce trimestre.

Aucun changement majeur n'a été apporté à nos méthodes de gestion du risque structurel de marché durant le trimestre. Le risque structurel lié à la valeur de marché provient de la hausse des taux d'intérêt et reflète essentiellement le recul de la valeur de

marché des prêts à taux fixe. Le risque structurel de volatilité du résultat découle du recul des taux d'intérêt et reflète essentiellement la possibilité qu'au moment de la révision des taux, les prêts dont les taux sont fondés sur le taux préférentiel se voient attribuer des taux moins élevés. Le risque lié à la valeur de marché et à la valeur économique advenant une hausse des taux d'intérêt a fléchi par rapport au trimestre précédent en raison principalement de l'essor des remboursements anticipés de prêts hypothécaires aux États-Unis qu'a engendré le recul des taux d'intérêt. Le risque lié à la valeur de marché a également diminué en raison de la volatilité moindre des taux d'intérêt modélisés. La volatilité du résultat et le risque lié au bénéfice dans le cas d'un scénario de baisse de taux d'intérêt de 100 points de base sont demeurés essentiellement les mêmes qu'au trimestre précédent. Quant à la volatilité du résultat advenant un recul de 200 points de base des taux d'intérêt, elle a augmenté en raison surtout de la plus forte incidence des taux d'intérêt planchers, lesquels limitent l'importance du recul des charges d'intérêts lorsque les taux diminuent.

Aucun changement majeur n'est survenu, durant le trimestre, dans nos méthodes de gestion du risque ou dans le degré de risque que posent nos activités d'assurance.

La présente section qui traite de la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

#### Dotation à la provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2012	T2-2012	T3-2011	Cumul 2012	Cumul 2011
Nouvelles dotations à la provision spécifique	<b>484</b>	458	344	<b>1 354</b>	1 080
Reprises sur les provisions établies précédemment	<b>(59)</b>	(66)	(38)	<b>(192)</b>	(83)
Recouvrements de prêts sortis du bilan précédemment	<b>(196)</b>	(197)	(61)	<b>(616)</b>	(170)
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	<b>229</b>	195	245	<b>546</b>	827
Variation de la provision générale	<b>8</b>	-	(15)	<b>27</b>	23
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>237</b>	195	230	<b>573</b>	850
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances, après ajustement 1)	<b>116</b>	151	245	<b>358</b>	827
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	<b>0,38 %</b>	0,32 %	0,43 %	<b>0,31 %</b>	0,55 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations, exclusion faite des portefeuilles acquis (annualisée) 2)	<b>0,39 %</b>	0,46 %	0,44 %	<b>0,45 %</b>	0,56 %
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	<b>0,37 %</b>	0,32 %	0,46 %	<b>0,30 %</b>	0,53 %
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations, après ajustement (annualisée) 1)	<b>0,21 %</b>	0,28 %	0,48 %	<b>0,22 %</b>	0,55 %

1) La dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances après ajustement ne tient pas compte des dotations liées au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I.

2) Le ratio est présenté compte non tenu des portefeuilles acquis afin de permettre de meilleures comparaisons avec les données historiques.

## Dotation à la provision pour pertes sur créances par groupe d'exploitation et selon les pertes réelles

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2012	T2-2012	T3-2011	Cumul 2012	Cumul 2011
PE Canada	141	161	150	451	469
PE États-Unis	71	55	54	182	265
Services bancaires Particuliers et entreprises	212	216	204	633	734
Groupe Gestion privée	4	1	(2)	9	6
BMO Marchés des capitaux	(1)	17	8	5	14
Services d'entreprise, y compris T&O 1)	19	34	35	88	73
Prêts douteux acquis 2)	(118)	(117)	-	(377)	-
Dotation à la provision pour pertes sur créances, après ajustement	116	151	245	358	827
PE États-Unis	99	39	-	162	-
Groupe Gestion privée	3	5	-	10	-
Services d'entreprise, y compris T&O	11	-	-	16	-
Dotations à la provision spécifique relativement aux prêts productifs acquis	113	44	-	188	-
Variation de la provision générale pour pertes sur créances	8	-	(15)	27	23
Dotation à la provision pour pertes sur créances	237	195	230	573	850

1) Les montants des Services d'entreprise tiennent compte de la dotation à la provision pour pertes sur créances à l'égard des prêts transférés de PE États-Unis aux Services d'entreprise au T3-2011 ainsi que des ajustements, selon les IFRS, des intérêts sur les prêts douteux.

2) Tient compte des recouvrements liés aux prêts douteux acquis auprès de M&I, lesquels sont présentés par les Services d'entreprise dans nos résultats financiers.

## Variation du solde brut des prêts et acceptations douteux (SBPAD) 1)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2012	T2-2012	T3-2011	Cumul 2012	Cumul 2011
SBPAD au début de la période	2 837	2 657	2 465	2 685	2 894
Augmentation des prêts et acceptations douteux	791	899	429	2 314	1 260
Diminution des prêts et acceptations douteux 2)	(458)	(427)	(367)	(1 264)	(1 161)
Montants sortis du bilan 3)	(303)	(292)	(237)	(868)	(703)
SBPAD à la fin de la période 1)	2 867	2 837	2 290	2 867	2 290
SBPAD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations	1,13 %	1,15 %	0,98 %	1,13 %	0,98 %
SBPAD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations, exclusion faite des portefeuilles acquis 4)	0,85 %	0,98 %	1,10 %	0,85 %	1,10 %
SBPAD en pourcentage du total des capitaux propres et des provisions pour pertes sur créances	9,15 %	9,34 %	7,94 %	9,15 %	7,94 %
SBPAD en pourcentage du total des capitaux propres et des provisions pour pertes sur créances, exclusion faite des portefeuilles acquis 4)	6,24 %	7,07 %	7,96 %	6,24 %	7,96 %

1) Le SBPAD ne tient pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

2) Comprend le montant des prêts douteux classés de nouveau dans les prêts productifs, les ventes de prêts, les remboursements et l'incidence des fluctuations des cours de change et des prêts aux particuliers sortis du bilan qui n'ont pas été comptabilisés dans les nouveaux prêts douteux.

3) Ne tient pas compte de certains prêts qui sont directement sortis du bilan et qui ne sont pas classés dans les nouveaux prêts douteux (106 millions de dollars au T3-2012, 106 millions au T2-2012 et 101 millions au T3-2011).

4) Le ratio est présenté compte non tenu des portefeuilles acquis afin de permettre de meilleures comparaisons avec les résultats passés.

La présente section renferme des résultats ajustés et des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## Sommaire du risque total lié à la valeur de marché – Négociation et prise ferme (en millions de dollars)\*

(équivalent en dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2012				Au 30 avril 2012	Au 31 octobre 2011
	À la fin du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la fin du trimestre	À la fin de l'exercice
VaR liée aux produits de base	(0,6)	(0,8)	(1,0)	(0,4)	(0,5)	(0,3)
VaR liée aux actions	(6,9)	(5,8)	(7,1)	(4,4)	(6,3)	(5,4)
VaR liée au change	(0,5)	(1,6)	(3,0)	(0,2)	(2,3)	(0,9)
VaR liée aux taux d'intérêt (évaluation à la valeur de marché)	(7,8)	(7,8)	(9,6)	(6,2)	(9,5)	(6,3)
Diversification	6,1	6,6	n. s.	n. s.	7,9	4,2
VaR liée à la valeur de marché – Négociation	(9,7)	(9,4)	(11,2)	(7,5)	(10,7)	(8,7)
Risque lié à l'émetteur – Négociation et prise ferme	(3,2)	(5,4)	(7,3)	(2,8)	(5,9)	(3,6)
Risque total lié à la valeur de marché – Négociation et prise ferme	(12,9)	(14,8)	(17,3)	(12,3)	(16,6)	(12,3)
VaR liée aux taux d'intérêt (titres disponibles à la vente)	(14,9)	(15,7)	(17,8)	(14,7)	(15,3)	(11,3)

\* Mesure sur un jour selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

n. s. - non significatif

## Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) liée à la valeur de marché en période de tension – Négociation (en millions de dollars)\*

(équivalent en dollars canadiens avant impôts)	À la fin du trimestre	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2012			Au 30 avril 2012 À la fin du trimestre	Au 31 octobre 2011 À la fin de l'exercice
		Moyenne	Haut	Bas		
VaR liée aux produits de base en période de tension	<b>(0,8)</b>	<b>(1,2)</b>	<b>(2,5)</b>	<b>(0,7)</b>	(1,1)	(0,3)
VaR liée aux actions en période de tension	<b>(13,2)</b>	<b>(10,5)</b>	<b>(13,4)</b>	<b>(7,4)</b>	(9,9)	(6,4)
VaR liée au change en période de tension	<b>(0,7)</b>	<b>(2,2)</b>	<b>(4,7)</b>	<b>(0,5)</b>	(2,4)	(1,2)
VaR liée aux taux d'intérêt en période de tension (évaluation à la valeur de marché)	<b>(13,0)</b>	<b>(14,6)</b>	<b>(21,4)</b>	<b>(10,9)</b>	(19,9)	(13,2)
Diversification	<b>9,3</b>	<b>11,6</b>	<b>n. s.</b>	<b>n. s.</b>	14,0	6,7
VaR liée à la valeur de marché en période de tension – Négociation	<b>(18,4)</b>	<b>(16,9)</b>	<b>(21,0)</b>	<b>(12,2)</b>	(19,3)	(14,4)

\* Mesure sur un jour selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

n. s. - non significatif

## Risque structurel lié à la valeur de marché, au bilan, et volatilité du résultat (en millions de dollars)\*

(équivalent en dollars canadiens)	31 juillet 2012	30 avril 2012	31 octobre 2011
Risque lié à la valeur de marché (avant impôts)	<b>(608,9)</b>	(685,8)	(685,9)
Volatilité du résultat sur 12 mois (après impôts)	<b>(80,4)</b>	(83,2)	(95,0)

\* Les pertes sont entre parenthèses. Elles sont mesurées selon un niveau de confiance de 99 %.

## Sensibilité du résultat et de la valeur du portefeuille structurel inscrits au bilan à l'évolution des taux d'intérêt (en millions de dollars)\* \*\*

(équivalent en dollars canadiens)	Sensibilité de la valeur économique (avant impôts)			Sensibilité du résultat au cours des 12 mois à venir (après impôts)		
	31 juillet 2012	30 avril 2012	31 octobre 2011	31 juillet 2012	30 avril 2012	31 octobre 2011
Hausse de 100 points de base	<b>(538,9)</b>	(562,6)	(614,3)	<b>16,5</b>	26,1	24,8
Baisse de 100 points de base	<b>402,5</b>	307,1	441,8	<b>(79,7)</b>	(81,1)	(102,5)
Hausse de 200 points de base	<b>(1 242,9)</b>	(1 244,6)	(1 295,7)	<b>24,2</b>	43,0	69,3
Baisse de 200 points de base	<b>806,7</b>	724,6	829,4	<b>(74,9)</b>	(34,7)	(63,3)

\* Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

\*\* Une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 juillet 2012 donnerait lieu à une augmentation de 94 millions de dollars du résultat après impôts des activités d'assurance de BMO et à une hausse de 646 millions de leur valeur économique avant impôts (96 millions et 553 millions, respectivement, au 30 avril 2012 et 88 millions et 436 millions, respectivement, au 31 octobre 2011). Une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 juillet 2012 donnerait lieu à une diminution de 89 millions du résultat après impôts et à une diminution de 742 millions de leur valeur économique avant impôts (86 millions et 634 millions, respectivement, au 30 avril 2012 et 82 millions et 494 millions, respectivement, au 31 octobre 2011). Ces incidences ne sont pas reflétées dans le tableau ci-dessus.

### Impôts sur le résultat

Tel qu'il est expliqué dans la section qui traite des revenus, la direction évalue les résultats consolidés de BMO et les charges d'impôts sur le résultat connexes conformément aux PCGR. Nous évaluons le rendement des groupes d'exploitation et les impôts sur le résultat qui y sont associés selon une base d'imposition comparable et c'est ainsi que nous les présentons.

La charge d'impôts sur le résultat a augmenté de 26 millions de dollars par rapport au troisième trimestre de 2011, mais a baissé de 50 millions par rapport au deuxième trimestre de 2012, pour s'établir à 187 millions. Le taux d'impôt effectif a été de 16,2 % pour le trimestre, contre 18,5 % il y a un an et 18,7 % au deuxième trimestre. En regard du troisième trimestre de 2011, la baisse du taux d'impôt effectif a résulté surtout d'une réduction de 1,6 point de pourcentage du taux d'impôt prévu par la loi au Canada en 2012 et d'un changement de ceux en Ontario, ce qui a donné lieu à une réévaluation positive des actifs d'impôt différé. La diminution du taux d'impôt effectif entre le deuxième trimestre de 2012 et celui à l'étude a découlé essentiellement de l'accroissement du bénéfice exonéré d'impôt et d'un changement des taux d'impôt prévus par la loi en Ontario.

Le taux d'impôt effectif ajusté a été de 16,9 % pour le trimestre, contre 19,7 % au troisième trimestre de 2011 et 19,5 % au deuxième trimestre de 2012. Le taux ajusté est établi au moyen du bénéfice net ajusté et non du bénéfice net servant au calcul du bénéfice assujéti à l'impôt.

Comme il est expliqué dans la section du Rapport de gestion annuel pour 2011 de BMO qui traite de la charge d'impôts sur le résultat, pour gérer l'incidence des fluctuations des cours de change sur les investissements de BMO dans des établissements à l'étranger, BMO peut couvrir le risque de change en finançant une partie ou la totalité de ses investissements à l'étranger en dollars américains. Le profit ou la perte provenant de telles opérations de couverture et le profit ou la perte latent découlant de la conversion des investissements dans des établissements aux États-Unis viennent diminuer ou augmenter les capitaux propres attribuables aux actionnaires. Aux fins des impôts sur le résultat, le profit ou la perte généré par des opérations de couverture entraîne une charge ou une économie d'impôts sur le résultat, durant la période en cours, qui est imputée aux capitaux propres attribuables aux actionnaires, tandis que le profit ou la perte latent sur les investissements dans des établissements aux États-Unis n'est pas assujéti aux impôts sur le résultat avant la réalisation de ces investissements. La charge ou l'économie d'impôts qui découle des profits ou pertes sur ces opérations de couverture est tributaire des fluctuations du cours de change entre les dollars canadien et américain d'une période à l'autre. Les opérations de couverture des investissements dans des établissements aux États-Unis ont entraîné un recouvrement d'impôts sur le résultat, lequel a été imputé aux capitaux propres attribuables aux actionnaires, de 24 millions de dollars pour le trimestre et de 18 millions pour les neuf premiers mois de

l'exercice. L'état consolidé du résultat global, qui fait partie des états financiers consolidés intermédiaires non audités, contient plus de détails à ce sujet. En ce qui concerne l'atténuation de la volatilité potentielle de nos ratios de capital, des renseignements sur les autres opérations de couverture du risque de change découlant des investissements dans des établissements à

l'étranger sont présentés ci-dessous dans la section Analyse du capital réglementaire du troisième trimestre de 2012 qui figure sous la rubrique Gestion du capital ci-après.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section sont des montants ou des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

### Sommaire des tendances trimestrielles relatives aux résultats 1) 2)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2012	T2-2012	T1-2012	T4-2011	T3-2011	T2-2011	T1-2011	T4-2010 2)
Total des revenus	<b>3 878</b>	3 959	4 117	3 822	3 320	3 333	3 468	3 236
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	<b>229</b>	195	122	299	245	265	317	253
Dotation à la provision générale pour pertes sur créances	<b>8</b>	-	19	63	(15)	32	6	-
Charges autres que d'intérêts	<b>2 484</b>	2 499	2 554	2 432	2 221	2 030	2 058	2 030
Bénéfice net déjà établi	<b>970</b>	1 028	1 109	768	708	813	825	757
Bénéfice net ajusté	<b>1 013</b>	982	972	832	856	770	817	766
Bénéfice de base par action (\$)	<b>1,42</b>	1,52	1,65	1,12	1,10	1,34	1,36	1,25
Bénéfice dilué par action (\$)	<b>1,42</b>	1,51	1,63	1,11	1,09	1,32	1,34	1,24
Bénéfice dilué par action, après ajustement (\$)	<b>1,49</b>	1,44	1,42	1,20	1,34	1,25	1,32	1,26
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%)	<b>1,88</b>	1,89	2,05	2,01	1,76	1,82	1,78	1,89
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif, après ajustement (%)	<b>1,70</b>	1,76	1,85	1,78	1,78	1,83	1,79	1,89
Taux d'impôt effectif (%)	<b>16,2</b>	18,7	22,0	25,3	18,5	19,2	24,1	20,6
Cours de change moyen entre les dollars canadien et américain	<b>1,02</b>	0,99	1,01	1,01	0,96	0,96	1,01	1,04
Bénéfice net déjà établi :								
PE Canada	<b>453</b>	446	446	439	443	414	477	427
PE États-Unis	<b>129</b>	121	137	155	90	53	54	46
Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>582</b>	567	583	594	533	467	531	473
Groupe Gestion privée	<b>109</b>	145	105	137	104	91	144	120
BMO Marchés des capitaux	<b>232</b>	225	198	143	270	229	260	214
Services d'entreprise, y compris T&O	<b>47</b>	91	223	(106)	(199)	26	(110)	(50)
Bénéfice net de Groupe financier BMO	<b>970</b>	1 028	1 109	768	708	813	825	757
Bénéfice net ajusté :								
PE Canada	<b>456</b>	449	448	441	444	417	479	429
PE États-Unis	<b>145</b>	136	154	172	99	57	59	51
Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>601</b>	585	602	613	543	474	538	480
Groupe Gestion privée	<b>115</b>	150	110	143	105	93	145	121
BMO Marchés des capitaux	<b>232</b>	226	198	143	270	229	260	214
Services d'entreprise, y compris T&O	<b>65</b>	21	62	(67)	(62)	(26)	(126)	(49)
Bénéfice net ajusté de Groupe financier BMO	<b>1 013</b>	982	972	832	856	770	817	766

1) Les résultats ajustés présentés dans ce tableau sont des montants ou des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

2) Les montants du T4-2010 n'ont pas été retraités en fonction des IFRS. Voir l'analyse ci-dessous.

Les tendances trimestrielles des résultats de BMO sont examinées en détail aux pages 98 et 99 de son Rapport de gestion annuel pour 2011. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. Le tableau ci-dessus présente un sommaire des résultats obtenus entre le quatrième trimestre de 2010 et le troisième trimestre de 2012, inclusivement.

Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2011, les états financiers de BMO sont établis conformément aux IFRS. Les états financiers consolidés des périodes correspondantes de l'exercice 2011 ont été retraités. Nos résultats financiers du trimestre de l'exercice 2010 qui est indiqué ci-dessus ne l'ont cependant pas été et sont toujours présentés conformément aux PCGR canadiens qui s'appliquaient alors.

Nous avons maintenu le cap sur nos objectifs et nos priorités, et nous avons réalisé d'importants progrès dans l'enracinement d'une culture qui place le client au centre de tout ce que nous faisons. La conjoncture économique a parfois représenté un défi

pour certains de nos secteurs en 2011, mais dans l'ensemble, les conditions se sont améliorées et nous avons continué de mettre l'accent sur notre vision et notre stratégie tout en déclarant pour 2011 et 2012 de meilleurs résultats. Ces meilleurs résultats reflètent une tendance d'augmentation des revenus, de baisse des dotations à la provision pour pertes sur créances et de hausse du bénéfice net même si, au quatrième trimestre de 2011, les résultats ajustés ont reculé à cause des répercussions des craintes suscitées par l'endettement des pays européens. Les charges se sont accrues en 2011, ce qui témoigne des acquisitions, des sommes consacrées aux initiatives et de l'essor des activités. Les résultats des trois premiers trimestres de 2012 ont été solides.

En juillet 2011, nous avons procédé à l'acquisition de M&I en échange d'une contrepartie en actions, ce qui a grandement élargi nos activités aux États-Unis.

PE Canada a affiché un bon rendement, ses revenus et sa rentabilité ayant, en général, augmenté. Cette unité a enregistré de fortes hausses des revenus tirés de ses secteurs qui offrent des services aux entreprises, ce qui a découlé de l'essor des volumes de la plupart de ses produits. En général, le bénéfice net a affiché

des tendances à la hausse tout au long de 2011 et dans les neuf premiers mois de 2012, les revenus et les charges ayant augmenté de manière plus modérée durant cette période.

PE États-Unis évolue dans un contexte économique difficile depuis 2007. Cette conjoncture a entraîné une baisse du recours à des prêts, ce qui a nui à l'essor des revenus et au bénéfice net. Les résultats se sont grandement améliorés en 2011 et en 2012 puisque nous tirons parti de l'entreprise acquise vers la fin du troisième trimestre de 2011 et que le recours à des prêts de la part des entreprises commence à s'intensifier.

Depuis le troisième trimestre de 2011, les résultats du groupe Gestion privée reflètent les acquisitions du groupe de sociétés Lloyd George Management ainsi que du secteur de la gestion de patrimoine de M&I. En règle générale, les résultats des récents trimestres témoignent de la croissance continue du groupe Gestion privée, compte non tenu des activités d'assurance. L'incidence des variations des taux d'intérêt à long terme a affaibli les résultats des activités d'assurance des premier et troisième trimestres de 2012. Les résultats du groupe Gestion privée affichent de la variabilité en raison des charges de réassurance et de l'incidence qu'ont les variations des taux d'intérêt à long terme sur nos activités d'assurance.

Au premier trimestre de 2011, les résultats de BMO Marchés des capitaux ont été remarquablement bons. Ceux du deuxième trimestre sont revenus à des niveaux plus courants et ceux du troisième ont bénéficié de recouvrements d'impôts liés à des périodes antérieures. Les résultats ont fléchi au quatrième trimestre de 2011 à cause d'une mauvaise conjoncture de marché. Même si l'orientation des marchés demeure incertaine, le bénéfice net affiche une tendance à la hausse en 2012.

Les résultats des Services d'entreprise sont touchés par des éléments d'ajustement. En général, les résultats ajustés ont été plus constants, ce qui témoigne de la baisse des dotations à la provision pour pertes sur créances et de la hausse des revenus.

Le taux d'impôt effectif peut varier puisqu'il est fonction de la date de résolution de certaines questions fiscales, des recouvrements d'impôts sur le résultat de périodes antérieures et de la proportion du revenu qui est dégagé dans les différents territoires où nous exerçons des activités.

Dans l'ensemble, le dollar américain s'est déprécié dans les deux derniers exercices. Il s'est affaibli davantage en 2011 et a presque atteint la parité avec le dollar canadien. Sa perte de valeur a cependant été moins prononcée qu'en 2010. Le dollar américain s'est quelque peu apprécié durant le premier trimestre de 2012, a fléchi dans le suivant et s'est renforcé de nouveau au troisième trimestre. Un dollar américain plus fort augmente les valeurs, après conversion, des revenus et des charges de BMO qui sont libellés dans cette devise.

## **Bilan**

Au 31 juillet 2012, le total des actifs atteignait 542,2 milliards de dollars, ayant augmenté de 41,7 milliards depuis le 31 octobre 2011, le renforcement du dollar américain ayant eu très peu de conséquences. Sa hausse reflète essentiellement les augmentations de 14,5 milliards du solde net des prêts et acceptations, de 13,9 milliards de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques, de 8,1 milliards des valeurs mobilières et de 7,6 milliards des titres pris en pension ou empruntés. Tous les autres actifs ont baissé d'un montant totalisant 2,4 milliards.

La hausse de 14,5 milliards de dollars du solde net des prêts et acceptations a résulté surtout d'une augmentation, dans la plupart des groupes d'exploitation, de 8,0 milliards des prêts aux entreprises et aux administrations publiques et d'une hausse de 4,5 milliards des prêts hypothécaires à l'habitation consentis par PE Canada. Les autres prêts et acceptations ont augmenté d'un montant net de 2,0 milliards.

La hausse de 13,9 milliards de dollars de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques a résulté essentiellement de l'augmentation des soldes auprès de la Réserve fédérale américaine.

L'augmentation de 8,1 milliards de dollars des valeurs mobilières a résulté principalement de l'essor des titres disponibles à la vente.

L'accroissement de 7,6 milliards de dollars des titres pris en pension ou empruntés vient principalement de l'intensification des opérations réalisées pour les clients.

La baisse de 2,4 milliards de dollars des autres actifs est essentiellement attribuable au recul des actifs dérivés liés principalement à des actions américaines.

Les passifs et les capitaux propres se sont accrus de 41,7 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2011, ce qui reflète essentiellement la progression de 26,6 milliards des dépôts, de 15,1 milliards des titres mis en pension ou prêtés, de 2,3 milliards des titres vendus à découvert et de 1,6 milliard des capitaux propres attribuables aux actionnaires. Tous les autres passifs ont enregistré une baisse totalisant 3,9 milliards.

L'accroissement de 26,6 milliards de dollars des dépôts a résulté essentiellement d'une augmentation de 24,5 milliards des dépôts des entreprises et des administrations publiques, ces dépôts ayant augmenté tant aux États-Unis qu'au Canada. Les dépôts des banques se sont accrus de 2,4 milliards, tandis que ceux des particuliers ont diminué de 0,3 milliard.

La hausse de 15,1 milliards de dollars des titres mis en pension ou prêtés vient principalement de l'intensification des activités menées pour les clients.

La baisse de 3,9 milliards de dollars des autres passifs a résulté en grande partie de la liquidation de l'une des entités de titrisation de prêts hypothécaires de la Banque.

L'augmentation de 2,3 milliards de dollars des titres vendus à découvert a résulté essentiellement des besoins accrus de couverture de BMO Marchés des capitaux.

La progression de 1,6 milliard de dollars des capitaux propres attribuables aux actionnaires reflète la hausse des résultats non distribués.

Le tableau 20, à la page 110 du Rapport annuel 2011 de BMO, indique les obligations contractuelles par année d'échéance présentées conformément aux PCGR canadiens qui étaient alors en vigueur. Selon ce référentiel, il ne s'est produit aucun changement important dans les obligations contractuelles hors du cadre normal des activités.

## **Gestion du capital**

### **Analyse du capital réglementaire du troisième trimestre de 2012**

La situation de BMO en matière de capital demeure excellente, son ratio des capitaux propres ordinaires, selon Bâle II, étant de 10,31 % et son ratio du capital de première catégorie, toujours selon Bâle II, s'établissant à 12,40 % au 31 juillet 2012. À cette date, les capitaux propres ordinaires et le capital de première catégorie se chiffraient à 21,1 milliards de dollars et à 25,4 milliards, respectivement, et l'actif pondéré en fonction des risques, à 205 milliards.

Le ratio des capitaux propres ordinaires a augmenté de 72 points de base depuis la fin de l'exercice 2011 en raison de la hausse des capitaux propres ordinaires et de la baisse de l'actif pondéré en fonction des risques, tel qu'il est décrit ci-dessous. Le ratio du capital de première catégorie, établi selon Bâle II, a augmenté de 39 points de base depuis la fin de l'exercice 2011. En regard de ceux du deuxième trimestre, le ratio des capitaux propres ordinaires et le ratio du capital de première catégorie ont augmenté de 41 et de 43 points de base, respectivement.

En date du 1<sup>er</sup> novembre 2011, BMO a adopté les IFRS, ce qui influe sur ses ratios de capital. Le passage aux IFRS réduit l'actif pondéré en fonction des risques et affaiblit les résultats non distribués. Ainsi, au bout du compte, l'adoption des IFRS retranchera environ 60 et 55 points de base, respectivement, du ratio du capital de première catégorie et du ratio du capital total de BMO selon Bâle II et augmentera son ratio de l'actif au capital de 1,45 fois. Conformément aux recommandations pour la transition qu'a émises le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF), BMO a choisi d'intégrer les répercussions du recul de son capital de première catégorie progressivement sur une période de cinq trimestres, et c'est pourquoi l'incidence des IFRS sur son ratio du capital de première catégorie et son ratio du capital total selon Bâle II à la fin du troisième trimestre a été une réduction de 32 et de 28 points de base, respectivement. Les conséquences de la baisse de l'actif pondéré en fonction des risques ne sont pas intégrées progressivement et ont été entièrement prises en compte au premier trimestre de 2012.

L'actif pondéré en fonction des risques, selon Bâle II, soit 205 milliards de dollars au 31 juillet 2012, a fléchi de 4 milliards par rapport au 31 octobre 2011, ce qui reflète principalement sa diminution en lien avec l'adoption des IFRS qui est décrite ci-dessus et avec les actifs titrisés ainsi que l'amélioration de l'appréciation des risques. Ces facteurs ont été atténués par les exigences, imposées par les règles de Bâle 2.5, quant à un montant supplémentaire d'actif pondéré en fonction des risques eu égard à la valeur à risque en période de tension, et par l'incidence qu'a eue le recul du dollar canadien sur l'actif pondéré en fonction des risques libellé en dollars américains.

Au 31 juillet 2012, les capitaux propres ordinaires, selon Bâle II, avaient augmenté de 1,1 milliard de dollars par rapport à 20,0 milliards au 31 octobre 2011 en raison de l'essor des résultats non distribués et de l'émission d'actions ordinaires aux termes du Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et de l'exercice d'options sur actions. Ces facteurs ont été annulés en partie par la hausse des déductions du capital aux termes des règles de Bâle 2.5.

La hausse des capitaux propres ordinaires a été contrebalancée en partie par les ajustements qui ont été apportés aux résultats non distribués en raison du passage aux IFRS et qui, tel qu'il est précisé ci-dessus, sont intégrés progressivement sur cinq trimestres, et par la hausse des déductions du capital selon Bâle II à cause de l'expiration des règles concernant les droits acquis liés aux déductions du capital des filiales d'assurance détenues avant le 1<sup>er</sup> janvier 2007. Compte non tenu de ces ajustements, les capitaux propres ordinaires ont augmenté de 2,2 milliards de dollars.

Le capital de première catégorie, selon Bâle II, de la Banque a augmenté de 0,3 milliard de dollars depuis le 31 octobre 2011 puisque la croissance des capitaux propres ordinaires a été contrebalancée en partie par le rachat de 400 millions de dollars de BMO BOaTS – série C en décembre 2011 et par celui de 300 millions

de dollars américains d'actions privilégiées de catégorie B – série 10 qui a eu lieu en février 2012.

Au 31 juillet 2012, le ratio du capital total, selon Bâle II, était de 14,78 %, n'ayant que diminué légèrement par rapport à celui à la fin de 2011 et à celui du deuxième trimestre. Le capital total a fléchi de 0,7 milliard de dollars depuis la fin de 2011, pour se situer à 30,3 milliards, et ce, en raison surtout des facteurs décrits ci-dessus et du remboursement, en juin 2012, de la deuxième tranche des billets à moyen terme subordonnés – série D totalisant 1,2 milliard de dollars.

Le ratio de l'actif au capital de BMO, qui est un ratio de levier financier que surveille le BSIF, était de 15,8 fois au 31 juillet 2012. Selon les règles du BSIF, le total de l'actif d'une banque ne peut représenter plus de 20 fois son capital disponible. Cependant, selon la situation propre à une banque, le BSIF peut lui imposer un ratio inférieur ou autoriser un ratio supérieur d'au plus 23 fois.

Les investissements de BMO dans ses établissements américains sont essentiellement libellés en dollars américains. Tel qu'il est expliqué dans la section précédente qui traite des impôts sur le résultat, les profits ou pertes de change découlant de la conversion, en dollars canadiens, de ces investissements sont pris en compte dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires (même s'ils ne sont assujettis à l'impôt que lorsqu'ils sont réalisés). Conjugué à l'incidence de la conversion de l'actif pondéré en fonction des risques libellé en dollars américains sur l'actif pondéré en fonction des risques en dollars canadiens et aux répercussions des déductions du capital en dollars américains sur son capital en dollars canadiens, cela peut créer de la volatilité dans les ratios de capital de la Banque. Tel qu'il est expliqué dans la section Impôts sur le résultat, BMO peut couvrir entièrement ou partiellement ce risque de change en finançant ses investissements à l'étranger en dollars américains et peut conclure des contrats de change à terme ou choisir de financer ses investissements en dollars canadiens afin d'atténuer l'incidence des fluctuations des cours de change sur ses ratios de capital.

### **Changements proposés au capital réglementaire en vertu de Bâle III**

Les règles de Bâle III relativement au capital qui entreront en vigueur à partir de janvier 2013 ont maintenant été énoncées par le BSIF dans des documents provisoires destinés à une consultation publique, et les ratios de capital de BMO en vertu de Bâle III sont tels qu'il sera en mesure de se conformer aux nouvelles exigences.

Nous jugeons qu'aux termes de Bâle III, le ratio le plus important est celui des capitaux propres ordinaires. Selon notre analyse et nos hypothèses, le ratio pro forma des capitaux propres ordinaires au 31 juillet 2012 serait de 8,3 %, soit environ 65 points de base de plus que celui à la fin du trimestre précédent. Cette hausse provient essentiellement de l'essor des capitaux propres ordinaires (découlant surtout des résultats non distribués) et de la diminution des déductions du capital. Le BSIF a indiqué dans une lettre aux institutions de dépôts datée du 1<sup>er</sup> février 2011 qu'il s'attendait que les institutions qui acceptent des dépôts respectent les exigences en matière de capital de Bâle III, notamment qu'elles atteignent un ratio des capitaux propres ordinaires cible de 7 % (ratio minimal de 4,5 % plus un coussin de conservation du capital de 2,5 %), tôt au cours de la période de transition à Bâle III, qui s'amorcera au début de 2013. À l'heure actuelle, le capital et les ratios pro forma de BMO sont supérieurs à ces attentes.

Les capitaux propres ordinaires réglementaires de la Banque, ce qui correspond aux capitaux propres ordinaires déduction faite des ajustements du capital réglementaire applicables, diminueraient d'environ 2,3 milliards de dollars, passant de 20,5 milliards selon Bâle II, compte tenu de l'intégration de toutes les répercussions des IFRS, à 18,2 milliards selon Bâle III, et ce, au 31 juillet 2012 dans les deux cas.

Notre actif pondéré en fonction des risques au 31 juillet 2012, soit 205 milliards de dollars en vertu de Bâle II, augmenterait d'environ 16 milliards pour s'établir à 221 milliards en vertu de Bâle III, et ce, en raison surtout de l'accroissement de 13,3 milliards de l'actif pondéré en fonction du risque de contrepartie et de la conversion, en actif pondéré en fonction des risques, de certaines déductions du capital que prescrit actuellement Bâle II.

Au 31 juillet 2012, le ratio du capital de première catégorie pro forma selon Bâle III serait de 9,9 %, soit environ 35 points de base de plus qu'à la fin du trimestre précédent.

Au 31 juillet 2012, le capital de première catégorie pro forma selon Bâle III diminuerait d'environ 3,1 milliards de dollars, passant de 24,9 milliards en vertu de Bâle II à 21,8 milliards, compte tenu de l'intégration de toutes les répercussions des IFRS.

Les ratios pro forma du capital de première catégorie, du capital total et de levier financier de BMO dépassent les exigences minimales de Bâle III.

Les calculs et éléments pro forma présentés dans cette section supposent l'instauration de toutes les exigences et propositions annoncées en matière de capital réglementaire en vertu de Bâle III. Aux fins du calcul du ratio du capital de première catégorie, du ratio du capital total et du ratio de levier financier de la Banque selon Bâle III, nous avons également supposé que les instruments de capital de première et de deuxième catégories existants de BMO, autres que des actions ordinaires, seraient entièrement pris en compte dans le capital réglementaire. Ces instruments ne respectent pas les exigences en matière de capital de Bâle III, mais feront l'objet des clauses de droits acquis et seront retranchés au rythme de 10 % par année sur une période de neuf ans débutant le 1<sup>er</sup> janvier 2013. Nous prévoyons pouvoir refinancer les instruments de capital autres que des actions ordinaires au moment requis et au besoin afin de respecter les exigences imposées à l'égard de ces instruments.

Les ratios pro forma, selon Bâle III, ne tiennent pas compte des mesures que la direction pourrait prendre à l'avenir pour atténuer l'incidence des changements, de l'effet positif de la croissance à venir des résultats non distribués, de changements de règlements additionnels ou d'autres facteurs qui échappent à la volonté de la direction.

La section Gestion globale du capital, qui figure aux pages 61 à 65 du Rapport de gestion annuel pour 2011 de BMO, renferme d'autres renseignements sur les changements de capital réglementaire en vertu de Bâle III.

### **Autres faits nouveaux touchant le capital**

Au cours du trimestre, 3 574 000 actions ordinaires ont été émises aux termes du Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et de l'exercice d'options sur actions.

Au cours du trimestre à l'étude, nous avons remboursé la totalité de la deuxième tranche des billets à moyen terme subordonnés – série D totalisant 1,2 milliard de dollars.

Le 28 août 2012, le Conseil d'administration de BMO a déclaré un dividende trimestriel de 0,72 \$ par action payable aux détenteurs d'actions ordinaires, soit une augmentation de deux cents par action comparativement à celui d'il y a un an et à celui du trimestre précédent. L'augmentation du dividende reflète la solidité de notre situation en matière de capital, le succès de nos stratégies d'affaires et notre confiance en notre capacité continue de générer une croissance soutenue du bénéfice.

La Banque a également modifié sa fourchette du ratio de distribution cible (dividendes sur les actions ordinaires en pourcentage du bénéfice net attribuable aux actionnaires moins les dividendes sur les actions privilégiées) pour la fixer entre 40 % et 50 %, alors que cette fourchette était auparavant de 45 % à 55 %.

Cette modification cadre avec notre objectif qui consiste à maintenir notre souplesse en matière de capital afin de réaliser nos stratégies de croissance et tient compte des attentes plus élevées en matière de capital découlant de Bâle III.

Le dividende doit être versé le 28 novembre 2012 aux actionnaires inscrits le 1<sup>er</sup> novembre 2012. Les détenteurs d'actions ordinaires peuvent choisir de le réinvestir dans des actions ordinaires supplémentaires en vertu du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires de BMO (le Régime). Aux termes de ce régime, le Conseil d'administration détermine si les actions ordinaires visées seront achetées sur le marché secondaire ou seront des actions nouvellement émises. En ce qui a trait au dividende payable le 28 novembre 2012, étant donné la vigueur de la situation en matière de capital de la Banque, les actions ordinaires achetées aux termes de ce régime seront des actions nouvellement émises et elles le seront à un prix sans escompte. Auparavant, les actions ordinaires achetées aux termes du régime étaient émises à un prix représentant un escompte de 2 % par rapport à leur cours du marché moyen, tel qu'il est précisé dans le Régime.

## Capital réglementaire admissible

Capital réglementaire et actif pondéré en fonction des risques, selon Bâle II (en millions de dollars canadiens)	T3-2012	T4-2011
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, montant brut	25 605	24 455
Application graduelle des IFRS non applicable aux capitaux propres ordinaires	44	-
Écart d'acquisition et immobilisations incorporelles excédentaires	(3 732)	(3 585)
Déductions liées à la titrisation	(31)	(168)
Pertes prévues en excédent de la provision, selon l'approche NI avancée	(75)	(205)
Investissements importants/placements dans des filiales d'assurance	(607)	(481)
Autres déductions	(86)	-
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, après ajustement	21 118	20 016
Actions privilégiées à dividende non cumulatif	2 465	2 861
Instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie	1 847	2 156
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	16	38
Application graduelle des IFRS applicable uniquement au capital de première catégorie	(44)	-
Capital de première catégorie, après ajustement	25 402	25 071
Dette subordonnée	4 386	5 896
Billets de fiducie secondaires	800	800
Cumul des profits nets latents après impôts sur des titres de participation disponibles à la vente	68	7
Portion admissible de la provision générale pour pertes sur créances	331	309
Total du capital de deuxième catégorie	5 585	7 012
Déductions liées à la titrisation	(31)	(31)
Pertes prévues en excédent de la provision, selon l'approche NI avancée	(75)	(205)
Investissements importants/placements dans des filiales d'assurance	(607)	(855)
Capital de deuxième catégorie, après ajustement	4 872	5 921
Capital total	30 274	30 992

## Actif pondéré en fonction des risques

(en millions de dollars canadiens)	T3-2012	T4-2011
Risque de crédit	172 050	179 092
Risque de marché	7 320	4 971
Risque opérationnel	25 417	24 609
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	204 787	208 672

## Mise en garde

Les sections précédentes qui traitent de la gestion du capital renferment des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Ces sections contiennent également des résultats et mesures non ajustés, lesquels ne sont pas conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

## Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires

Au 22 août 2012	Nombre d'actions ou montant en dollars
Actions ordinaires	646 944 000
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 5	200 000 000 \$
Série 13	350 000 000 \$
Série 14	250 000 000 \$
Série 15	250 000 000 \$
Série 16	300 000 000 \$
Série 18	150 000 000 \$
Série 21	275 000 000 \$
Série 23	400 000 000 \$
Série 25	290 000 000 \$
Options sur actions	
- droits acquis	8 934 000
- droits non acquis	7 955 000

La note 20 afférente aux états financiers consolidés audités, aux pages 154 et 155 du Rapport annuel 2011, traite en détail du capital social.

## Désignation des dividendes admissibles

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées comme étant des « dividendes admissibles ».

## Cotes de crédit

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt à court terme et à ceux à long terme de premier rang de BMO jouent un rôle important dans sa capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de ses activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès à des fonds sur les marchés financiers, et ce, à des taux attractifs. Si nos cotes se détérioraient de manière importante, il est probable que le coût de nos fonds augmenterait fortement et qu'il nous serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés financiers. Un abaissement majeur de nos cotes aurait également d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 10 afférente aux états financiers consolidés annuels, à la page 140.

Les cotes de crédit octroyées aux titres d'emprunt de premier rang de BMO sont demeurées inchangées durant le trimestre, et des perspectives stables leur ont été attribuées. Les quatre cotes sont celles d'émissions de premier ordre et de grande qualité, et sont les suivantes : AA pour DBRS, AA- pour Fitch, Aa2 pour Moody's et A+ pour Standard & Poor's (S&P). La section Faits saillants qui se trouve dans les premières pages de ce document donne également des détails sur les cotes de crédit de la période à l'étude et des périodes précédentes.

## Transactions avec des parties liées

Dans le cadre normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à nos administrateurs, à nos dirigeants et aux entités affiliées, ainsi qu'à nos coentreprises et à nos entreprises comptabilisées aux termes de la méthode de la mise en équivalence selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients. Nous proposons à nos employés un éventail précis de produits de prêts hypothécaires et autres prêts qui sont assortis des taux que nous accordons généralement à nos clients privilégiés. Nous offrons également aux employés une subvention à l'égard des frais annuels de cartes de crédit basée sur ces frais.

Les options sur actions et les unités d'actions différées qui sont attribuées aux administrateurs ainsi que les contrats de prêt à taux réduit conclus avec les dirigeants, par suite de mutations effectuées à notre demande, sont analysés à la note 27 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 169 du Rapport annuel 2011 de BMO.

#### **Arrangements hors bilan**

Dans le cadre normal de ses activités, BMO conclut un certain nombre d'arrangements hors bilan, dont les plus importants sont les instruments de crédit, les entités ad hoc et les garanties, lesquels sont décrits aux pages 66 à 68 et à la page 70 de son Rapport de gestion annuel pour 2011 ainsi qu'aux notes 5 et 7 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non audités du trimestre clos le 30 avril 2012. En vertu des IFRS, nous consolidons désormais nos entités de crédit structuré, notre entité de titrisation des clients américaine, la Fiducie de capital BMO II et la Fiducie de billets secondaires BMO. La section qui porte sur les instruments financiers désignés donne plus de détails sur les changements importants à ces arrangements qui sont survenus au cours du trimestre clos le 31 juillet 2012.

#### **Méthodes comptables et principales estimations comptables**

Depuis le premier trimestre de 2012, les états financiers consolidés de BMO sont établis conformément aux IFRS. Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non audités du trimestre clos le 30 avril 2012 renferment la description des principales méthodes comptables aux termes des IFRS ainsi que des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications. Les états financiers consolidés des périodes correspondantes ont été retraités en fonction du mode de présentation adopté pour la période à l'étude. Antérieurement, nos états financiers consolidés étaient dressés conformément aux PCGR canadiens qui s'appliquaient alors. Les changements de méthodes comptables par suite de l'application des IFRS sont décrits plus longuement à la note 19 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités du trimestre clos le 30 avril 2012 ainsi qu'aux pages 73 à 77 du Rapport de gestion annuel pour 2011 de BMO.

#### **Modifications futures de méthodes comptables**

L'International Accounting Standards Board a publié des modifications à la norme portant sur les informations à fournir sur les instruments financiers, modifications qui exigent la présentation d'informations supplémentaires sur le transfert d'actifs financiers, y compris l'incidence éventuelle de tout risque résiduel que l'entité qui effectue le transfert conserve. BMO devra se conformer aux nouvelles exigences lorsqu'elle présentera ses renseignements annuels au 31 octobre 2012. En outre, en date du 1<sup>er</sup> novembre 2013, nous adopterons également les nouvelles normes concernant les avantages du personnel, l'évaluation de la juste valeur, les états financiers consolidés, les participations dans des entreprises associées et des coentreprises, la compensation et les informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités. La note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités du trimestre clos le 30 avril 2012 renferme d'autres renseignements sur les nouvelles normes et les modifications aux normes existantes.

La présente section qui traite des modifications futures de méthodes comptables contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

#### **Instruments financiers désignés**

Les pages 65 à 69 du Rapport de gestion annuel pour 2011 de BMO présentent de l'information supplémentaire sur des instruments financiers désignés qui, à compter de 2008 et d'après des évaluations ultérieures, ont commencé à être perçus par les marchés comme comportant un risque accru. Nous invitons les lecteurs à passer en revue cette information qui les aidera à comprendre la nature et l'ampleur des expositions de BMO. Nous avons pour pratique de signaler tout changement important, s'il en est, dans la section de notre Rapport de gestion intermédiaire qui traite des instruments financiers désignés.

En vertu des IFRS, nous consolidons désormais notre entité de gestion de placements structurés, notre entité de protection de crédit canadienne et notre entité de titrisation des clients américaine. Il n'y a pas eu de changement de la structure de notre exposition au risque économique.

Le montant prélevé sur la facilité de trésorerie que BMO a consentie à l'entité de gestion de placements structurés Links Finance Corporation (Links) était passé à 1,8 milliard de dollars américains à la fin du trimestre, contre 2,1 milliards de dollars américains au 30 avril 2012 et 2,6 milliards de dollars américains à la clôture de l'exercice 2011. Ces baisses ont découlé des ventes et des échéances d'actifs. À la fin du trimestre, la valeur comptable des billets de capital subordonnés de Links était de 399 millions de dollars américains, comparativement à 407 millions de dollars américains au 30 avril 2012 et à 440 millions de dollars américains au 31 octobre 2011.

#### **Expositions dans certaines régions**

L'exposition de BMO dans certaines régions est assujettie à un cadre de gestion des risques pays qui met en jeu des évaluations économiques et politiques et la gestion de l'exposition conformément à des limites établies en fonction du produit, de l'entité et du pays où le risque final est assumé. Nous surveillons de près notre exposition en Europe et nos processus de gestion des risques comportent la réalisation de simulations de crise, lorsque cela est pertinent, afin d'évaluer notre risque potentiel. Notre exposition dans certaines régions au 31 juillet 2012 est présentée dans les tableaux ci-après, lesquels résument nos expositions en Grèce, en Irlande, en Italie, au Portugal et en Espagne (pays GIPE) ainsi que dans un groupe plus vaste de pays européens dans lesquels notre exposition brute est de plus de 500 millions de dollars.

Le premier tableau indique le total de l'exposition brute et nette du portefeuille relativement aux prêts, aux titres (y compris les expositions au risque de crédit découlant des activités touchant les swaps sur défaillance), aux opérations de mise en pension et aux dérivés (risque de contrepartie). Les totaux sont répartis par type de contrepartie dans les tableaux suivants. Pour faciliter la compréhension, l'exposition aux swaps sur défaillance par contrepartie est présentée séparément.

L'exposition directe de la Banque dans les pays GIPE a essentiellement trait à des produits de financement commercial et des produits de négociation offerts par des banques. L'exposition nette demeure faible, s'établissant à 149 millions de dollars, plus des engagements non financés de 48 millions. De plus, notre filiale irlandaise est tenue de maintenir des réserves auprès de la Banque

centrale d'Irlande, réserves totalisant 78 millions à la fin du trimestre.

Notre exposition directe nette dans les autres pays de la zone euro (soit les 12 autres pays qui ont l'euro comme monnaie commune) totalisait environ 4,5 milliards de dollars, dont une proportion de 70 % avait trait à des contreparties situées dans des pays auxquels Moody's et S&P ont attribué une cote de Aaa ou AAA, et une proportion d'environ 96 % s'est vu attribuer la cote Aaa ou AAA par l'une ou l'autre des agences de notation. Notre exposition directe nette dans le reste de l'Europe totalisait environ 3,5 milliards, dont une proportion de 93 % avait trait à des contreparties situées dans des pays auxquels S&P et Moody's ont attribué une cote de Aaa ou AAA. Une partie importante de l'exposition à des États souverains est constituée de produits de trésorerie négociables, alors que l'exposition à des banques a trait à des instruments de négociation, à des titres de créance à court terme, à des positions sur dérivés, à des lettres de crédit et à des garanties.

Outre les expositions montrées dans le tableau, nous sommes exposés à des institutions européennes supranationales à hauteur de 0,47 milliard de dollars, et ce, essentiellement par voie de produits de trésorerie négociables, ainsi qu'à des banques centrales européennes à hauteur de 0,13 milliard.

L'exposition de la Banque à des entités situées dans divers pays européens vient également de son entité de protection de crédit, de son entité de titrisation des clients américaine et de son entité de gestion de placements structurés. Ces expositions ne sont pas incluses dans les tableaux ci-dessus parce que leur structure comporte déjà une protection de crédit. Ces entités exposent la Banque à un risque de crédit direct et sont, à leur tour, exposées à un risque en raison des prêts ou des titres provenant d'entités situées en Europe. Tel qu'il est indiqué aux pages 67 et 68 du Rapport de gestion annuel pour 2011 de BMO, ces entités comportent toutes une protection de premier niveau et des couvertures ont été conclues pour notre entité de protection de crédit.

L'exposition notionnelle de notre entité de protection de crédit à des émetteurs situés en Grèce, en Italie et en Espagne représentait 0,5 %, 1,4 % et 1,1 %, respectivement, de son exposition notionnelle totale. Cette entité avait une exposition notionnelle dans 7 des 12 autres pays dont la monnaie est l'euro. Cette exposition représentait 14,3 % du total de l'exposition notionnelle et, de ce pourcentage, une proportion de 77,0 % avait obtenu une cote de première qualité de la part de S&P (68,0 % par Moody's). L'exposition notionnelle dans le reste de l'Europe représentait 16,8 % du total de l'exposition notionnelle et, de ce pourcentage, une proportion de 69,9 % avait obtenu une cote de première qualité de la part de S&P (64,9 % par Moody's). La Banque est bien protégée grâce à la protection de premier niveau et aux couvertures qui sont en place.

Notre entité de titrisation des clients américaine nous expose aux pays GIPE et à d'autres pays européens puisqu'elle s'appuie sur 1,88 % de prêts ou de titres provenant d'entités situées en Europe. À 0,63 %, l'exposition à l'Allemagne est la plus importante. Quant à celle à l'Espagne, elle est d'environ 0,11 % et l'exposition à l'Italie est de 0,01 %. Nous n'avons aucune exposition à l'Irlande, à la Grèce ou au Portugal.

L'exposition de l'entité de gestion de placements structurés à des entités situées dans les pays européens avait une valeur nominale de 817 millions de dollars, dont 0,2 million dans les pays GIPE, 283 millions dans les autres pays de la zone euro et 534 millions dans le reste de l'Europe. Les expositions les plus importantes comprennent celles de 469 millions au Royaume-Uni et de 179 millions dans les Pays-Bas. Ces positions englobent une exposition par voie de placements sous forme de titres garantis par des créances, de titres garantis par des prêts et de titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, ce qui est exposé au risque de crédit inhérent à des emprunteurs ou à des émetteurs qui mènent des activités en Europe.

L'exposition indirecte de BMO en Europe sous forme de garanties libellées en euros et destinées à soutenir des opérations de commerce correspondait à des titres émis par des entités situées dans des pays européens de 473 millions d'euros et à des garanties en trésorerie de 259 millions d'euros au 31 juillet 2012. De ces montants, 5 millions d'euros étaient détenus sous forme de titres connexes dans les pays GIPE et 261 millions d'euros l'étaient dans des titres allemands.

L'exposition indirecte sous forme de garanties émises par des entités situées dans des pays européens totalisait 436 millions de dollars, dont 2 millions dans les pays GIPE, 208 millions dans les autres pays de la zone euro et 226 millions dans le reste de l'Europe. L'exposition indirecte est gérée par voie du cadre de gestion du risque de crédit, ce qui englobe une évaluation rigoureuse des contreparties. Les nantissements ou garanties dans le cadre de certaines structures de produits spécifiques, telles des conventions de rachat, peuvent être considérés comme une certaine forme de soutien.

Les expositions de la Banque en Europe associées aux swaps sur défaillance sont également présentées dans un tableau ci-dessous. Le risque inhérent aux swaps sur défaillance qui sont achetés est contrôlé par voie d'une liste de contreparties approuvées qui est examinée régulièrement, processus qui fait partie de notre cadre de gestion du risque de crédit. La majorité de ces swaps sont compensatoire, est habituellement assortie de modalités contractuelles concordantes et découle des anciennes stratégies de négociation de produits de crédit qui sont abandonnées progressivement depuis 2008. La non-concordance des échéances du portefeuille en voie de liquidation est négligeable, mais s'il en existe, la protection de crédit achetée va généralement au-delà de la date d'échéance de l'obligation compensatoire ou du contrat de swap sur défaillance. Il y a une exception où la protection achetée viendra à échéance avant le contrat de protection vendue compensatoire et, eu égard à cette position, l'exposition au risque de crédit non couverte est négligeable et sa durée est de moins de un mois. Cette exposition est hors des pays GIPE et est présentée à son montant net dans les tableaux. De plus, deux expositions européennes totalisant 50 millions d'euros de protection vendue sont couvertes par procuration. L'avantage, sur le plan du crédit, réalisé grâce à la couverture de procuration n'est pas présenté à son montant net dans les tableaux. De cette exposition, une tranche de 20 millions d'euros a trait à des contreparties italiennes et le reste, à des contreparties situées hors des pays GIPE.

## Exposition en Europe<sup>7)</sup> par pays (en millions de dollars canadiens)

Au 31 juillet 2012

Pays	Prêts 1)		Titres 2)		Opérations de type mise en pension 3)		Dérivés 4)		Total	
	Engagements	Tranche financée	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net
<b>Pays GIIPE</b>										
Grèce	2	2	-	-	-	-	-	-	2	2
Irlande 5)	-	-	28	-	-	-	58	1	86	1
Italie	2	2	248	25	65	5	11	7	326	39
Portugal	67	19	125	-	-	-	-	-	192	19
Espagne	85	85	254	-	-	-	7	3	346	88
<b>Total – pays GIIPE</b>	<b>156</b>	<b>108</b>	<b>655</b>	<b>25</b>	<b>65</b>	<b>5</b>	<b>76</b>	<b>11</b>	<b>952</b>	<b>149</b>
<b>Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>										
France	40	40	1 013	768	1 828	1	336	41	3 217	850
Allemagne	164	164	2 229	1 735	1 924	12	85	29	4 402	1 940
Pays-Bas	285	169	667	542	1 311	2	92	11	2 355	724
Autres 6)	398	248	914	703	-	-	116	56	1 428	1 007
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>	<b>887</b>	<b>621</b>	<b>4 823</b>	<b>3 748</b>	<b>5 063</b>	<b>15</b>	<b>629</b>	<b>137</b>	<b>11 402</b>	<b>4 521</b>
<b>Reste de l'Europe</b>										
Danemark	7	7	704	703	212	-	2	-	925	710
Norvège	12	12	1 045	1 045	-	-	19	19	1 076	1 076
Suède	58	25	279	207	261	1	5	-	603	233
Royaume-Uni	360	188	1 086	553	2 362	4	516	101	4 324	846
Autres 6)	610	601	597	-	132	2	47	26	1 386	629
<b>Total – reste de l'Europe</b>	<b>1 047</b>	<b>833</b>	<b>3 711</b>	<b>2 508</b>	<b>2 967</b>	<b>7</b>	<b>589</b>	<b>146</b>	<b>8 314</b>	<b>3 494</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>2 090</b>	<b>1 562</b>	<b>9 189</b>	<b>6 281</b>	<b>8 095</b>	<b>27</b>	<b>1 294</b>	<b>294</b>	<b>20 668</b>	<b>8 164</b>

Des détails sur les montants sommaires présentés dans les colonnes ci-dessus sont donnés dans les tableaux suivants.

- 1) Les prêts comprennent les prêts et les produits de financement commercial. Les montants sont présentés déduction faite de ceux sortis du bilan et du montant brut des provisions spécifiques, ces éléments étant considérés comme négligeables.
- 2) Les titres comprennent les produits de trésorerie, les investissements des activités d'assurance et les titres de crédit négociables. Le montant brut des titres de crédit négociables ne comprennent que les positions acheteur et excluent les positions vendeur compensatoires.
- 3) Les opérations de type mise en pension sont effectuées avec des contreparties qui sont des banques.
- 4) Les dérivés sont évalués à la valeur de marché, ce qui comprend la compensation des transactions, et dans le cas des contreparties à l'égard desquelles un soutien du crédit est en vigueur, les compensations liées aux garanties. Le risque lié au remplacement des dérivés, déduction faite des garanties, se chiffre à environ 3,0 milliards de dollars pour toute l'Europe.
- 5) Exclut les réserves de 78 millions de dollars de notre filiale irlandaise auprès de la Banque centrale d'Irlande.
- 6) Comprend les pays dans lesquels l'exposition brute est de moins de 500 millions de dollars. Le poste Autres de la catégorie Zone euro comprend les expositions à l'Autriche, à la Belgique, à la Finlande, au Luxembourg, à la Slovaquie et à la Slovénie. Le poste Autres de la catégorie Reste de l'Europe comprend les expositions à la Croatie, à la République tchèque, à la Hongrie, à l'Islande, à la Pologne, à la Fédération de Russie et à la Suisse.
- 7) La Banque est également exposée à des entités de divers pays d'Europe du fait de son entité de protection du crédit, de son entité de titrisation des clients américaine et de son entité de gestion de placements structurés. Ces expositions ont été ignorées dans les tableaux en raison de la protection de crédit qui est intégrée à leur structure.
- 8) Les États souverains comprennent les produits de trésorerie de banques garantis par des États souverains.

## Exposition aux prêts en Europe<sup>7)</sup> par pays et par contrepartie (en millions de dollars canadiens)

Au 31 juillet 2012

Pays	Prêts 1)							
	Engagements				Tranche financée			
	Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total
<b>Pays GIIPE</b>								
Grèce	2	-	-	2	2	-	-	2
Irlande 5)	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	2	-	-	2	2	-	-	2
Portugal	19	48	-	67	19	-	-	19
Espagne	85	-	-	85	85	-	-	85
<b>Total – pays GIIPE</b>	<b>108</b>	<b>48</b>	<b>-</b>	<b>156</b>	<b>108</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>108</b>
<b>Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>								
France	40	-	-	40	40	-	-	40
Allemagne	78	5	81	164	78	5	81	164
Pays-Bas	28	257	-	285	28	141	-	169
Autres 6)	344	54	-	398	207	41	-	248
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>	<b>490</b>	<b>316</b>	<b>81</b>	<b>887</b>	<b>353</b>	<b>187</b>	<b>81</b>	<b>621</b>
<b>Reste de l'Europe</b>								
Danemark	7	-	-	7	7	-	-	7
Norvège	12	-	-	12	12	-	-	12
Suède	23	35	-	58	23	2	-	25
Royaume-Uni	85	275	-	360	85	103	-	188
Autres 6)	246	364	-	610	246	355	-	601
<b>Total – reste de l'Europe</b>	<b>373</b>	<b>674</b>	<b>-</b>	<b>1 047</b>	<b>373</b>	<b>460</b>	<b>-</b>	<b>833</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>971</b>	<b>1 038</b>	<b>81</b>	<b>2 090</b>	<b>834</b>	<b>647</b>	<b>81</b>	<b>1 562</b>

Voir les notes du premier tableau.

## Exposition aux titres en Europe<sup>7)</sup> par pays et par contrepartie (en millions de dollars canadiens)

Au 31 juillet 2012

Pays	Titres 2)							
	Montant brut				Montant net			
	Banques	Sociétés	États souverains 8)	Total	Banques	Sociétés	États souverains 8)	Total
<b>Pays GIIPE</b>								
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 5)	-	3	25	28	-	-	-	-
Italie	56	81	111	248	-	25	-	25
Portugal	-	-	125	125	-	-	-	-
Espagne	127	83	44	254	-	-	-	-
<b>Total – pays GIIPE</b>	<b>183</b>	<b>167</b>	<b>305</b>	<b>655</b>	<b>-</b>	<b>25</b>	<b>-</b>	<b>25</b>
<b>Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>								
France	78	97	838	1 013	-	-	768	768
Allemagne	232	327	1 670	2 229	26	39	1 670	1 735
Pays-Bas	457	102	108	667	433	8	101	542
Autres 6)	160	108	646	914	131	37	535	703
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>	<b>927</b>	<b>634</b>	<b>3 262</b>	<b>4 823</b>	<b>590</b>	<b>84</b>	<b>3 074</b>	<b>3 748</b>
<b>Reste de l'Europe</b>								
Danemark	263	1	440	704	263	-	440	703
Norvège	392	-	653	1 045	392	-	653	1 045
Suède	206	72	1	279	206	-	1	207
Royaume-Uni	188	423	475	1 086	36	42	475	553
Autres 6)	16	52	529	597	-	-	-	-
<b>Total – reste de l'Europe</b>	<b>1 065</b>	<b>548</b>	<b>2 098</b>	<b>3 711</b>	<b>897</b>	<b>42</b>	<b>1 569</b>	<b>2 508</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>2 175</b>	<b>1 349</b>	<b>5 665</b>	<b>9 189</b>	<b>1 487</b>	<b>151</b>	<b>4 643</b>	<b>6 281</b>

Voir les notes du premier tableau.

## Exposition aux opérations de type mise en pension et aux dérivés en Europe<sup>7)</sup> par pays et par contrepartie (en millions de dollars canadiens)

Au 31 juillet 2012

Pays	Opérations de type mise en pension 3)					Dérivés 4)				
	Montant brut		Dédution faite des garanties			Montant brut		Dédution faite des garanties		
	Total	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total
<b>Pays GIIPE</b>										
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 5)	-	-	58	-	-	58	1	-	-	1
Italie	65	5	6	5	-	11	2	5	-	7
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	7	-	-	7	3	-	-	3
<b>Total – pays GIIPE</b>	<b>65</b>	<b>5</b>	<b>71</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>76</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>11</b>
<b>Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>										
France	1 828	1	336	-	-	336	41	-	-	41
Allemagne	1 924	12	85	-	-	85	29	-	-	29
Pays-Bas	1 311	2	90	2	-	92	9	2	-	11
Autres 6)	-	-	107	5	4	116	47	5	4	56
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>	<b>5 063</b>	<b>15</b>	<b>618</b>	<b>7</b>	<b>4</b>	<b>629</b>	<b>126</b>	<b>7</b>	<b>4</b>	<b>137</b>
<b>Reste de l'Europe</b>										
Danemark	212	-	2	-	-	2	-	-	-	-
Norvège	-	-	1	-	18	19	1	-	18	19
Suède	261	1	5	-	-	5	-	-	-	-
Royaume-Uni	2 362	4	499	11	6	516	84	11	6	101
Autres 6)	132	2	47	-	-	47	26	-	-	26
<b>Total – reste de l'Europe</b>	<b>2 967</b>	<b>7</b>	<b>554</b>	<b>11</b>	<b>24</b>	<b>589</b>	<b>111</b>	<b>11</b>	<b>24</b>	<b>146</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>8 095</b>	<b>27</b>	<b>1 243</b>	<b>23</b>	<b>28</b>	<b>1 294</b>	<b>243</b>	<b>23</b>	<b>28</b>	<b>294</b>

Voir les notes du premier tableau.

## Swaps sur défaillance par pays et par qualité du crédit (en millions de dollars canadiens)

Au 31 juillet 2012

Pays	Juste valeur					Valeur nominale						
	Achetés		Vendus		Exposition totale	Achetés			Vendus			
	Première qualité	Qualité inférieure	Première qualité	Qualité inférieure		Première qualité	Qualité inférieure	Total	Première qualité	Qualité inférieure	Total	Exposition totale
<b>Pays GIIPE</b>												
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 5)	5	-	(5)	-	-	(29)	-	(29)	29	-	29	-
Italie	16	-	(16)	-	-	(236)	-	(236)	254	-	254	18
Portugal	28	-	(28)	-	-	(125)	-	(125)	125	-	125	-
Espagne	15	-	(15)	-	-	(214)	(6)	(220)	210	11	221	1
<b>Total – pays GIIPE</b>	<b>64</b>	<b>-</b>	<b>(64)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(604)</b>	<b>(6)</b>	<b>(610)</b>	<b>618</b>	<b>11</b>	<b>629</b>	<b>19</b>
<b>Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>												
France	2	-	(2)	-	-	(330)	-	(330)	304	-	304	(26)
Allemagne	4	-	(3)	-	1	(733)	-	(733)	697	25	722	(11)
Pays-Bas	-	-	-	-	-	(167)	(6)	(173)	132	12	144	(29)
Autres 6)	2	-	(2)	-	-	(241)	-	(241)	278	-	278	37
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>	<b>8</b>	<b>-</b>	<b>(7)</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>(1 471)</b>	<b>(6)</b>	<b>(1 477)</b>	<b>1 411</b>	<b>37</b>	<b>1 448</b>	<b>(29)</b>
<b>Reste de l'Europe</b>												
Danemark	-	-	-	-	-	(30)	-	(30)	30	-	30	-
Norvège	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suède	-	-	1	-	1	(97)	(6)	(103)	103	-	103	-
Royaume-Uni	7	-	(5)	-	2	(603)	-	(603)	546	43	589	(14)
Autres 6)	17	-	(15)	-	2	(903)	(25)	(928)	717	8	725	(203)
<b>Total – reste de l'Europe</b>	<b>24</b>	<b>-</b>	<b>(19)</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>(1 633)</b>	<b>(31)</b>	<b>(1 664)</b>	<b>1 396</b>	<b>51</b>	<b>1 447</b>	<b>(217)</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>96</b>	<b>-</b>	<b>(90)</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>(3 708)</b>	<b>(43)</b>	<b>(3 751)</b>	<b>3 425</b>	<b>99</b>	<b>3 524</b>	<b>(227)</b>

Voir les notes du premier tableau.

Notes :

- Tous les swaps sur défaillance achetés et vendus l'ont été auprès de contreparties qui sont des banques, exception faite d'une protection vendue d'une valeur nominale de 56 millions de dollars relativement à des obligations de référence allemandes (31 millions) et anglaises (25 millions) qui ont été conclues avec deux contreparties qui sont domiciliées au Canada et qui ne sont pas des banques.
- Des tranches de 25 % des swaps sur défaillance achetés et de 28 % de ceux vendus sont assujetties à des événements déclencheurs relatifs à une restructuration intégrale.
- Des tranches de 75 % des swaps sur défaillance achetés et de 71 % de ceux vendus sont assujetties à des événements déclencheurs relatifs à une restructuration à clauses dites « modifiées-modifiées ».

### Faits nouveaux concernant la réglementation américaine

Le 21 juillet 2010, le président Obama des États-Unis a promulgué la loi intitulée *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* (la loi *Dodd-Frank*). Cette loi est d'une vaste portée, et ses réformes comprennent des règlements plus sévères pour ce qui est de la protection des consommateurs, la réglementation des marchés des produits dérivés hors cote, l'imposition de restrictions à l'égard des opérations pour compte propre et de la commandite de fonds de placement privés par les banques (mieux connues sous le nom de règle Volcker), le resserrement des normes prudentielles et l'application plus générale des exigences concernant le levier financier et le capital pondéré en fonction des risques. Les réformes prévoient également le renforcement de la supervision des systèmes de paiement, de compensation ou de règlement d'importance systémique, des restrictions sur les frais d'interchange et la mise sur pied d'un nouveau conseil d'organismes de réglementation voyant à la supervision de la stabilité financière afin d'accroître la stabilité grâce à la surveillance des risques systémiques liés aux entreprises du secteur financier et à leurs activités. De nombreuses dispositions de la loi *Dodd-Frank* demeurent en cours de réglementation et ces règlements n'entreront pas en vigueur avant plusieurs années. C'est pourquoi il est difficile pour le moment d'en estimer l'incidence globale sur BMO et sur les entreprises du secteur financier dans son ensemble. À mesure que la réglementation évolue, nous continuons de suivre de près les faits nouveaux afin de nous assurer que nous sommes en bonne position pour prendre les mesures qui s'imposent et mettre en œuvre les changements nécessaires. Nous prévoyons une hausse des coûts liés à la conformité et, compte tenu de la complexité et de l'étendue des changements de réglementation, nous veillerons à bien en gérer les répercussions.

Les organismes de réglementation bancaire fédéraux américains, la Securities and Exchange Commission et la Commodity Futures Trading Commission ont publié des propositions de règlement pour appliquer la règle Volcker, règle en vertu de laquelle il est interdit aux établissements bancaires et à leurs sociétés affiliées d'effectuer certaines opérations pour leur propre compte et d'avoir certains liens avec des fonds de couverture et des fonds de capital-investissement. Récemment, ces organismes ont confirmé que les établissements bancaires disposeront de deux ans à compter du 21 juillet 2012 pour assurer que leurs activités et leurs placements respectent cette règle et ces propositions ou auront encore plus de temps pour s'y conformer si cette période est prolongée. Les établissements bancaires devront, durant cette période, entreprendre des mesures de planification témoignant de leur bonne foi et déployer des efforts en vue de se conformer aux nouvelles exigences.

De plus, en vertu de la loi *Dodd-Frank*, les produits dérivés hors cote seront assujettis à un régime de réglementation étendu.

Certains produits dérivés devront faire l'objet d'une compensation centrale ou être négociés en bourse. De plus, l'établissement des exigences en matière d'inscription, de présentation des informations et de conduite des affaires relativement aux produits dérivés est terminé, et ces exigences devraient entrer en vigueur en octobre. Quant à celles concernant le capital et les marges eu égard aux produits dérivés, elles sont actuellement en voie d'être examinées par les organismes de réglementation nationaux et internationaux.

Le Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine (CRF) a publié des commentaires en vue de l'élaboration d'un règlement (le règlement proposé) qui mettrait en vigueur les normes prudentielles plus strictes de la loi *Dodd-Frank* et les exigences quant à l'application anticipée de mesures correctives. Le règlement proposé établirait de nouvelles exigences concernant le capital pondéré en fonction des risques, des limites de levier financier, des normes quant à la liquidité, un cadre de gestion des risques, des limites quant au risque de crédit et à sa concentration, la planification des correctifs et la présentation de l'exposition au risque de crédit. Si le règlement proposé est adopté sous sa forme actuelle, il s'appliquerait à la filiale américaine de BMO, qui est une société de portefeuille bancaire, mais non à BMO. Le CRF a indiqué qu'il entendait proposer plus tard cette année un règlement visant expressément le palier le plus élevé des sociétés de portefeuille bancaire domiciliées à l'étranger, ce qui engloberait BMO.

BMO évalue à l'heure actuelle l'incidence des règles proposées sur ses activités et s'y prépare.

Les restrictions à l'égard des frais d'interchange conformément à la loi *Dodd-Frank* sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2011 et devraient se traduire par une baisse du bénéfice net avant impôts annuel de PE États-Unis d'environ 40 millions de dollars américains, après prise en compte de l'effet atténuant des mesures connexes prises par la direction.

Conformément aux exigences du CRF, notre filiale américaine, BMO Financial Corp. (BFC), a déposé en janvier 2012 un plan de capital sur trois ans auprès de cet organisme. Le CRF a avisé BFC qu'il avait parachevé l'examen de son plan de capital pour 2012 et que, par suite de celui-ci, il ne s'objectait pas aux mesures qu'elle avait proposées à cet égard. Aux termes des règles actuelles du CRF, en tant que société de portefeuille bancaire détenant un actif de plus de 50 milliards de dollars, BFC doit prendre part à l'exercice annuel de simulation de crise que mène le CRF et doit lui soumettre annuellement un plan de capital.

La présente section qui traite des faits nouveaux concernant la réglementation américaine contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

## Analyse des résultats des groupes d'exploitation

### État sommaire des résultats et statistiques des groupes d'exploitation pour le troisième trimestre de 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2012					Cumul 2012				
	Services bancaires PE	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise	Total BMO	Services bancaires PE	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise	Total BMO
Revenus nets d'intérêts (bic) 1)	1 699	132	317	77	<b>2 225</b>	5 101	424	912	226	<b>6 663</b>
Revenus autres que d'intérêts	608	546	489	10	<b>1 653</b>	1 798	1 692	1 455	346	<b>5 291</b>
Total des revenus (bic) 1)	2 307	678	806	87	<b>3 878</b>	6 899	2 116	2 367	572	<b>11 954</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	228	4	25	(20)	<b>237</b>	676	11	73	(187)	<b>573</b>
Charges autres que d'intérêts	1 272	544	480	188	<b>2 484</b>	3 823	1 654	1 434	626	<b>7 537</b>
Bénéfice avant impôts sur le résultat	807	130	301	(81)	<b>1 157</b>	2 400	451	860	133	<b>3 844</b>
Impôts sur le résultat (recouvrement) (bic) 1)	225	21	69	(128)	<b>187</b>	668	92	205	(228)	<b>737</b>
Bénéfice net déjà établi T3-2012	582	109	232	47	<b>970</b>	1 732	359	655	361	<b>3 107</b>
Bénéfice net déjà établi T2-2012	567	145	225	91	<b>1 028</b>					
Bénéfice net déjà établi T3-2011	533	104	270	(199)	<b>708</b>	1 531	339	759	(283)	<b>2 346</b>
Bénéfice net ajusté T3-2012	601	115	232	65	<b>1 013</b>	1 788	375	656	148	<b>2 967</b>
Bénéfice net ajusté T2-2012	585	150	226	21	<b>982</b>					
Bénéfice net ajusté T3-2011	543	105	270	(62)	<b>856</b>	1 555	343	759	(214)	<b>2 443</b>
<b>Autres statistiques</b>										
Profit économique net 2)	251	56	102	(131)	<b>278</b>	735	202	270	(129)	<b>1 078</b>
Rendement des capitaux propres	17,9 %	19,8 %	19,3 %	n. s.	<b>14,5 %</b>	17,7 %	22,2 %	18,5 %	n. s.	<b>15,9 %</b>
Rendement des capitaux propres ajusté	18,5 %	20,8 %	19,3 %	n. s.	<b>15,2 %</b>	18,3 %	23,2 %	18,5 %	n. s.	<b>15,2 %</b>
Levier d'exploitation	(4,0 %)	(2,9 %)	(7,6 %)	n. s.	<b>4,9 %</b>	(4,3 %)	(3,7 %)	(10,9 %)	n. s.	<b>(1,4 %)</b>
Levier d'exploitation ajusté	(3,1 %)	(2,1 %)	(7,6 %)	n. s.	<b>(4,4 %)</b>	(2,9 %)	(2,7 %)	(11,0 %)	n. s.	<b>(5,1 %)</b>
Ratio de productivité (bic)	55,1 %	80,3 %	59,6 %	n. s.	<b>64,1 %</b>	55,4 %	78,2 %	60,6 %	n. s.	<b>63,1 %</b>
Ratio de productivité ajusté (bic)	54,0 %	79,2 %	59,6 %	n. s.	<b>63,7 %</b>	54,3 %	77,2 %	60,6 %	n. s.	<b>63,5 %</b>
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	3,16 %	2,89 %	0,63 %	n. s.	<b>1,88 %</b>	3,23 %	3,22 %	0,63 %	n. s.	<b>1,94 %</b>
Marge nette d'intérêts ajustée (bic)	3,16 %	2,89 %	0,63 %	n. s.	<b>1,70 %</b>	3,23 %	3,22 %	0,63 %	n. s.	<b>1,77 %</b>
Capitaux propres ordinaires moyens	12 536	2 164	4 587	5 921	<b>25 208</b>	12 636	2 129	4 543	5 407	<b>24 715</b>
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	214,0	18,1	200,7	38,3	<b>471,1</b>	210,7	17,6	193,2	36,9	<b>458,4</b>
Effectif - équivalent temps plein	23 990	6 502	2 271	13 831	<b>46 594</b>					

1) Les revenus, les impôts sur le résultat et la marge nette d'intérêts des groupes d'exploitation sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). Les ajustements sur une bic des groupes s'annulent dans la colonne Services d'entreprise, et le total des revenus, les impôts sur le résultat et la marge nette d'intérêts de BMO sont présentés selon les PCGR.

2) Le profit économique net est une mesure non conforme aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Les Services d'entreprise englobent l'unité T&O.

n. s. - non significatif

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le troisième trimestre de 2012.

De temps à autre, il arrive que la responsabilité de certains secteurs d'activité et de certaines unités sous-jacentes soit transférée d'un groupe client à un autre afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. Les résultats des périodes antérieures ont été retraités en fonction du mode de présentation adopté pour la période à l'étude.

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2012, le groupe Gestion privée et PE Canada ont conclu une entente révisée de partage des résultats financiers liés aux ventes de détail de fonds d'investissement. Les résultats des périodes antérieures ont été retraités.

Les écarts entre les dotations à la provision pour pertes sur créances de la période qui sont imputées aux groupes clients et qui sont calculées d'après la méthode de dotation selon les pertes

prévues et les dotations de la période exigées par les PCGR sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

À l'instar des membres de son groupe de référence au Canada, BMO analyse ses revenus consolidés à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans ses états financiers consolidés plutôt que sur une base d'imposition comparable (bic). Comme plusieurs autres banques, BMO analyse toujours les revenus de ses groupes d'exploitation sur une bic. Selon cette méthode, on procède à un ajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la charge d'impôts sur le résultat déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains éléments exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'impôt prévu par la loi. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise. Au troisième trimestre de 2012, les ajustements au titre de la bic ont totalisé 67 millions de dollars, contre 55 millions un an plus tôt et 56 millions au deuxième trimestre.

## Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2012	Augmentation (Diminution) c. T3-2011		Augmentation (Diminution) c. T2-2012		Cumul 2012	Augmentation (Diminution) c. cumul 2011	
Revenus nets d'intérêts (bic)	1 699	207	14 %	38	2 %	5 101	864	20 %
Revenus autres que d'intérêts	608	73	14 %	14	2 %	1 798	240	15 %
Total des revenus (bic)	2 307	280	14 %	52	2 %	6 899	1 104	19 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	228	39	21 %	4	2 %	676	144	27 %
Charges autres que d'intérêts	1 272	193	18 %	27	2 %	3 823	725	23 %
Bénéfice avant impôts sur le résultat	807	48	6 %	21	3 %	2 400	235	11 %
Impôts sur le résultat (bic)	225	(1)	-	6	3 %	668	34	6 %
Bénéfice net déjà établi	582	49	9 %	15	3 %	1 732	201	13 %
Bénéfice net ajusté	601	58	11 %	16	3 %	1 788	233	15 %
Rendement des capitaux propres	17,9 %	(5,9 %)		0,1 %		17,7 %	(8,0 %)	
Rendement des capitaux propres ajusté	18,5 %	(5,8 %)		0,1 %		18,3 %	(7,8 %)	
Levier d'exploitation	(4,0 %)	n. s.		n. s.		(4,3 %)	n. s.	
Levier d'exploitation ajusté	(3,1 %)	n. s.		n. s.		(2,9 %)	n. s.	
Ratio de productivité (bic)	55,1 %	1,9 %		(0,1 %)		55,4 %	1,9 %	
Ratio de productivité ajusté (bic)	54,0 %	1,5 %		(0,1 %)		54,3 %	1,3 %	
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	3,16 %	(0,04 %)		(0,07 %)		3,23 %	0,04 %	
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	214,0	29,0	16 %	4,9	2 %	210,7	33,1	19 %

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.  
n. s. - non significatif

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis). Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

## Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2012	Augmentation (Diminution) c. T3-2011		Augmentation (Diminution) c. T2-2012		Cumul 2012	Augmentation (Diminution) c. cumul 2011	
Revenus nets d'intérêts (bic)	1 087	(8)	(1 %)	24	2 %	3 259	(4)	-
Revenus autres que d'intérêts	469	22	5 %	9	2 %	1 376	29	2 %
Total des revenus (bic)	1 556	14	1 %	33	2 %	4 635	25	1 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	143	6	5 %	2	3 %	422	13	3 %
Charges autres que d'intérêts	795	10	1 %	19	2 %	2 384	44	2 %
Bénéfice avant impôts sur le résultat	618	(2)	(1 %)	12	2 %	1 829	(32)	(2 %)
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	165	(12)	(7 %)	5	2 %	484	(43)	(8 %)
Bénéfice net déjà établi	453	10	2 %	7	1 %	1 345	11	1 %
Bénéfice net ajusté	456	12	2 %	7	1 %	1 353	13	1 %
Revenus des services aux particuliers	963	-	-	2	-	2 887	27	1 %
Revenus des services aux entreprises	593	14	3 %	31	6 %	1 748	(2)	-
Levier d'exploitation	(0,5 %)	n. s.		n. s.		(1,4 %)	n. s.	
Ratio de productivité (bic)	51,1 %	0,2 %		0,1 %		51,4 %	0,6 %	
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,74 %	(0,17 %)		(0,07 %)		2,82 %	(0,13 %)	
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	157,7	8,2	5 %	4,1	3 %	154,6	6,5	4 %

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.  
n. s. - non significatif

## Comparaison du troisième trimestre de 2012 et du troisième trimestre de 2011

Le bénéfice net de PE Canada s'est chiffré à 453 millions de dollars, pour une hausse de 10 millions ou de 2,4 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les résultats déjà établis reflètent les dotations à la provision pour pertes sur créances imputées aux groupes d'exploitation de BMO en fonction des pertes prévues. Après ajustement de ces résultats pour tenir compte des dotations à la provision calculées en fonction des pertes réelles, le bénéfice net de PE Canada a augmenté de 20 millions ou de 4,6 %.

Les revenus ont progressé de 14 millions de dollars ou de 0,8 %, ce qui reflète l'essor des volumes de la plupart des produits, essor

qui a été atténué par le recul de la marge nette d'intérêts. Celle-ci a diminué de 17 points de base à cause surtout de la compression des marges sur les dépôts en raison de la faiblesse des taux d'intérêt, de la baisse des marges sur le crédit aux particuliers qu'ont engendrée les comportements des clients du secteur des cartes et les pressions exercées par la concurrence ainsi que du fait que la croissance des prêts, surtout des prêts hypothécaires, a surpassé celle des dépôts.

Dans l'unité des services bancaires aux particuliers, les revenus n'ont pour ainsi dire pas changé. L'accroissement des volumes de la plupart des produits a été annulé par le rétrécissement de la marge nette d'intérêts. Le total des soldes du crédit aux particuliers (dont les prêts hypothécaires, la MargExpress sur

valeur domiciliaire et d'autres produits de prêt à la consommation) a augmenté de 6,3 % depuis un an et la part de marché totale du crédit aux particuliers s'est légèrement élargie et a encore progressé depuis le deuxième trimestre.

Notre objectif est d'accroître notre part du marché, tout en continuant de surveiller de près la qualité du crédit du portefeuille. Nous mettons toujours l'accent sur l'amélioration des activités globales de crédit aux particuliers grâce à des investissements ciblés et à l'amélioration de la productivité de notre personnel de vente.

Les soldes des dépôts des particuliers se sont accrus de 4,0 % sur douze mois grâce à l'augmentation des dépôts à vue et à préavis. Notre part du marché des dépôts des particuliers s'est contractée par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Pour ce qui est de l'unité des services bancaires aux entreprises, ses revenus ont augmenté de 14 millions de dollars principalement à cause de l'essor des volumes de la plupart des produits, ce qui a été atténué par le rétrécissement des marges sur les dépôts qu'ont causé de faibles taux d'intérêt.

Les soldes des prêts aux entreprises ont augmenté de 6,6 % sur douze mois. Au chapitre des prêts aux petites et moyennes entreprises, nous détenons toujours la deuxième part du marché canadien des services bancaires aux entreprises.

Les soldes des dépôts des entreprises ont progressé de 3,6 % alors que ceux de leurs cartes de crédit sont demeurés inchangés.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 10 millions de dollars ou de 1,3 % par rapport à il y a un an en raison des sommes plus élevées qui ont été consacrées aux initiatives stratégiques, facteur contrebalancé en partie par la réduction des frais liés au personnel. Nous continuons de gérer activement nos coûts tout en investissant dans nos activités.

Le solde moyen des prêts et acceptations a progressé de 9,0 milliards de dollars ou de 5,9 % par rapport à il y a un an, et les dépôts des particuliers et des entreprises se sont accrus de 3,9 milliards ou de 3,8 %.

#### **Comparaison du troisième trimestre de 2012 et du deuxième trimestre de 2012**

Le bénéfice net a progressé de 7 millions de dollars ou de 1,5 % comparativement au deuxième trimestre. Après ajustement des résultats déjà établis afin de tenir compte des dotations à la provision calculées en fonction des pertes réelles, le bénéfice net a dépassé de 22 millions ou de 5,3 % celui du deuxième trimestre.

Les revenus ont augmenté de 33 millions de dollars ou de 2,1 %, le trimestre ayant compté deux jours de plus et les volumes de la plupart des produits ayant enregistré de bonnes hausses. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le rétrécissement de la marge nette d'intérêts, laquelle a fléchi de 7 points de base. Son recul a découlé surtout de la baisse des marges sur le crédit aux

particuliers qu'ont engendrée les comportements des clients du secteur des cartes et les pressions exercées par la concurrence, de la compression des marges sur les dépôts en raison de la faiblesse des taux d'intérêt et du fait que la croissance des prêts, surtout des prêts hypothécaires, a surpassé celles des dépôts. Les revenus tirés des services bancaires aux particuliers ont été équivalents à ceux du trimestre précédent, les répercussions de l'essor marqué des volumes de la plupart des produits et des deux jours de plus dans la période ayant été annulées par le repli de la marge nette d'intérêts. D'un trimestre à l'autre, notre part du marché du crédit aux particuliers a augmenté de 16 points de base et celle du marché des dépôts des particuliers s'est élargie de 5 points de base.

Le fait que le trimestre ait compté deux jours de plus et que les volumes aient affiché une saine croissance a favorisé les revenus tirés des services bancaires aux entreprises.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 19 millions de dollars ou de 2,3 % en raison des sommes plus élevées qui ont été consacrées aux initiatives stratégiques et des deux jours additionnels, ce qui a été atténué par la baisse des frais liés au personnel.

Le solde moyen des prêts et acceptations a progressé de 4,5 milliards de dollars ou de 2,9 % depuis le trimestre précédent, et les dépôts des particuliers et des entreprises se sont améliorés de 1,7 milliard ou de 1,6 %. Au troisième trimestre, les soldes des prêts et des dépôts ont enregistré une saine croissance et la part de marché de ces produits s'est élargie.

#### **Comparaison des neuf premiers mois de 2012 et des neuf premiers mois de 2011**

Le bénéfice net a augmenté de 11 millions de dollars ou de 0,8 % en regard de ce qu'il était il y a un an. Les revenus ont augmenté de 25 millions ou de 0,5 % à la faveur de l'essor des volumes de la plupart des produits, ce qui a été contrebalancé en partie par le rétrécissement de la marge nette d'intérêts et par la constatation d'un profit sur titres au premier trimestre de l'exercice précédent. La marge nette d'intérêts s'est repliée de 13 points de base en raison surtout du fléchissement des marges sur les dépôts qu'ont engendré de faibles taux d'intérêt et les pressions concurrentielles exercées par les taux.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 44 millions de dollars ou de 1,9 % à cause essentiellement de l'accroissement des sommes consacrées à diverses initiatives, ce qui a été atténué par la diminution des frais liés au personnel et par les avantages découlant des efforts visant à rehausser la productivité.

Le solde moyen des prêts et acceptations a progressé de 7,2 milliards de dollars ou de 4,8 %, et les dépôts des particuliers et des entreprises se sont accrus de 4,5 milliards ou de 4,4 %.

## Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2012	Augmentation (Diminution) c. T3-2011		Augmentation (Diminution) c. T2-2012		Cumul 2012	Augmentation (Diminution) c. cumul 2011	
Revenus nets d'intérêts (bic)	612	215	54 %	14	2 %	1 842	868	89 %
Revenus autres que d'intérêts	139	51	59 %	5	5 %	422	211	100 %
Total des revenus (bic)	751	266	55 %	19	3 %	2 264	1 079	91 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	85	33	63 %	2	2 %	254	131	+100 %
Charges autres que d'intérêts	477	183	62 %	8	2 %	1 439	681	90 %
Bénéfice avant impôts sur le résultat	189	50	38 %	9	6 %	571	267	88 %
Charges d'impôts sur le résultat (bic)	60	11	26 %	1	4 %	184	77	72 %
Bénéfice net déjà établi	129	39	43 %	8	8 %	387	190	96 %
Bénéfice net ajusté	145	46	48 %	9	7 %	435	220	+100 %
Levier d'exploitation	(6,9 %)		n. s.		n. s.	1,3 %		n. s.
Levier d'exploitation ajusté	(5,2 %)		n. s.		n. s.	5,0 %		n. s.
Ratio de productivité (bic)	63,3 %		2,7 %		(0,8 %)	63,5 %		(0,5 %)
Ratio de productivité ajusté (bic)	60,2 %		2,0 %		(0,7 %)	60,4 %		(1,6 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	4,38 %		(0,11 %)		0,03 %	4,39 %		(0,02 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif, après ajustement	4,38 %		(0,11 %)		0,03 %	4,39 %		(0,02 %)
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	56,2	20,8	59 %	0,9	2 %	56,1	26,6	90 %

### États-Unis – Points saillants

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

Revenus nets d'intérêts (bic)	602	189	46 %	(2)	-	1 829	830	83 %
Revenus autres que d'intérêts	137	46	51 %	3	2 %	419	203	94 %
Total des revenus (bic)	739	235	47 %	1	-	2 248	1 033	85 %
Charges autres que d'intérêts	468	163	53 %	(5)	(1 %)	1 428	652	84 %
Bénéfice net déjà établi	127	32	34 %	5	5 %	384	181	90 %
Bénéfice net ajusté	143	40	37 %	6	4 %	432	211	95 %
Actif productif moyen (en milliards de dollars américains)	55,2	18,4	50 %	(0,6)	(1 %)	55,7	25,4	84 %

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

n. s. - non significatif

### Comparaison du troisième trimestre de 2012 et du troisième trimestre de 2011 (en dollars américains)

Le bénéfice net, d'un montant de 127 millions de dollars, a dépassé de 32 millions ou de 34 % les 95 millions dégagés il y a un an. Le bénéfice net ajusté, lequel tient compte d'un ajustement au titre de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, s'est dégagé à 143 millions, en hausse de 40 millions ou de 37 % en regard d'il y a un an, ce qui a résulté essentiellement de l'entreprise acquise.

Les revenus se sont chiffrés à 739 millions de dollars, s'étant accrus de 235 millions par rapport à il y a un an en raison des 236 millions de revenus de l'entreprise acquise pour deux mois additionnels, en regard de la même période de l'exercice précédent. L'incidence de la compression des marges sur les dépôts, le changement de la composition des soldes des prêts, la réduction des frais d'interchange et le recul des profits sur titres ont été en grande partie compensés par l'essor des soldes des dépôts, des profits sur la vente de prêts hypothécaires et des commissions sur prêts.

La marge nette d'intérêts s'est contractée de 11 points de base à cause de la diminution des marges sur les dépôts, ce qui a été contrebalancé en partie par l'incidence positive d'un accroissement des dépôts qui a été plus important que celui des prêts et par les conséquences positives de l'entreprise acquise.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 163 millions de dollars, pour se situer à 468 millions. Après ajustement, elles ont totalisé 445 millions, ayant augmenté de 151 millions, dont une tranche de 141 millions a découlé de l'inclusion des résultats de l'entreprise acquise pour deux mois de plus durant le présent exercice. Le reste de la hausse est essentiellement imputable à

l'augmentation des coûts réglementaires et des autres frais de soutien.

Le solde moyen des prêts et des acceptations, à savoir 50,2 milliards de dollars, a progressé de 16,8 milliards depuis un an en raison de l'entreprise acquise et de la forte croissance interne des prêts aux entreprises.

À 58,9 milliards de dollars, le solde moyen des dépôts a augmenté de 21,9 milliards par rapport à il y a un an grâce à l'entreprise acquise et à la croissance interne de l'unité des services bancaires aux entreprises.

### Comparaison du troisième trimestre de 2012 et du deuxième trimestre de 2012 (en dollars américains)

Le bénéfice net a augmenté de 5 millions de dollars ou de 4,7 % depuis le trimestre précédent. Le bénéfice net ajusté a progressé de 4,1 %, et ce, essentiellement grâce à l'avantage de la réduction des charges.

Les revenus se sont améliorés de 1 million de dollars ou de 0,1 % et la marge nette d'intérêts s'est élargie de 3 points de base.

Les charges autres que d'intérêts, avant et après ajustement, ont fléchi de 5 millions de dollars ou de 1,0 % et de 1,1 %, respectivement.

Le solde moyen des prêts et des acceptations a diminué de 0,6 milliard de dollars comparativement au trimestre précédent, car l'essor des prêts aux entreprises dans des secteurs clés a été plus qu'annulé par la baisse des prêts aux particuliers et par le recul du portefeuille de prêts aux entreprises en voie de liquidation, comme cela était prévu. Les prêts aux entreprises, exclusion faite du portefeuille de prêts pour immeubles commerciaux et de celui en voie de liquidation, ont, au cours des

trois derniers trimestres, enregistré une hausse postérieure à leur acquisition.

Le solde moyen des dépôts a fléchi de 0,2 milliard de dollars par rapport au trimestre précédent, car les réductions des comptes du marché monétaire et des dépôts à terme des particuliers ont surpassé l'augmentation des comptes de chèques et d'épargne étant donné la faiblesse des taux d'intérêt.

#### Comparaison des neuf premiers mois de 2012 et des neuf premiers mois de 2011 (en dollars américains)

Le bénéfice net, au montant de 384 millions de dollars, a augmenté de 181 millions par rapport aux 203 millions dégagés pour la même période de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté s'est situé à 432 millions, en hausse de 211 millions en regard d'il y a un an, ce qui est essentiellement imputable à l'entreprise acquise.

Les revenus se sont chiffrés à 2 248 millions de dollars, s'étant accrus de 1 033 millions depuis un an. De cette hausse, 1 008 millions ont résulté de l'entreprise acquise. Le reste, soit 25 millions ou 2,1 %, a découlé surtout de l'accroissement des profits sur la vente de prêts hypothécaires et des commissions sur prêts.

La marge nette d'intérêts s'est contractée de 2 points de base.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 652 millions de dollars, pour se situer à 1 428 millions. Après ajustement, elles ont totalisé 1 357 millions, ayant augmenté de 604 millions, dont une tranche de 560 millions reflète l'incidence de l'entreprise acquise. Le reste de la hausse, à savoir 44 millions, est en grande partie imputable à l'accroissement des coûts réglementaires et des autres frais de soutien ainsi que des provisions constituées à l'égard des litiges.

Le solde moyen des prêts et des acceptations, au montant de 50,7 milliards de dollars, a progressé de 23,6 milliards par rapport à la période correspondante de 2011 en raison surtout de l'entreprise acquise et de la forte croissance interne des prêts aux entreprises.

À 58,8 milliards de dollars, le solde moyen des dépôts a augmenté de 28,9 milliards par rapport à il y a un an, ce qui a découlé de l'entreprise acquise et de l'essor interne de l'unité des services bancaires aux entreprises.

Dans la présente section, les résultats ajustés sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

#### Groupe Gestion privée (groupe GP)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2012	Augmentation (Diminution) c. T3-2011		Augmentation (Diminution) c. T2-2012		Cumul 2012	Augmentation (Diminution) c. cumul 2011	
Revenus nets d'intérêts (bic)	132	18	14 %	4	2 %	424	91	27 %
Revenus autres que d'intérêts	546	38	7 %	(69)	(11 %)	1 692	146	9 %
Total des revenus (bic)	678	56	9 %	(65)	(9 %)	2 116	237	13 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	4	1	33 %	1	3 %	11	4	54 %
Charges autres que d'intérêts	544	56	12 %	(9)	(2 %)	1 654	232	16 %
Bénéfice avant impôts sur le résultat	130	(1)	-	(57)	(31 %)	451	1	-
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	21	(6)	(30 %)	(21)	(52 %)	92	(19)	(18 %)
Bénéfice net déjà établi	109	5	6 %	(36)	(25 %)	359	20	6 %
Bénéfice net ajusté	115	10	8 %	(35)	(24 %)	375	32	9 %
Rendement des capitaux propres ajusté	20,8 %		(7,3 %)		(7,5 %)	23,2 %		(11,1 %)
Rendement des capitaux propres	19,8 %		(7,8 %)		(7,5 %)	22,2 %		(11,6 %)
Levier d'exploitation	(2,9 %)		n. s.		n. s.	(3,7 %)		n. s.
Ratio de productivité (bic)	80,3 %		2,1 %		5,9 %	78,2 %		2,6 %
Ratio de productivité ajusté (bic)	79,2 %		1,5 %		5,8 %	77,2 %		1,9 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,89 %		(0,06 %)		(0,09 %)	3,22 %		0,19 %
Actif productif moyen	18 099	2 663	17 %	588	3 %	17 589	2 881	20 %

#### États-Unis - Points saillants

(en millions de dollars américains)	T3-2012	Augmentation (Diminution) c. T3-2011		Augmentation (Diminution) c. T2-2012		Cumul 2012	Augmentation (Diminution) c. cumul 2011	
Total des revenus (bic)	171	60	54 %	5	4 %	527	267	+100 %
Charges autres que d'intérêts	136	49	56 %	-	-	411	196	91 %
Bénéfice net déjà établi	22	7	50 %	5	27 %	71	44	+100 %
Bénéfice net ajusté	26	11	72 %	4	22 %	83	55	+100 %
Actif productif moyen	2 913	466	19 %	(47)	(2 %)	2 948	705	31 %

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

n. s. - non significatif

### **Comparaison du troisième trimestre de 2012 et du troisième trimestre de 2011**

Le bénéfice net, soit 109 millions de dollars, a augmenté de 5 millions ou de 5,7 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté, lequel tient compte d'un ajustement au titre de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, s'est dégagé à 115 millions, soit 10 millions ou 8,4 % de plus qu'il y a un an. Le recul des taux d'intérêt a réduit le bénéfice net généré par les activités d'assurance de 45 millions au cours du trimestre à l'étude et de 36 millions il y a un an. Compte non tenu de cette incidence, le bénéfice net ajusté du groupe GP s'est établi à 160 millions, soit 19 millions ou 13 % de plus qu'il y a un an, et celui des activités d'assurance a augmenté de 8 millions ou de 16 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent pour s'établir à 63 millions. Le bénéfice net ajusté du groupe GP, compte non tenu des activités d'assurance, a été de 97 millions, s'étant accru de 11 millions ou de 10 % depuis le même trimestre de l'exercice précédent.

Les revenus ont augmenté de 56 millions de dollars ou de 8,7 % en regard de ce qu'ils étaient il y a un an, pour s'établir à 678 millions. Les revenus du groupe GP, exclusion faite des activités d'assurance, ont progressé de 11 % au cours des douze derniers mois. La hausse des revenus provenant des acquisitions, des produits liés aux marges et des services tarifés a été contrebalancée en partie par la baisse des revenus de courtage. Les revenus d'assurance ont diminué de 22 % depuis un an à cause des répercussions des variations des taux d'intérêt. Le renforcement du dollar américain les a accrus de 10 millions ou de 1,7 %.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 544 millions de dollars, ce qui traduit une hausse de 56 millions ou de 12 %. Les charges autres que d'intérêts ajustées ont totalisé 537 millions, ayant augmenté de 52 millions ou de 11 % en raison surtout des acquisitions. L'appréciation du dollar américain a accru les charges ajustées de 7 millions ou de 1,5 %.

Les actifs sous gestion et sous administration ont augmenté d'environ 14 milliards de dollars pour s'établir à 445 milliards, les clients de la Banque lui confiant toujours de nouveaux actifs.

### **Comparaison du troisième trimestre de 2012 et du deuxième trimestre de 2012**

Le bénéfice net a diminué de 36 millions de dollars ou de 25 % et, après ajustement, il a fléchi de 35 millions ou de 24 % par rapport au deuxième trimestre. Exclusion faite des activités d'assurance, le bénéfice net ajusté du groupe GP est demeuré relativement le même depuis le deuxième trimestre. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance s'est contracté de 34 millions depuis le trimestre précédent à cause de l'incidence de la baisse des taux d'intérêt.

Les revenus ont diminué de 65 millions de dollars ou de 8,8 %. Exclusion faite des activités d'assurance, les revenus du groupe GP ont baissé quelque peu, le recul des revenus de courtage ayant été annulé en partie par la hausse de ceux générés par les produits

liés aux marges et les services tarifés. Les revenus d'assurance ont chuté de 65 % depuis le trimestre précédent à cause du recul des taux d'intérêt. Le renforcement du dollar américain a accru les revenus de 5 millions ou de 0,7 %.

Les charges autres que d'intérêts ajustées ont baissé de 9 millions de dollars ou de 1,6 % grâce à la diminution des coûts fondés sur les revenus des activités de courtage et de la gestion continue des coûts. L'appréciation du dollar américain a augmenté les charges ajustées de 4 millions ou de 0,6 %.

Les actifs sous gestion et sous administration sont demeurés pour ainsi dire les mêmes qu'au trimestre précédent puisque l'essor des nouveaux actifs des clients a été annulé par la dégradation des conditions des marchés boursiers.

### **Comparaison des neuf premiers mois de 2012 et des neuf premiers mois de 2011**

Le bénéfice net a augmenté de 20 millions de dollars ou de 6,1 % par rapport à il y a un an, atteignant ainsi 359 millions. Le bénéfice net ajusté a totalisé 375 millions, ayant progressé de 32 millions ou de 8,9 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté du groupe GP, exclusion faite des activités d'assurance, s'est chiffré à 293 millions et a dépassé de 41 millions ou de 16 % celui de la même période de l'exercice 2011. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance a été de 82 millions, soit 9 millions ou 9,6 % de moins qu'il y a un an.

Les revenus ont augmenté de 237 millions de dollars ou de 13 % en regard de ce qu'ils étaient dans la période correspondante de l'exercice précédent et se sont situés à 2 116 millions. Les revenus du groupe GP, exclusion faite des activités d'assurance, ont progressé de 16 % puisque la hausse des revenus provenant des acquisitions, des produits liés aux marges et des services tarifés a été contrebalancée en partie par le repli des revenus de courtage. Les revenus nets d'intérêts ont augmenté en raison de ceux provenant des acquisitions, du profit plus élevé qu'a dégagé un placement stratégique et de la hausse des soldes des prêts et des dépôts des services de gestion bancaire privée. Le renforcement du dollar américain a accru les revenus de 17 millions ou de 0,9 %. Les revenus d'assurance se sont contractés de 18 % en raison surtout de la baisse des taux d'intérêt, ce qui a été contrebalancé en partie par le fait que les réclamations de réassurance liées à des tremblements de terre avaient été exceptionnellement élevées au cours de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 1 654 millions de dollars, pour une hausse de 232 millions ou de 16 %. À 1 633 millions, les charges autres que d'intérêts ajustées ont augmenté de 217 millions ou de 15 %, et ce, en raison surtout des acquisitions. L'appréciation du dollar américain a accru les charges ajustées de 12 millions ou de 0,9 %.

Dans la présente section, les résultats ajustés sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## BMO Marchés des capitaux (BMO MC)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2012	Augmentation (Diminution) c. T3-2011		Augmentation (Diminution) c. T2-2012		Cumul 2012	Augmentation (Diminution) c. cumul 2011	
Revenus nets d'intérêts (bic)	317	-	-	9	3 %	912	(44)	(5 %)
Revenus autres que d'intérêts	489	(16)	(3 %)	8	2 %	1 455	(195)	(12 %)
Total des revenus (bic)	806	(16)	(2 %)	17	2 %	2 367	(239)	(9 %)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	25	(4)	(18 %)	1	1 %	73	(16)	(19 %)
Charges autres que d'intérêts	480	25	6 %	9	2 %	1 434	24	2 %
Bénéfice avant impôts sur le résultat	301	(37)	(11 %)	7	3 %	860	(247)	(22 %)
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	69	1	3 %	-	-	205	(143)	(41 %)
Bénéfice net déjà établi	232	(38)	(14 %)	7	3 %	655	(104)	(14 %)
Bénéfice net ajusté	232	(38)	(14 %)	6	3 %	656	(103)	(14 %)
Revenus de négociation	488	(12)	(3 %)	15	3 %	1 474	(102)	(7 %)
Revenus d'investissements et services aux grandes entreprises	318	(4)	(1 %)	2	1 %	893	(137)	(13 %)
Rendement des capitaux propres	19,3 %		(9,1 %)		0,7 %	18,5 %		(7,7 %)
Levier d'exploitation	(7,6 %)		n. s.		n. s.	(10,9 %)		n. s.
Ratio de productivité (bic)	59,6 %		4,3 %		(0,1 %)	60,6 %		6,5 %
Ratio de productivité ajusté (bic)	59,6 %		4,4 %		(0,1 %)	60,6 %		6,5 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	0,63 %		(0,11 %)		(0,02 %)	0,63 %		(0,15 %)
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	200,7	29,8	17 %	8,2	4 %	193,2	28,7	17 %

### États-Unis – Points saillants

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

Total des revenus (bic)	276	15	6 %	35	14 %	761	(34)	(4 %)
Charges autres que d'intérêts	202	6	3 %	(3)	(1 %)	607	20	3 %
Bénéfice net déjà établi	42	9	31 %	28	+100 %	77	26	52 %
Bénéfice net ajusté	43	10	31 %	29	+100 %	78	27	52 %
Actif productif moyen (en milliards de dollars américains)	75,8	8,5	13 %	5,0	7 %	72,0	10,4	17 %

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.  
n. s. – non significatif

### Comparaison du troisième trimestre de 2012 et du troisième trimestre de 2011

Le bénéfice net s'est chiffré à 232 millions de dollars, résultat qui est de 38 millions ou de 14 % inférieur à celui fort élevé dégagé il y a un an. Depuis la même période de l'exercice précédent, les revenus ont baissé de 16 millions ou de 2,0 %, pour se situer à 806 millions. Au cours du trimestre à l'étude, les revenus de négociation se sont améliorés, et ce, surtout dans le cas de ceux provenant de la négociation de contrats de taux d'intérêt et de marchandises puisque les conditions de marché ont été plus favorables. Les revenus des services aux grandes entreprises et les commissions de prise ferme de titres d'emprunt ont également augmenté depuis un an. Ces améliorations ont été contrebalancées par la baisse des commissions sur fusions et acquisitions et des commissions de prise ferme d'actions puisque le climat d'incertitude qui règne sur les marchés et qui vient surtout des craintes concernant la zone euro et la Chine continue de freiner les activités. Le renforcement du dollar américain a accru les revenus de 17 millions depuis un an.

La dotation à la provision pour pertes sur créances, laquelle est imputée aux groupes en fonction des pertes prévues, a diminué.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 25 millions de dollars ou de 5,6 % essentiellement en raison de la hausse des frais liés au personnel ainsi que des frais technologiques et de soutien par suite des investissements dans nos secteurs et de l'évolution du cadre réglementaire. Le raffermissement du dollar américain a engendré une hausse des charges de 10 millions par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Le rendement des capitaux propres s'est établi à 19,3 %, comparativement à 28,4 % il y a un an, ce qui reflète entre autres choses le resserrement des exigences quant au capital réglementaire depuis cette période.

### Comparaison du troisième trimestre de 2012 et du deuxième trimestre de 2012

Le bénéfice net a augmenté de 7 millions de dollars ou de 2,9 % par rapport au deuxième trimestre. Les revenus ont progressé de 17 millions ou de 2,2 %. L'essor des revenus a découlé de l'amélioration de ceux de négociation, soit principalement de la négociation de contrats de marchandises et de taux d'intérêt, et de la hausse des revenus des services aux grandes entreprises et des commissions de prise ferme de titres d'emprunt. Ces hausses ont été contrebalancées par la réduction des profits nets sur les titres de placement, des commissions sur fusions et acquisitions et des commissions de prise ferme d'actions. L'appréciation du dollar américain a accru les revenus de 8 millions par rapport au trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 9 millions de dollars ou de 2,0 % en raison surtout du moment auquel des sommes ont été consenties à la technologie et au soutien. Le renforcement du dollar américain a accru les charges de 5 millions comparativement au trimestre précédent.

## Comparaison des neuf premiers mois de 2012 et des neuf premiers mois de 2011

Le bénéfice net a diminué de 104 millions de dollars ou de 14 % en regard de celui, fort élevé, du deuxième trimestre et s'est chiffré à 655 millions. Les revenus ont reculé de 239 millions ou de 9,2 % à cause principalement d'une conjoncture de marché moins favorable, laquelle a entraîné une baisse des revenus liés aux services bancaires d'investissement, des profits nets sur les titres de placement, des revenus de négociation et des commissions sur titres. Ces réductions ont été atténuées par la hausse des revenus tirés des services aux grandes entreprises. L'appréciation du dollar américain a accru les revenus de 28 millions par rapport à la période correspondante de 2011.

La dotation à la provision pour pertes sur créances, laquelle est imputée aux groupes en fonction des pertes prévues, a diminué.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 24 millions de dollars ou de 1,7 % par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice précédent essentiellement en raison de la hausse des frais technologiques et de soutien par suite des investissements dans nos secteurs et de l'évolution du cadre réglementaire. Le raffermissement du dollar américain a engendré une hausse des charges de 15 millions par rapport à il y a un an.

Le rendement des capitaux propres s'est établi à 18,5 %, comparativement à 26,2 % il y a un an.

## Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2012	Augmentation (Diminution) c. T3-2011		Augmentation (Diminution) c. T2-2012		Cumul 2012	Augmentation (Diminution) c. cumul 2011	
Revenus nets d'intérêts avant compensation selon la bic des groupes	<b>144</b>	209	n. s.	65	82 %	<b>400</b>	545	n. s.
Compensation selon la bic des groupes	<b>(67)</b>	(12)	(22 %)	(11)	(20 %)	<b>(174)</b>	(5)	(3 %)
Revenus nets d'intérêts (bic)	<b>77</b>	197	n. s.	54	n. s.	<b>226</b>	540	n. s.
Revenus autres que d'intérêts	<b>10</b>	41	n. s.	(139)	(94 %)	<b>346</b>	191	+100 %
Total des revenus (bic)	<b>87</b>	238	n. s.	(85)	(50 %)	<b>572</b>	731	n. s.
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	<b>(20)</b>	(29)	(+100 %)	36	65 %	<b>(187)</b>	(409)	n. s.
Charges autres que d'intérêts	<b>188</b>	(11)	(5 %)	(42)	(18 %)	<b>626</b>	247	65 %
Bénéfice avant impôts sur le résultat	<b>(81)</b>	278	77 %	(79)	n. s.	<b>133</b>	893	n. s.
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat (bic)	<b>128</b>	32	20 %	(35)	(39 %)	<b>(228)</b>	249	52 %
Bénéfice net déjà établi	<b>47</b>	246	n. s.	(44)	(50 %)	<b>361</b>	644	n. s.
Total des revenus ajustés (bic)	<b>(114)</b>	(20)	(21 %)	(54)	(90 %)	<b>(234)</b>	(24)	(11 %)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances, après ajustement	<b>(140)</b>	(164)	(+100 %)	(40)	(40 %)	<b>(401)</b>	(600)	(+100 %)
Charges autres que d'intérêts, après ajustement	<b>80</b>	15	23 %	(41)	(34 %)	<b>267</b>	48	22 %
Bénéfice net ajusté	<b>65</b>	127	+100 %	44	+100 %	<b>148</b>	362	n. s.

## États-Unis – Points saillants

(en millions de dollars américains)	T3-2012	Augmentation (Diminution) c. T3-2011		Augmentation (Diminution) c. T2-2012		Cumul 2012	Augmentation (Diminution) c. cumul 2011	
Total des revenus (bic)	<b>120</b>	246	n. s.	31	34 %	<b>398</b>	601	n. s.
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	<b>26</b>	6	33 %	106	n. s.	<b>(202)</b>	(345)	n. s.
Charges autres que d'intérêts	<b>119</b>	(17)	(13 %)	(5)	(6 %)	<b>342</b>	161	90 %
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat (bic)	<b>(37)</b>	74	68 %	(41)	n. s.	<b>32</b>	289	n. s.
Bénéfice net déjà établi	<b>12</b>	183	n. s.	(29)	(71 %)	<b>226</b>	496	n. s.
Bénéfice net ajusté	<b>41</b>	114	n. s.	14	53 %	<b>171</b>	326	n. s.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.  
n. s. - non significatif

## Services d'entreprise

Les Services d'entreprise sont constitués des unités fonctionnelles qui offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, le droit et la conformité, les communications et les ressources humaines. Les résultats opérationnels tiennent compte de l'incidence de certaines activités de gestion des actifs et des passifs, des activités de crédit structuré en voie de liquidation, de l'élimination des ajustements sur une bic et de l'incidence de notre méthode de dotation selon les pertes prévues.

BMO impute les dotations à la provision pour pertes aux groupes d'exploitation clients chaque année et, pour ce faire, a recours à une méthode de dotation en fonction des pertes prévues, selon la part des pertes sur créances prévues de chaque groupe. Les écarts entre les dotations à la provision pour pertes sur créances des trimestres imputées aux groupes d'exploitation clients et calculées d'après la méthode de dotation selon les pertes prévues et les dotations requises par les PCGR sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

## Technologie et opérations

L'unité T&O assure à BMO Groupe financier la prestation de services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services opérationnels, d'opérations immobilières et d'impartition. T&O axe ses efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation afin de maximiser la qualité et l'efficacité de l'exploitation, et de permettre aux clients de vivre une excellente expérience.

## Analyse des résultats financiers

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats opérationnels de T&O sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de T&O sont transférés aux trois groupes d'exploitation (Services bancaires PE, groupe Gestion privée et BMO Marchés des capitaux), et seules des sommes peu élevées sont conservées dans les résultats de T&O. Par conséquent, les résultats présentés dans la présente section reflètent en grande partie les activités fonctionnelles indiquées dans la description précédente de l'unité des Services d'entreprise.

Les Services d'entreprise ont enregistré un bénéfice net de 47 millions de dollars pour le trimestre, ce qui représente une progression de 246 millions en regard d'il y a un an. Les résultats des Services d'entreprise tiennent compte de plusieurs éléments et activités qui sont retranchés des résultats ajustés de BMO afin de mieux évaluer le rendement de celui-ci. Ces éléments d'ajustement ne reflètent pas les résultats opérationnels de base. Ils sont décrits dans la section suivante qui traite des mesures non conformes aux PCGR. Tous les éléments d'ajustement sont constatés par les Services d'entreprise si ce n'est de

l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, lequel est pris en compte par les groupes d'exploitation.

Le bénéfice net ajusté a été de 65 millions de dollars, soit 127 millions de plus qu'il y a un an. Les revenus ajustés ont fléchi de 20 millions en raison de plusieurs petits éléments. Les charges ajustées ont augmenté de 15 millions, ce qui est essentiellement imputable à l'incidence de l'entreprise acquise. Quant au montant ajusté des dotations à la provision pour pertes sur créances, il a fléchi de 164 millions en raison notamment d'une reprise de 118 millions (73 millions après impôts) sur les dotations à la provision pour pertes sur créances du portefeuille de prêts douteux acquis de M&I, ce qui a résulté essentiellement du remboursement de prêts en des montants supérieurs à leur juste valeur établie à la date de clôture. La méthode comptable appliquée aux prêts acquis est traitée plus longuement dans la section Prêts acquis, à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités ci-joints. Le reste de la diminution est imputable à la baisse des dotations imputées aux Services d'entreprise conformément à la méthode de dotation selon les pertes prévues qu'utilise BMO.

Le bénéfice net des Services d'entreprise a représenté 44 millions de dollars de moins que celui du deuxième trimestre. Le bénéfice net ajusté s'est renforcé de 44 millions. Les revenus ajustés ont fléchi de 54 millions à cause de plusieurs petits éléments. Les charges ajustées ont reculé de 41 millions, ce qui a résulté principalement de la réduction des frais liés au personnel. Quant au montant ajusté des dotations à la provision pour pertes sur créances, il a diminué de 40 millions en raison surtout de la baisse des dotations imputées aux Services d'entreprise conformément à la méthode de dotation selon les pertes prévues.

Le bénéfice net ajusté des neuf premiers mois de l'exercice en cours a été de 148 millions de dollars, ce qui signale une amélioration de 362 millions par rapport à il y a un an. Les revenus ajustés ont diminué de 24 millions, et ce, en raison surtout des intérêts au règlement de certaines questions fiscales durant l'exercice précédent. Les charges ajustées ont augmenté de 48 millions à cause essentiellement de l'incidence de l'entreprise acquise. Le montant ajusté des dotations à la provision pour pertes sur créances a diminué de 600 millions grâce à l'amélioration des conditions de crédit. Les résultats obtenus depuis le début de l'exercice tiennent compte de la reprise de 377 millions de dollars (233 millions après impôts) sur la provision pour pertes sur créances constituée à l'égard des prêts douteux acquis de M&I.

Les résultats ajustés figurant dans cette section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## Mesures non conformes aux PCGR 1)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2012	T2-2012	T3-2011	Cumul 2012	Cumul 2011
<b>Résultats déjà établis</b>					
Revenus	3 878	3 959	3 320	11 954	10 121
Charges autres que d'intérêts	(2 484)	(2 499)	(2 221)	(7 537)	(6 309)
Bénéfice avant dotation et impôts	1 394	1 460	1 099	4 417	3 812
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(237)	(195)	(230)	(573)	(850)
Charge d'impôts sur le résultat	(187)	(237)	(161)	(737)	(616)
Bénéfice net	970	1 028	708	3 107	2 346
<b>Mesures déjà établies</b>					
BPA (\$)	1,42	1,51	1,09	4,56	3,74
Croissance du bénéfice net (%)	36,9	26,5	3,0	32,4	10,3
Croissance du BPA (%)	30,3	14,4	(3,5)	21,9	6,6
Croissance des revenus (%)	16,8	18,8	13,9	18,1	12,4
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	11,9	23,2	16,5	19,5	12,9
Ratio de productivité (%)	64,1	63,1	66,9	63,1	62,3
Levier d'exploitation (%)	4,9	(4,4)	(2,6)	(1,4)	(0,5)
Rendement des capitaux propres (%)	14,5	16,2	13,3	15,9	16,1
<b>Éléments d'ajustement (avant impôts)</b>					
Éléments liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I 2)	76	90	-	350	-
Activités de crédit structuré en voie de liquidation 3)	(15)	76	(51)	197	69
Coûts des couvertures liées au risque de change découlant de l'acquisition de M&I	-	-	(9)	-	(20)
Coûts d'intégration de M&I 4)	(105)	(74)	(53)	(249)	(82)
Coûts liés à l'acquisition de M&I	-	-	(82)	-	(78)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	(33)	(33)	(17)	(100)	(37)
Diminution (augmentation) de la provision générale pour pertes sur créances	15	18	15	33	(23)
Coûts de restructuration 4)	-	(31)	-	(99)	-
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice avant impôts déjà établi	(62)	46	(197)	132	(171)
<b>Éléments d'ajustement (après impôts)</b>					
Éléments liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I	47	55	-	216	-
Activités de crédit structuré en voie de liquidation	(15)	73	(51)	194	69
Coûts des couvertures liées au risque de change découlant de l'acquisition de M&I	-	-	(6)	-	(14)
Coûts d'intégration de M&I	(65)	(47)	(32)	(155)	(49)
Coûts liés à l'acquisition de M&I	-	-	(58)	-	(58)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	(24)	(24)	(12)	(72)	(29)
Diminution (augmentation) de la provision générale pour pertes sur créances	14	12	11	26	(16)
Coûts de restructuration	-	(23)	-	(69)	-
Éléments d'ajustements pris en compte dans le bénéfice net après impôts	(43)	46	(148)	140	(97)
BPA (\$)	(0,07)	0,07	(0,25)	0,21	(0,17)
<b>Résultats ajustés 1)</b>					
Revenus	3 677	3 727	3 380	11 147	10 072
Charges autres que d'intérêts	(2 342)	(2 357)	(2 069)	(7 077)	(6 112)
Bénéfice avant dotation et impôts	1 335	1 370	1 311	4 070	3 960
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(116)	(151)	(245)	(358)	(827)
Charge d'impôts sur le résultat	(206)	(237)	(210)	(745)	(690)
Bénéfice net ajusté	1 013	982	856	2 967	2 443
<b>Mesures ajustées 1) 5)</b>					
BPA (\$)	1,49	1,44	1,34	4,35	3,91
Croissance du bénéfice net (%)	18,4	27,5	22,9	21,9	13,7
Croissance du BPA (%)	11,2	15,2	17,5	11,3	10,1
Croissance des revenus (%)	8,8	14,9	16,0	10,7	11,9
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	13,2	18,2	9,1	15,8	9,9
Ratio de productivité (%)	63,7	63,2	61,2	63,5	60,7
Levier d'exploitation (%)	(4,4)	(3,3)	6,9	(5,1)	2,0
Rendement des capitaux propres (%)	15,2	15,4	16,4	15,2	16,8

1) Les résultats ajustés figurant dans ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR.

2) Comprenant des revenus nets d'intérêts de 212 millions de dollars, des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances de 113 millions et des dotations à la provision générale de 23 millions au T3-2012 ainsi que des revenus nets d'intérêts de 152 millions, des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances de 44 millions et des dotations à la provision générale de 18 millions au T2-2012.

3) Incluses en quasi-totalité dans les revenus de négociation, dans les revenus autres que d'intérêts.

4) Inclus dans les charges autres que d'intérêts.

5) Les montants des périodes antérieures à l'exercice 2011 n'ont pas été retraités en fonction des IFRS. Par conséquent, les mesures de croissance pour 2011 pourraient ne pas être pertinentes.

### Mesures non conformes aux PCGR (suite)

Les résultats et mesures figurant dans le présent rapport de gestion intermédiaire sont présentés conformément aux PCGR. Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments, tel qu'il est indiqué dans le tableau qui précède. La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats déjà établis et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Le fait de recourir à un tel mode de présentation donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats en plus de leur permettre d'apprécier l'incidence d'éléments spécifiques sur les résultats des périodes indiquées et de mieux évaluer les résultats compte non tenu d'éléments s'ils considèrent que ceux-ci ne reflètent pas les résultats continus. C'est pourquoi ce mode de présentation peut aider les lecteurs à analyser les tendances et à faire des comparaisons avec nos concurrents. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et n'ont donc aucun sens normalisé aux termes de ceux-ci. Ils sont difficilement comparables avec des mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises et ne devraient pas être interprétés de manière isolée ni comme pouvant remplacer les résultats établis aux termes des PCGR. La section qui traite du bénéfice net ajusté renferme également des détails sur les ajustements.

Certains éléments d'ajustement ont trait à des charges qui découlent d'acquisitions, notamment l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, et sont ajustés puisque l'amortissement de telles immobilisations peut ne pas avoir été considéré comme des charges pertinentes au moment de la décision d'achat. Certains autres frais liés à l'acquisition de l'entreprise acquise ont été désignés comme des éléments d'ajustement compte tenu de l'importance des montants et de leur incidence possible sur l'analyse des tendances. Divers autres éléments ont également été désignés comme des éléments d'ajustement en raison de leurs répercussions sur l'analyse des tendances. Ils comprennent les variations de la provision générale, des montants liés au crédit eu égard au portefeuille de prêts productifs de M&I qui a été acquis, les activités de crédit structuré en voie de liquidation et les coûts de restructuration.

Le profit économique net équivaut au bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, moins une charge au titre du capital, et constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée. Le bénéfice avant la dotation à la provision pour pertes sur créances et les impôts sur le résultat (bénéfice avant dotation et impôts) est considéré comme une information utile puisqu'il constitue une mesure du rendement qui ne tient pas compte de l'incidence des pertes sur créances et des impôts sur le résultat, laquelle peut parfois masquer le rendement en raison de l'importance et de la variabilité de ces éléments.

Au troisième trimestre de 2012, les éléments d'ajustement ont représenté une charge nette de 43 millions de dollars après impôts, soit un avantage net après impôts d'éléments liés au crédit de 47 millions eu égard au portefeuille de prêts productifs de M&I qui a été acquis (y compris des revenus nets d'intérêts de 212 millions, après déduction d'une dotation à la provision pour pertes sur créances de 136 millions et des impôts sur le résultat connexes de 29 millions), une diminution de 15 millions (14 millions après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances, des coûts de 105 millions (65 millions après impôts) en lien avec l'intégration de l'entreprise acquise, une charge de

33 millions (24 millions après impôts) au titre de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à toutes les acquisitions et une perte de 15 millions (15 millions après impôts) découlant des activités de crédit structuré en voie de liquidation prises en compte essentiellement dans les revenus de négociation. Les éléments d'ajustement ont été imputés aux Services d'entreprise, sauf dans le cas de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions qui, lui, a été ventilé aux groupes d'exploitation comme suit : 3 millions (3 millions après impôts) à PE Canada; 23 millions (15 millions après impôts) à PE États-Unis; et 7 millions (6 millions après impôts) au groupe Gestion privée.

Au troisième trimestre de 2011, les éléments d'ajustement s'étaient soldés par une charge nette de 148 millions de dollars après impôts. Les éléments d'ajustement avaient représenté une charge de 53 millions (32 millions après impôts) au titre des coûts d'intégration de l'entreprise acquise, une charge de 17 millions (12 millions après impôts) au titre de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à toutes les acquisitions, une perte de 51 millions (51 millions après impôts) attribuable aux résultats des activités de crédit structuré en voie de liquidation prises en compte essentiellement dans les revenus de négociation, une diminution de 15 millions (11 millions après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances, une charge de 9 millions (6 millions après impôts) sur la couverture du risque de change découlant de l'acquisition de M&I et une charge de 82 millions (58 millions après impôts) au titre des coûts liés à l'acquisition de M&I. Les éléments d'ajustement avaient été imputés aux Services d'entreprise, sauf dans le cas de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions qui, lui, avait été ventilé aux groupes d'exploitation comme suit : 2 millions (2 millions après impôts) à PE Canada; 12 millions (9 millions après impôts) à PE États-Unis; et 2 millions (1 million après impôts) au groupe Gestion privée.

Au deuxième trimestre de 2012, les éléments d'ajustement avaient représenté un avantage net de 46 millions de dollars après impôts, comprenant un avantage net après impôts de 55 millions découlant d'éléments liés au crédit eu égard au portefeuille de prêts productifs acquis auprès de M&I (dont des revenus nets d'intérêts de 152 millions, déduction faite d'une dotation de 62 millions à la provision pour pertes sur créances et des impôts sur le résultat connexes de 35 millions), une diminution de 18 millions (12 millions après impôts) de la provision générale, des coûts de 74 millions (47 millions après impôts) en vue de l'intégration de l'entreprise acquise, une charge de 33 millions (24 millions après impôts) au titre de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, un avantage de 76 millions (73 millions après impôts) attribuable aux activités de crédit structuré en voie de liquidation prises en compte essentiellement dans les revenus de négociation et une charge de restructuration de 31 millions (23 millions après impôts) visant à harmoniser notre structure de coûts et le contexte commercial actuel et celui à venir. Tous les éléments d'ajustement indiqués ci-dessus avaient été imputés aux Services d'entreprise, sauf dans le cas de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions qui, lui, avait été ventilé aux groupes d'exploitation comme suit : 3 millions (3 millions après impôts) à PE Canada; 21 millions (15 millions après impôts) à PE États-Unis; 8 millions (5 millions après impôts) au groupe Gestion privée; et 1 million (1 million après impôts) à BMO Marchés des capitaux.

## État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les périodes de trois mois closes le				Pour les périodes de neuf mois closes le		
	31 juillet 2012	30 avril 2012	31 janvier 2012	31 octobre 2011	31 juillet 2011	31 juillet 2012	31 juillet 2011
<b>Revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions</b>							
Prêts	2 807 \$	2 680 \$	2 868 \$	3 020 \$	2 462 \$	8 355 \$	7 183 \$
Valeurs mobilières	568	536	591	484	574	1 695	1 692
Dépôts à d'autres banques	72	64	45	44	39	181	101
	3 447	3 280	3 504	3 548	3 075	10 231	8 976
<b>Charges d'intérêts</b>							
Dépôts	680	570	628	674	674	1 878	2 019
Dettes subordonnées	37	47	49	43	43	133	114
Titres d'une fiducie de capital (note 12)	12	11	16	18	18	39	58
Autres passifs	493	532	493	551	537	1 518	1 573
	1 222	1 160	1 186	1 286	1 272	3 568	3 764
<b>Revenus nets d'intérêts</b>	2 225	2 120	2 318	2 262	1 803	6 663	5 212
<b>Revenus autres que d'intérêts</b>							
Commissions et droits sur titres	276	303	285	292	297	864	923
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	232	227	240	246	205	699	588
Revenus (pertes) de négociation	140	228	345	(15)	100	713	564
Commissions sur prêts	169	137	160	152	146	466	441
Frais de services de cartes	186	174	167	188	171	527	501
Frais de gestion de placements et de garde de titres	188	179	172	176	131	539	320
Revenus tirés de fonds d'investissement	161	159	159	157	164	479	476
Commissions de prise ferme et de consultation	123	130	78	76	141	331	436
Profits sur titres, autres que de négociation	14	40	42	61	31	96	128
Revenus de change, autres que de négociation	28	51	39	11	38	118	119
Revenus d'assurance	40	105	46	74	47	191	209
Autres	96	106	66	142	46	268	204
	1 653	1 839	1 799	1 560	1 517	5 291	4 909
<b>Total des revenus</b>	3 878	3 959	4 117	3 822	3 320	11 954	10 121
<b>Dotation à la provision pour pertes sur créances</b> (note 3)	237	195	141	362	230	573	850
<b>Charges autres que d'intérêts</b>							
Rémunération du personnel (note 15)	1 337	1 391	1 446	1 311	1 212	4 174	3 516
Bureaux et matériel	473	461	455	464	388	1 389	1 114
Amortissement des immobilisations incorporelles	86	82	83	81	58	251	150
Déplacements et expansion des affaires	116	118	128	106	100	362	276
Communications	79	72	72	75	63	223	184
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	10	11	12	14	12	33	37
Honoraires	161	141	123	154	223	425	470
Autres	222	223	235	227	165	680	562
	2 484	2 499	2 554	2 432	2 221	7 537	6 309
<b>Bénéfice avant charge d'impôts sur le résultat</b>	1 157	1 265	1 422	1 028	869	3 844	2 962
Charge d'impôts sur le résultat	187	237	313	260	161	737	616
<b>Bénéfice net</b>	970 \$	1 028 \$	1 109 \$	768 \$	708 \$	3 107 \$	2 346 \$
Attribuable :							
Aux actionnaires de la Banque	951	1 010	1 090	749	690	3 051	2 292
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	19	18	19	19	18	56	54
<b>Bénéfice net</b>	970 \$	1 028 \$	1 109 \$	768 \$	708 \$	3 107 \$	2 346 \$
<b>Bénéfice par action</b> (en dollars canadiens) (note 16)							
De base	1,42 \$	1,52 \$	1,65 \$	1,12 \$	1,10 \$	4,59 \$	3,80 \$
Dilué	1,42	1,51	1,63	1,11	1,09	4,56	3,74

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

## État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes le				Pour les périodes de neuf mois closes le		
	31 juillet 2012	30 avril 2012	31 janvier 2012	31 octobre 2011	31 juillet 2011	31 juillet 2012	31 juillet 2011
Bénéfice net	970 \$	1 028 \$	1 109 \$	768 \$	708 \$	3 107 \$	2 346 \$
Autres éléments du résultat global (de la perte globale)							
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente							
Profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période [après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (9) \$, de (2) \$, de 10 \$, de (20) \$, de (33) \$, de (1) \$ et de 9 \$]	26	6	(30)	23	54	2	(5)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) pertes au cours de la période [après la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat de 14 \$, de (11) \$, de 22 \$, de 37 \$, de (1) \$, de 25 \$ et de 14 \$]	14	(23)	(33)	(67)	(7)	(42)	(37)
	40	(17)	(63)	(44)	47	(40)	(42)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie							
Profits (pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période [après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (63) \$, de 99 \$, de (19) \$, de (89) \$, de (84) \$, de 17 \$ et de (48) \$]	177	(300)	46	230	208	(77)	98
Reclassement, dans le résultat, de (profits) pertes sur les couvertures de flux de trésorerie [après la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat de 9 \$, de 15 \$, de néant, de 11 \$, de (1) \$, de 24 \$ et de (2) \$]	(29)	(38)	-	(30)	2	(67)	9
	148	(338)	46	200	210	(144)	107
Profit net (perte) provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger							
Profit (perte) latent provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	260	(255)	133	759	64	138	(849)
Incidence de la couverture du profit (de la perte) latent provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger [après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 24 \$, de (23) \$, de 17 \$, de 144 \$, de 10 \$, de 18 \$ et de (170) \$]	(70)	66	(48)	(317)	(23)	(52)	440
	190	(189)	85	442	41	86	(409)
Autres éléments du résultat global (de la perte globale)	378	(544)	68	598	298	(98)	(344)
<b>Total du résultat global</b>	<b>1 348 \$</b>	<b>484 \$</b>	<b>1 177 \$</b>	<b>1 366 \$</b>	<b>1 006 \$</b>	<b>3 009 \$</b>	<b>2 002 \$</b>
Attribuable :							
Aux actionnaires de la Banque	1 329	466	1 158	1 347	988	2 953	1 948
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	19	18	19	19	18	56	54
<b>Total du résultat global</b>	<b>1 348 \$</b>	<b>484 \$</b>	<b>1 177 \$</b>	<b>1 366 \$</b>	<b>1 006 \$</b>	<b>3 009 \$</b>	<b>2 002 \$</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

## Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Au				
	31 juillet 2012	30 avril 2012	31 janvier 2012	31 octobre 2011	31 juillet 2011
<b>Actifs</b>					
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>33 592 \$</b>	34 117 \$	39 553 \$	19 676 \$	33 126 \$
<b>Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques</b>	<b>5 995</b>	7 010	7 603	5 980	7 049
<b>Valeurs mobilières</b>					
Titres de négociation	70 045	71 432	71 018	69 925	72 671
Titres disponibles à la vente (note 2)	59 297	54 906	54 545	51 426	47 141
Titres divers	877	781	825	764	810
	<b>130 219</b>	127 119	126 388	122 115	120 622
<b>Titres pris en pension ou empruntés</b>	<b>45 535</b>	42 253	42 608	37 970	38 301
<b>Prêts</b> (notes 3 et 6)					
Prêts hypothécaires à l'habitation	85 595	82 260	81 317	81 075	80 977
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	60 792	60 002	59 688	59 445	58 035
Prêts sur cartes de crédit	7 837	7 861	7 871	8 038	8 026
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	92 870	89 800	88 719	84 883	82 995
	<b>247 094</b>	239 923	237 595	233 441	230 033
Engagements de clients aux termes d'acceptations	8 013	7 406	6 782	7 227	7 000
Provision pour pertes sur créances (note 3)	<b>(1 755)</b>	(1 807)	(1 756)	(1 783)	(1 706)
	<b>253 352</b>	245 522	242 621	238 885	235 327
<b>Autres actifs</b>					
Instruments dérivés	52 263	46 760	58 219	55 113	47 359
Bureaux et matériel	2 059	2 033	2 020	2 061	1 921
Écart d'acquisition (note 9)	3 732	3 702	3 656	3 649	3 442
Immobilisations incorporelles	1 572	1 541	1 558	1 562	1 511
Actifs d'impôt exigible	1 141	2 187	1 504	1 319	1 177
Actifs d'impôt différé	3 000	2 820	3 090	3 355	3 369
Actifs divers	9 788	10 439	9 440	8 890	8 832
	<b>73 555</b>	69 482	79 487	75 949	67 611
<b>Total des actifs</b>	<b>542 248 \$</b>	525 503 \$	538 260 \$	500 575 \$	502 036 \$
<b>Passifs et capitaux propres</b>					
<b>Dépôts</b> (note 10)					
Banques	23 314 \$	22 508 \$	20 150 \$	20 877 \$	22 950 \$
Entreprises et administrations publiques	183 698	171 539	173 852	159 209	148 848
Particuliers	121 956	122 020	122 555	122 287	120 249
	<b>328 968</b>	316 067	316 557	302 373	292 047
<b>Autres passifs</b>					
Instruments dérivés	53 132	46 472	55 157	50 934	43 596
Acceptations	8 013	7 406	6 782	7 227	7 000
Titres vendus à découvert	22 523	23 834	21 269	20 207	21 892
Titres mis en pension ou prêtés	47 145	46 076	51 952	32 078	48 426
Passifs d'impôt exigible	294	1 017	634	591	456
Passifs d'impôt différé	191	207	225	314	329
Passifs divers	48 029	50 295	51 342	52 846	55 311
	<b>179 327</b>	175 307	187 361	164 197	177 010
<b>Dettes subordonnées</b> (note 11)	<b>4 107</b>	5 276	5 362	5 348	5 284
<b>Titres d'une fiducie de capital</b> (note 12)	<b>450</b>	462	450	821	821
<b>Capitaux propres</b>					
Capital social (note 13)	14 213	14 033	14 260	14 193	14 114
Surplus d'apport	216	215	119	113	111
Résultats non distribués	12 977	12 512	11 986	11 381	11 117
Cumul des autres éléments du résultat global	568	190	734	666	68
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	<b>27 974</b>	26 950	27 099	26 353	25 410
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 422	1 441	1 431	1 483	1 464
Total des capitaux propres	<b>29 396</b>	28 391	28 530	27 836	26 874
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>542 248 \$</b>	525 503 \$	538 260 \$	500 575 \$	502 036 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

## État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2012	31 juillet 2011	31 juillet 2012	31 juillet 2011
<b>Actions privilégiées</b>				
Solde au début de la période	2 465 \$	2 861 \$	2 861 \$	2 571 \$
Émises au cours de la période	-	-	-	290
Rachetées au cours de la période (note 13)	-	-	(396)	-
Solde à la fin de la période	2 465	2 861	2 465	2 861
<b>Actions ordinaires</b>				
Solde au début de la période	11 568	7 090	11 332	6 927
Émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	169	43	367	135
Émises en vertu du régime d'options sur actions	9	17	47	88
Émises à l'échange d'actions d'une filiale	2	-	2	-
Émises à l'acquisition d'une entreprise (note 8)	-	4 103	-	4 103
Solde à la fin de la période	11 748	11 253	11 748	11 253
<b>Surplus d'apport</b>				
Solde au début de la période	215	101	113	91
Charges liées aux options sur actions/options exercées	1	10	7	20
Écart de conversion lié au rachat d'actions privilégiées (note 13)	-	-	96	-
Solde à la fin de la période	216	111	216	111
<b>Résultats non distribués</b>				
Solde au début de la période	12 512	10 913	11 381	10 181
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	951	690	3 051	2 292
Dividendes - Actions privilégiées	(32)	(39)	(103)	(109)
- Actions ordinaires	(454)	(446)	(1 352)	(1 242)
Charges liées à l'émission d'actions	-	(1)	-	(5)
Solde à la fin de la période	12 977	11 117	12 977	11 117
<b>Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux titres disponibles à la vente</b>				
Solde au début de la période	242	319	322	408
Profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente survenant au cours de la période [après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (9) \$, de (33) \$, de (1) \$ et de 9 \$]	26	54	2	(5)
Reclassement dans le résultat des (profits) pertes de la période [après la charge (le recouvrement) d'impôts de 14 \$, de (1) \$, de 25 \$ et de 14 \$]	14	(7)	(42)	(37)
Solde à la fin de la période	282	366	282	366
<b>Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux couvertures de flux de trésorerie</b>				
Solde au début de la période	19	(99)	311	4
Profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie survenant au cours de la période [déduction faite (de la charge) du recouvrement d'impôts sur le résultat de (63) \$, de (84) \$, de 17 \$ et de (48) \$]	177	208	(77)	98
Reclassement dans le résultat des (profits) pertes sur les couvertures de flux de trésorerie [déduction faite de la charge (du recouvrement) d'impôts sur le résultat de 9 \$, de (1) \$, de 24 \$ et de (2) \$]	(29)	2	(67)	9
Solde à la fin de la période	167	111	167	111
<b>Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger</b>				
Solde au début de la période	(71)	(450)	33	-
Profit (perte) latent à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	260	64	138	(849)
Incidence de la couverture du profit (de la perte) latent à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger [après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 24 \$, de 10 \$, de 18 \$ et de (170) \$]	(70)	(23)	(52)	440
Solde à la fin de la période	119	(409)	119	(409)
<b>Total du cumul des autres éléments du résultat global</b>	<b>568</b>	<b>68</b>	<b>568</b>	<b>68</b>
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>27 974 \$</b>	<b>25 410 \$</b>	<b>27 974 \$</b>	<b>25 410 \$</b>
<b>Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales</b>				
Solde au début de la période	1 441	1 480	1 483	1 501
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	19	18	56	54
Dividendes à la participation ne donnant pas le contrôle	(32)	(31)	(68)	(66)
Autres	(6)	(3)	(49)	(25)
Solde à la fin de la période	1 422	1 464	1 422	1 464
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>29 396 \$</b>	<b>26 874 \$</b>	<b>29 396 \$</b>	<b>26 874 \$</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

## État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2012	31 juillet 2011	31 juillet 2012	31 juillet 2011
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>				
Bénéfice net	970 \$	708 \$	3 107 \$	2 346 \$
Ajustements en vue de déterminer les entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités opérationnelles				
Réduction de valeur pour dépréciation de titres, autres que de négociation	2	1	5	2
(Profit net) sur les titres, autres que de négociation	(16)	(31)	(101)	(130)
(Augmentation) diminution nette des titres de négociation	1 645	217	(123)	(1 595)
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	237	230	573	850
Variation des instruments dérivés – (Augmentation) diminution des actifs dérivés	(5 769)	(3 531)	2 161	1 452
– Augmentation (diminution) des passifs dérivés	6 769	2 546	2 743	(3 061)
Amortissement des bureaux et du matériel	90	74	269	218
Amortissement des immobilisations incorporelles	86	58	251	150
(Augmentation) diminution nette de l'actif d'impôt différé	(115)	223	401	108
(Diminution) nette du passif d'impôt différé	(16)	(195)	(123)	(230)
(Augmentation) diminution nette de l'actif d'impôt exigible	1 077	(63)	199	100
(Diminution) nette du passif d'impôt exigible	(725)	(42)	(296)	(106)
Variation des intérêts courus – diminution des intérêts à recevoir	182	168	89	160
– (diminution) des intérêts à payer	(107)	(1)	(186)	(50)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	(1 230)	2 877	(4 761)	225
Augmentation nette des dépôts	10 667	3 121	24 220	12 960
(Augmentation) nette des prêts	(6 507)	(571)	(14 027)	(4 223)
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	(1 412)	1 182	2 299	8 046
Augmentation nette des titres mis en pension ou prêtés	931	9 303	15 411	8 949
(Augmentation) nette des titres pris en pension ou empruntés	(3 169)	(5 106)	(7 792)	(11 413)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités opérationnelles	3 590	11 168	24 319	14 758
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>				
Augmentation (diminution) nette des passifs de filiales	24	(2 192)	(281)	(2 111)
Produit de l'émission d'obligations couvertes (note 10)	-	-	2 000	1 500
Remboursement de dette subordonnée (note 11)	(1 200)	-	(1 200)	-
Produit de l'émission de dette subordonnée (note 11)	-	-	-	1 500
Rachat d'actions privilégiées (note 13)	-	-	(396)	-
Produit de l'émission d'actions privilégiées (note 13)	-	-	-	290
Rachat de titres d'une fiducie de capital (note 12)	-	-	(400)	(400)
Frais d'émission d'actions	-	(1)	-	(5)
Produit de l'émission d'actions ordinaires	12	19	53	93
Dividendes versés en trésorerie	(318)	(444)	(1 092)	(1 221)
Dividendes versés en trésorerie aux actionnaires ne détenant pas le contrôle	(32)	(31)	(68)	(66)
(Sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(1 514)	(2 649)	(1 384)	(420)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>				
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	1 063	307	(11)	(233)
Achats de titres, autres que de négociation	(9 978)	(4 589)	(29 590)	(13 733)
Échéances de titres, autres que de négociation	3 291	2 069	9 272	9 584
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	2 815	3 171	12 268	8 153
Produit de la vente de terrains et d'immeubles	-	1	-	1
Bureaux et matériel – achats nets	(105)	(137)	(260)	(247)
Logiciels achetés et développés – achats nets	(93)	(69)	(245)	(187)
Achat d'actions privilégiées et de bons de souscription en vertu du Troubled Asset Relief Program	-	(1 642)	-	(1 642)
Acquisitions (note 8)	(20)	789	(20)	683
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(3 027)	(100)	(8 586)	2 379
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	426	207	(433)	(1 051)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(525)	8 626	13 916	15 666
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	34 117	24 500	19 676	17 460
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>33 592 \$</b>	<b>33 126 \$</b>	<b>33 592 \$</b>	<b>33 126 \$</b>
<b>Composition :</b>				
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques	32 498 \$	31 684 \$	32 498 \$	31 684 \$
Chèques et autres effets en transit, montant net	1 094	1 442	1 094	1 442
	33 592 \$	33 126 \$	33 592 \$	33 126 \$
<b>Autres renseignements sur les flux de trésorerie :</b>				
Inclusion dans les entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités opérationnelles :				
Montant d'intérêts versés au cours de la période	1 328 \$	1 298 \$	3 758 \$	3 840 \$
Montant d'impôts sur le résultat payés (reçus) au cours de la période	(10) \$	283 \$	449 \$	558 \$
Montant des intérêts et des dividendes reçus au cours de la période	3 601 \$	3 227 \$	10 245 \$	9 109 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

31 juillet 2012 (non audité)

## Note 1 : Mode de présentation

La Banque de Montréal (la Banque) est une société ouverte constituée au Canada et dont le siège social se trouve à Montréal, au Canada. La Banque est un fournisseur de services financiers hautement diversifiés et offre une vaste gamme de produits et de services dans les domaines des services bancaires de détail, de la gestion de patrimoine et des services de banque d'affaires.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été établis conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Il s'agit du premier exercice de présentation de l'information conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Par conséquent, les dispositions de l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, ont été appliquées. Nous nous conformons également aux interprétations des IFRS qu'en fait notre organisme de réglementation, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

Antérieurement, nos états financiers consolidés étaient dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR canadiens), tels qu'ils étaient auparavant définis et tels qu'ils sont décrits dans les notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2011 qui figurent aux pages 119 à 180 de notre Rapport annuel 2011. Les PCGR canadiens, tels qu'ils étaient auparavant définis, diffèrent à certains égards des IFRS. Afin de nous conformer à ces dernières, nous avons modifié certaines méthodes comptables, le classement et l'évaluation utilisés

antérieurement dans les états financiers dressés selon les PCGR canadiens ainsi que les informations que nous y présentions. Des informations concernant les méthodes comptables appliquées aux termes des IFRS, les estimations importantes et les modifications futures des normes IFRS ainsi que des informations financières comparatives, incluant un bilan d'ouverture à la date de transition et l'incidence sur l'état consolidé des flux de trésorerie, sont présentées aux pages 45 à 88 des notes afférentes à nos états financiers consolidés intermédiaires pour le trimestre clos le 30 avril 2012. Il n'y a pas eu de changement de nos méthodes comptables aux termes des IFRS au cours du trimestre clos le 31 juillet 2012.

La note 19 renferme des rapprochements ainsi que des descriptions des répercussions du passage des PCGR canadiens aux IFRS sur l'état consolidé des résultats, l'état consolidé du résultat global et l'état consolidé des variations des capitaux propres pour les trimestres clos en juillet 2011 et en octobre 2011. Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon les méthodes comptables que nous prévoyons employer aux fins de nos états financiers consolidés annuels de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012. Ces méthodes comptables sont fondées sur les IFRS, qui, le croyons-nous, devraient s'appliquer à ce moment. La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par notre Conseil d'administration le 28 août 2012.

## Note 2 : Valeurs mobilières

### Profits et pertes latents

Le tableau qui suit présente un sommaire des profits et des pertes latents sur les titres disponibles à la vente.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2012				31 octobre 2011			
	Titres disponibles à la vente				Titres disponibles à la vente			
	Coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	20 813	300	5	21 108	19 757	478	40	20 195
des administrations provinciales et municipales canadiennes	3 101	47	11	3 137	1 484	82	79	1 487
l'administration fédérale américaine	8 479	226	-	8 705	4 498	172	-	4 670
des municipalités, agences et États américains	3 882	72	7	3 947	3 553	76	2	3 627
d'autres administrations publiques	6 639	10	8	6 641	8 524	13	8	8 529
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires - Canada 1)	646	6	-	652	856	18	-	874
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires - États-Unis	6 345	70	19	6 396	5 022	106	2	5 126
Titres de créance d'entreprises	7 291	134	9	7 416	5 455	56	15	5 496
Titres de participation d'entreprises	1 229	69	3	1 295	1 352	78	8	1 422
<b>Total</b>	<b>58 425</b>	<b>934</b>	<b>62</b>	<b>59 297</b>	<b>50 501</b>	<b>1 079</b>	<b>154</b>	<b>51 426</b>

1) Ces montants sont étayés par des prêts hypothécaires assurés.

### Note 3 : Prêts et provision pour pertes sur créances

#### Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances figurant à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à d'autres instruments de crédit. La portion liée aux autres

instruments de crédit est comptabilisée dans les passifs divers à notre bilan consolidé. Au 31 juillet 2012, la provision pour pertes sur créances liées aux autres instruments de crédit figurant dans les passifs divers totalisait 218 millions de dollars (176 millions au 31 juillet 2011).

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre provision pour pertes sur créances.

(en millions de dollars canadiens)

	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	31 juillet 2012	31 juillet 2011	31 juillet 2012	31 juillet 2011	31 juillet 2012	31 juillet 2011	31 juillet 2012	31 juillet 2011	31 juillet 2012	31 juillet 2011
Pour les trimestres clos le										
Provision spécifique au début de la période	60	68	59	59	419	427	-	-	538	554
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	43	19	169	159	17	67	-	-	229	245
Recouvrements	4	1	39	34	153	26	-	-	196	61
Montants sortis du bilan	(36)	(22)	(209)	(193)	(164)	(123)	-	-	(409)	(338)
Change et autres	6	1	6	6	(78)	(9)	-	-	(66)	(2)
Provision spécifique à la fin de la période	77	67	64	65	347	388	-	-	488	520
Provision générale au début de la période	42	32	633	549	764	752	26	38	1 465	1 371
Dotation à la provision générale pour pertes sur créances	(2)	(1)	(23)	-	35	(12)	(2)	(2)	8	(15)
Change et autres	-	-	-	-	12	6	-	-	12	6
Provision générale à la fin de la période	40	31	610	549	811	746	24	36	1 485	1 362
Total de la provision	117	98	674	614	1 158	1 134	24	36	1 973	1 882
Composition : Prêts	110	98	674	614	947	958	24	36	1 755	1 706
Autres instruments de crédit	7	-	-	-	211	176	-	-	218	176

(en millions de dollars canadiens)

	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	31 juillet 2012	31 juillet 2011	31 juillet 2012	31 juillet 2011	31 juillet 2012	31 juillet 2011	31 juillet 2012	31 juillet 2011	31 juillet 2012	31 juillet 2011
Pour les périodes de neuf mois closes le										
Provision spécifique au début de la période	74	52	59	47	426	481	-	10	559	590
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	85	79	513	498	(52)	260	-	(10)	546	827
Recouvrements	54	4	118	94	444	72	-	-	616	170
Montants sortis du bilan	(126)	(64)	(620)	(580)	(438)	(368)	-	-	(1 184)	(1 012)
Change et autres	(10)	(4)	(6)	6	(33)	(57)	-	-	(49)	(55)
Provision spécifique à la fin de la période	77	67	64	65	347	388	-	-	488	520
Provision générale au début de la période	36	23	565	477	817	839	34	44	1 452	1 383
Dotation à la provision générale pour pertes sur créances	4	8	45	72	(12)	(49)	(10)	(8)	27	23
Change et autres	-	-	-	-	6	(44)	-	-	6	(44)
Provision générale à la fin de la période	40	31	610	549	811	746	24	36	1 485	1 362
Total de la provision	117	98	674	614	1 158	1 134	24	36	1 973	1 882
Composition : Prêts	110	98	674	614	947	958	24	36	1 755	1 706
Autres instruments de crédit	7	-	-	-	211	176	-	-	218	176

Des revenus d'intérêts sur les prêts douteux de 39 millions et de 112 millions de dollars, respectivement, ont été inscrits pour le trimestre et la période de neuf mois close le 31 juillet 2012 (22 millions et 72 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2011).

#### Prêts acquis

Nous comptabilisons tous les prêts que nous acquérons à la juste valeur à la date à laquelle nous en faisons l'acquisition. La juste valeur du portefeuille de prêts acquis tient compte du montant estimé de la prime ou de l'escompte de taux d'intérêt sur les prêts, ce montant correspondant à l'écart entre le taux d'intérêt contractuel des prêts et les taux d'intérêt en vigueur (l'ajustement au titre du taux d'intérêt). La juste valeur tient

également compte du montant estimé des pertes sur créances prévues (l'ajustement au titre des pertes sur créances) à la date d'acquisition. L'ajustement au titre des pertes sur créances comporte deux volets : le montant estimé des pertes courantes du portefeuille de prêts acquis à la date d'acquisition qui n'étaient pas encore constatées à cette date (l'ajustement au titre des pertes sur créances subies) et le montant correspondant aux pertes futures attendues (l'ajustement au

titre des pertes sur créances futures). En raison de la comptabilisation des prêts à la juste valeur, aucune provision pour pertes sur créances ne figure à notre bilan consolidé à la date d'acquisition des prêts. Nous déterminons la juste valeur en estimant les flux de trésorerie, sous forme de capital et d'intérêts, qui devraient être perçus sur les prêts et en actualisant ces flux au taux d'intérêt du marché. Dans le cas des prêts aux entreprises, nous estimons les flux de trésorerie que nous devrions toucher en procédant à l'examen de chacun de ces prêts. Pour ce qui est des prêts aux particuliers, nous utilisons des modèles qui tiennent compte des meilleures estimations de la direction quant aux hypothèses clés, telles que les taux de défaut, l'ampleur des pertes, le calendrier des remboursements anticipés et les garanties.

Les prêts acquis sont classés dans les catégories suivantes : ceux dont les paiements de capital et d'intérêts, à la date d'acquisition, continuaient d'être effectués dans les délais (les prêts productifs acquis) et ceux pour lesquels il n'était plus raisonnablement assuré que les paiements de capital et d'intérêts, à la date d'acquisition, soient effectués dans les délais (les prêts douteux acquis, ou PDA). Étant donné que les prêts douteux acquis sont inscrits à la juste valeur à la date d'acquisition, d'après le montant qui devrait être perçu, aucun d'eux n'est considéré comme douteux à cette date.

Après la date d'acquisition, nous comptabilisons chaque catégorie de prêts de la manière décrite ci-dessous.

#### *Prêts productifs acquis*

Dans le cas des prêts productifs à échéance fixe, l'ajustement au titre du taux d'intérêt et l'ajustement au titre des pertes sur créances futures sont entièrement amortis dans les revenus nets d'intérêts sur la durée prévue du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances sont constatées au fur et à mesure qu'elles surviennent suivant notre méthode comptable applicable aux prêts montés. Les pertes sur créances subies sont réévaluées au cours de chaque période de présentation de l'information financière suivant la méthode utilisée pour la provision générale, et toute hausse est comptabilisée dans la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les baisses des pertes sur créances subies sont comptabilisées dans la dotation à la provision pour pertes sur créances jusqu'à ce que la provision générale cumulative soit épuisée. Toute diminution supplémentaire est comptabilisée dans les revenus nets d'intérêts.

En ce qui concerne les prêts renouvelables, l'ajustement au titre du taux d'intérêt de même que les ajustements au titre des pertes sur créances subies et futures sont amortis dans les revenus nets d'intérêts selon le mode linéaire, sur la durée contractuelle des prêts. Au fur et à mesure que l'ajustement au titre des pertes sur créances subies est amorti, nous comptabilisons, suivant la méthode employée pour la provision générale, une provision pour pertes sur créances d'un montant nous permettant d'éponger les pertes sur créances liées à ces prêts.

À mesure que les prêts sont remboursés, l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel non amorti relatif à ces prêts est comptabilisé dans les revenus nets d'intérêts sur la période de remboursement du prêt.

Au 31 juillet 2012, l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel sur les prêts à terme productifs acquis, les prêts renouvelables et les autres prêts productifs s'établissait à 975 millions de dollars, à 354 millions et à 28 millions, respectivement (1 497 millions, 589 millions et à 47 millions, respectivement, au 31 octobre 2011). Du total de l'ajustement au titre des pertes sur créances relatif aux prêts productifs de 1 357 millions de dollars, une tranche de 671 millions sera amortie sur la durée résiduelle du portefeuille. Une tranche de 686 millions de dollars ne sera pas amortie et sera comptabilisée soit dans les revenus nets d'intérêts, soit dans les dotations à la provision pour pertes sur créances lorsque les prêts seront remboursés ou que des changements de la qualité de crédit du portefeuille surviendront.

#### *Prêts douteux acquis*

Après la date d'acquisition, nous réévaluons régulièrement le montant que nous prévoyons recouvrer sur les prêts douteux acquis. Une hausse des flux de trésorerie attendus entraîne une reprise sur la dotation à la provision pour pertes sur créances ainsi qu'une diminution de tout montant constaté à l'égard de la provision ou, si aucune provision de cette nature n'existe, une hausse de la valeur comptable des prêts acquis. Une baisse des flux de trésorerie attendus se solde par une dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances et par une augmentation de la provision. L'ajustement au titre du taux d'intérêt des prêts douteux acquis est amorti dans les revenus nets d'intérêts selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de vie effective du prêt. À mesure que les prêts sont remboursés, l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel relatif à ces prêts est comptabilisé dans la dotation à la provision pour pertes sur créances sur la période de remboursement du prêt.

Au 31 juillet 2012, l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel relatif aux prêts douteux acquis s'établissait à 619 millions de dollars (1 209 millions au 31 octobre 2011).

#### **Engagements et lettres de crédit non capitalisés repris**

En lien avec notre acquisition de Marshall & Ilsley Corporation (M&I), nous avons constaté un passif de 192 millions de dollars lié aux engagements et lettres de crédit non capitalisés. Le total de l'ajustement au titre des pertes sur créances et de celui au titre du taux d'intérêt associé aux engagements et lettres de crédit non capitalisés est amorti par imputations aux revenus nets d'intérêts selon le mode linéaire et sur la durée contractuelle des passifs repris. Au fil de l'amortissement de l'ajustement au titre des pertes sur créances, une provision générale d'un montant approprié est constituée, conformément à la méthode que nous utilisons à l'égard d'une telle provision.

Au 31 juillet 2012, l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel relatif aux engagements et lettres de crédit non capitalisés se chiffrait à 124 millions de dollars (178 millions au 31 octobre 2011).

#### **Prêts couverts par FDIC**

Les prêts acquis dans le cadre de notre acquisition d'AMCORE Bank sont assujettis à une entente de partage des pertes conclue avec Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC). Aux termes

de cette entente, FDIC nous rembourse 80 % des pertes nettes que nous subissons sur ces prêts.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012, nous avons inscrit de nouvelles dotations à la provision pour pertes sur créances et des recouvrements de 1 million et de 2 millions de dollars, respectivement, relativement aux prêts visés par l'entente de partage des pertes avec FDIC (des

#### **Note 4 : Gestion des risques**

Nous avons recours à une méthode globale pour repérer, évaluer, surveiller et gérer les risques auxquels nous devons faire face à l'échelle de l'organisation. Les principaux risques liés aux instruments financiers sont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché et le risque de liquidité et de financement.

##### **Risque de crédit et de contrepartie**

Nous sommes exposés au risque de crédit en raison de la possibilité que des contreparties ne s'acquittent pas de leurs obligations financières envers nous. Le risque de crédit est lié principalement aux prêts, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et aux autres instruments de crédit. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel nous devons faire face.

##### **Risque de marché**

Le risque de marché représente le risque que la valeur de nos actifs et de nos passifs affiche des fluctuations négatives à cause de la variation de certains paramètres du marché, tels les taux d'intérêt, les cours de change, les cours des actions, le prix des produits de base et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts

#### **Note 5 : Garanties**

Dans le cadre normal des activités, nous utilisons divers types de garanties, les principaux étant présentés ci-dessous.

##### **Lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires**

Les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires représentent notre engagement à effectuer des paiements à des tiers pour le compte d'une autre partie si cette dernière n'est pas en mesure d'effectuer les paiements requis ou de respecter ses autres engagements contractuels. Le montant maximal à payer en vertu des lettres de crédit de soutien et des cautionnements bancaires était de 11 893 millions de dollars au 31 juillet 2012 (11 880 millions au 31 octobre 2011). La majorité de ces engagements ont une échéance d'au plus un an. Les sûretés exigées relativement aux lettres de crédit de soutien et aux cautionnements bancaires sont conformes aux sûretés que nous exigeons pour les prêts. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis en lien avec ces engagements.

Au 31 juillet 2012, un montant de 28 millions de dollars (45 millions au 31 octobre 2011) était inclus dans les autres passifs relativement à des parties qui étaient visées par un cautionnement bancaire et qui n'étaient pas en mesure de satisfaire à leur obligation envers des tiers (voir la note 3).

de dotations à la provision pour pertes sur créances et des recouvrements de 5 millions et de (10) millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2011). Ces montants sont présentés déduction faite des montants qui devraient nous être remboursés par cet organisme.

de taux et le risque de migration du crédit. Nous sommes exposés au risque de marché du fait de nos activités de négociation et de prise ferme, ainsi que de nos activités bancaires structurelles.

##### **Risque de liquidité et de financement**

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si nous ne sommes pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Notre politique consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, y compris nos obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi qu'à nos engagements au titre de prêts, d'investissements et de nantissements, et ce, même en période difficile. La gestion du risque de liquidité et de financement est essentielle au maintien de la confiance des déposants et à la stabilité du bénéfice.

Les principales mesures au 31 juillet 2012 sont exposées dans la section Gestion des risques, aux pages 12 à 15 de notre Rapport de gestion figurant dans le Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre.

Aucun autre montant n'était inclus dans notre bilan consolidé au 31 juillet 2012 ou au 31 octobre 2011 relativement à ces lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires.

##### **Concours et autres facilités de trésorerie**

Les concours de trésorerie sont fournis à des programmes de papier commercial adossé à des actifs (PCAA), qui sont administrés par nous ou par des tiers, et constituent une source de financement de substitution advenant que ces programmes ne puissent accéder aux marchés du PCAA ou lorsque les actifs financiers détenus par ces programmes n'atteignent pas les objectifs de rendement prédéterminés. Les modalités des concours de trésorerie ne nous obligent pas à avancer des sommes aux programmes en question en cas de faillite de l'emprunteur. La durée des concours de trésorerie ne dépasse habituellement pas une année, mais elle peut être de plusieurs années.

Le montant maximal à payer en vertu de ces concours et autres facilités de trésorerie totalisait 4 537 millions de dollars au 31 juillet 2012 (3 708 millions au 31 octobre 2011). Au 31 juillet 2012, une somme de 99 millions était en cours sur des facilités utilisées conformément aux modalités des concours de trésorerie (84 millions au 31 octobre 2011).

## Rehaussements de crédit

Lorsque les conditions le justifient, nous fournissons des rehaussements partiels de crédit pour des transactions effectuées dans le cadre de programmes de PCAA que nous administrons ou qui le sont par des tiers. Les rehaussements de crédit sont compris dans les concours de trésorerie.

## Facilités de financement de premier rang

En plus de notre investissement dans les billets visés par l'Accord de Montréal, nous avons accordé une facilité de prêt de premier rang de 296 millions de dollars au 31 juillet 2012 (300 millions de dollars au 31 octobre 2011). Aucun montant n'y avait été prélevé au 31 juillet 2012 ou au 31 octobre 2011.

## Instruments dérivés

Certains de nos instruments dérivés correspondent à la définition comptable d'une garantie lorsqu'ils obligent l'émetteur à faire des paiements afin de rembourser à leur porteur le montant d'une perte qu'il a subie parce qu'un débiteur a omis de faire les paiements au moment prévu par les modalités d'un instrument de créance. Afin de réduire les risques liés à ces dérivés, nous concluons des contrats qui couvrent les risques en question.

Les swaps sur défaillance position vendeur exigent que nous indemnisons une contrepartie par suite d'un incident de crédit lié à un engagement de référence précis, comme une obligation ou un prêt. Le montant maximal à payer en vertu de swaps sur défaillance est égal à leur montant nominal de référence, soit 29 721 millions de dollars au 31 juillet 2012 (36 135 millions au 31 octobre 2011). La durée de ces contrats varie de moins de un an à 10 ans. La juste valeur des passifs dérivés connexes

## Note 6 : Titrisation

Nous titrisons périodiquement des prêts pour obtenir des sources de financement de substitution. La titrisation consiste à vendre des prêts à des fiduciaires (entités de titrisation) qui

Le tableau qui suit présente les valeurs comptables d'éléments liés aux activités de titrisation effectuées avec des tiers figurant dans notre bilan consolidé ainsi que les passifs connexes, relativement à chaque catégorie d'actifs du bilan.

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2012 1), 2)		31 octobre 2011	
	Valeur comptable des actifs	Passifs connexes	Valeur comptable des actifs	Passifs connexes
Titres disponibles à la vente	1 150		874	
Prêts hypothécaires à l'habitation	10 491		11 758	
	11 641		12 632	
Autres actifs connexes	8 084		8 004	
<b>Total</b>	<b>19 725</b>	<b>19 684</b>	20 636	20 462

1) La juste valeur des actifs titrisés se chiffre à 19 943 millions de dollars et la juste valeur des passifs connexes, à 20 190 millions, pour une position nette de (247) millions. Les actifs titrisés correspondent aux actifs transférés par la Banque à des tiers et comprennent les autres actifs connexes

Les autres actifs connexes représentent des paiements reçus sur des prêts cédés en garantis dans le cadre de titrisations et qui n'ont pas été portés en réduction des passifs connexes. Les paiements reçus sont détenus au nom des investisseurs des entités de titrisation jusqu'au moment où les paiements en

incluse dans les montants relatifs aux instruments dérivés inscrits à notre bilan consolidé était de 294 millions au 31 juillet 2012 (880 millions au 31 octobre 2011).

## Conventions d'indemnisation

Dans le cadre normal des activités, nous concluons diverses conventions prévoyant des indemnisations générales. Ces indemnisations sont habituellement en rapport avec des ventes d'actifs, des placements de titres, des contrats de service, des contrats d'adhésion, des accords de compensation, des contrats sur dérivés et des contrats de crédit-bail. Dans le cadre de l'acquisition de M&I, nous avons acquis des activités de prêt de titres en vertu desquelles des titres appartenant à des clients sont prêtés à des emprunteurs dont le risque de crédit a été évalué selon le même processus d'évaluation du risque de crédit que celui employé pour des prêts et d'autres actifs de crédit. Dans le cadre de ces activités, nous procurons aux prêteurs des indemnisations contre les pertes découlant de l'incapacité des emprunteurs de remettre les titres prêtés à l'échéance. Tous les emprunts sont entièrement garantis par des liquidités ou des titres négociables. Lorsque des titres sont prêtés, la garantie est maintenue à un minimum de 100 % de leur juste valeur et est réévaluée quotidiennement. Le montant des titres prêtés faisant l'objet d'indemnisations s'établissait à 4 595 millions de dollars au 31 juillet 2012 (5 139 millions au 31 octobre 2011). Aucun montant ne figurait dans notre bilan consolidé au 31 juillet 2012 ou au 31 octobre 2011 au titre de ces indemnisations.

achètent ces prêts et émettent ensuite des certificats productifs d'intérêts ou à escompte destinés à des investisseurs.

capital sur ces passifs deviennent exigibles. Aux fins de la comparaison de tous les actifs étayant ces passifs, le montant en cause a, dans le tableau ci-dessus, été ajouté à la valeur comptable des actifs titrisés.

## Note 7 : Entités ad hoc

Le total des actifs dans nos entités ad hoc non consolidées et notre risque de perte sont résumés dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2012								31 octobre 2011		
	Facilités non utilisées <sup>1)</sup>			Titres détenus	Actifs dérivés	Risque de perte		Total des actifs		Risque de perte	Total des actifs
	Total		Total								
<b>Entités ad hoc non consolidées</b>											
Entités de titrisation canadiennes des clients 2)	3 760	257	-	4 017	3 394	3 012	343	2	3 357	2 450	
Entités de gestion de placements structurés 3)	s. o.	9 663	-	9 663	23 679	s. o.	7 331	-	7 331	19 117	
<b>Total</b>	<b>3 760</b>	<b>9 920</b>	<b>-</b>	<b>13 680</b>	<b>27 073</b>	<b>3 012</b>	<b>7 674</b>	<b>2</b>	<b>10 688</b>	<b>21 567</b>	

1) Ces facilités constituent les concours de trésorerie accordés à nos entités de titrisation canadiennes des clients. Aucun concours de trésorerie accordé à nos entités de titrisation canadiennes des clients ne visait un soutien de crédit au 31 juillet 2012 ni au 31 octobre 2011. Aucun montant n'a été prélevé au 31 juillet 2012 ni au 31 octobre 2011.

2) Les titres détenus dans nos entités de titrisation canadiennes des clients sont constitués de papier commercial adossé à des actifs et sont classés dans les titres de négociation et les titres disponibles à la vente. Les actifs détenus par toutes ces entités sont situés au Canada.

3) Nous concluons avec des fonds d'investissement indépendants des contrats sur dérivés visant à fournir à leurs investisseurs le degré de risque qu'ils désirent. Nous couvrons les risques auxquels nous exposent ces instruments dérivés en investissant dans ces fonds d'investissement.

s. o. - sans objet

Le total des actifs dans nos entités ad hoc consolidées et notre risque de perte sont résumés dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2012								31 octobre 2011			
	Facilités non utilisées			Facilités utilisées et prêts accordés	Titres détenus	Actifs dérivés	Risque de perte		Total des actifs		Risque de perte	Total des actifs
	Total <sup>1)</sup>		Total <sup>1)</sup>									
<b>Entités ad hoc consolidées</b>												
Entités de titrisation canadiennes des clients	11	-	559	-	570	584	20	-	89	-	109	89
Entité de titrisation américaine des clients	4 081	64	-	-	4 145	3 474	3 775	116	-	5	3 896	3 348
Entités de titrisation de la Banque 2)	2 550	-	379	24	2 953	8 095	5 100	-	548	94	5 742	10 787
Entité de protection de crédit - Apex 3)	1 030	-	1 376	201	2 607	2 225	1 030	-	1 208	601	2 839	2 219
Entités de gestion de placements structurés	50	1 842	-	-	1 892	1 902	91	2 940	-	19	3 050	2 940
Fiducies de capital et de financement	2 907	11 762	842	99	15 610	15 001	2 459	8 596	1 162	94	12 311	12 520
<b>Total</b>	<b>10 629</b>	<b>13 668</b>	<b>3 156</b>	<b>324</b>	<b>27 777</b>	<b>31 281</b>	<b>12 475</b>	<b>11 652</b>	<b>3 007</b>	<b>813</b>	<b>27 947</b>	<b>31 903</b>

1) Nous consolidons les entités ad hoc présentées dans le tableau; par conséquent, la totalité des opérations et soldes intersociétés entre la Banque et les entités ad hoc consolidées ont été éliminés au moment de la consolidation.

2) Les passifs divers comprennent du PCAA et des titres à terme adossés à des actifs de 7 766 millions de dollars (10 292 millions en 2011) qui financent les entités de titrisation de la Banque.

3) Au 31 juillet 2012 et au 31 octobre 2011, nous avons couvert notre exposition aux billets que nous détenons ainsi que la première tranche de 515 millions de dollars de notre exposition aux termes de la facilité de financement de premier rang.

## Note 8 : Acquisitions

Nous comptabilisons les acquisitions d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'une acquisition est évalué à la juste valeur de la contrepartie, ce qui englobe toute contrepartie conditionnelle. Les frais connexes à l'acquisition sont passés en charges au cours de la période où ils sont engagés. Les actifs identifiables acquis, les passifs identifiables repris et la contrepartie conditionnelle sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition. L'écart d'acquisition est évalué comme étant l'excédent du total de la contrepartie transférée sur le montant net des actifs identifiables acquis et des passifs repris. Les résultats opérationnels des entreprises acquises sont pris en compte dans nos états financiers consolidés à partir de la date d'acquisition.

### CTC Consulting, LLC. (CTC)

Le 11 juin 2012, nous avons conclu l'acquisition de la CTC Consulting, LLC., dont le siège social se trouve aux États-Unis, pour une contrepartie en trésorerie de 20 millions de dollars, sous réserve des ajustements postérieurs à la clôture liés aux capitaux propres. Les coûts d'acquisition de moins de 1 million de dollars ont été passés en charges dans le poste

autres des charges autres que d'intérêts. L'acquisition de CTC nous permettra d'élargir et d'améliorer nos capacités en matière de recherche de gestionnaires et de services-conseils ainsi que notre offre de produits et de services de placement aux clients très fortunés et à certains bureaux diversifiés et conseillers en gestion de patrimoine. Nous renforcerons et étendrons ainsi notre présence aux États-Unis. Dans le cadre de l'acquisition, nous avons obtenu une immobilisation incorporelle constituée de relations clients, laquelle est amortie de façon accélérée sur 15 ans. L'écart d'acquisition n'est pas déductible à des fins fiscales. CTC fait partie de notre unité d'exploitation groupe Gestion privée.

### Marshall & Ilsley Corporation (M&I)

Le 5 juillet 2011, nous avons mené à terme l'acquisition de Marshall & Ilsley Corporation, dont le siège social est situé à Milwaukee, pour une contrepartie d'environ 4,1 milliards de dollars (4,3 milliards de dollars américains) réglée en actions ordinaires, les droits à une fraction de nos actions ordinaires faisant l'objet d'un paiement en trésorerie. Chaque action ordinaire de M&I a été échangée contre 0,1257 action ordinaire,

ce qui a donné lieu à l'émission d'environ 67 millions d'actions ordinaires. La valeur de nos actions ordinaires a été établie selon leur cours à la date de clôture. De plus, immédiatement avant la conclusion de la transaction, nous avons acquis les actions privilégiées et les bons de souscription de M&I auprès du Trésor des États-Unis en vertu du Troubled Asset Relief Program pour 1,6 milliard de dollars (1,7 milliard de dollars américains). Des coûts d'acquisition de 86 millions de dollars ont été comptabilisés en charges au poste autres, des charges autres que d'intérêts. L'acquisition de M&I nous permet de renforcer notre position concurrentielle dans les marchés du Midwest américain. Dans le cadre de cette acquisition, nous avons obtenu une immobilisation incorporelle constituée de dépôts de base amortie de façon accélérée sur une période de dix ans, une immobilisation incorporelle constituée de relations clients amortie de façon accélérée sur une période de 15 ans, une immobilisation incorporelle constituée de portefeuilles de cartes de crédit amortie de façon accélérée sur une période de 15 ans et une immobilisation incorporelle constituée d'une désignation commerciale amortie de façon accélérée sur une période de cinq ans. L'écart d'acquisition lié à cette transaction n'est pas déductible aux fins fiscales. M&I fait partie de nos unités et groupes d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis, groupe Gestion privée, BMO Marchés des capitaux et Services d'entreprise, et l'écart d'acquisition leur a été attribué, sauf dans le cas des Services d'entreprise.

#### **Lloyd George Management (LGM)**

Le 28 avril 2011, nous avons acquis la totalité des actions avec droit de vote en circulation de Lloyd George Management, société de Hong Kong, pour une contrepartie en trésorerie de 82 millions de dollars, sous réserve d'un ajustement postérieur à la conclusion de la transaction établi en fonction du fonds de roulement, majorée d'une contrepartie conditionnelle basée sur l'atteinte de certaines cibles en matière de revenus sur trois ans. En lien avec cette acquisition, nous avons inclus une contrepartie conditionnelle d'environ 13 millions dans le prix d'achat, contrepartie qui devrait être versée au cours d'exercices à venir. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2011, nous avons augmenté de 15 millions le prix d'achat, le portant ainsi à 110 millions, par suite d'une réévaluation des actifs nets acquis et du calcul final des ajustements du fonds de

roulement. Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2012, nous avons diminué notre estimation de la contrepartie conditionnelle à 5 millions de dollars, ce qui a donné lieu à un profit de 3 millions de dollars (nous l'avions diminué à 8 millions au 31 octobre 2011, ce qui avait donné lieu à un profit de 5 millions). Des coûts d'acquisition de 5 millions ont été comptabilisés en charges au poste autres, des charges autres que d'intérêts. L'acquisition de LGM nous permet d'accroître nos capacités en matière de gestion de portefeuilles en Asie et dans les marchés émergents afin de répondre à la demande croissante des clients pour des stratégies de placement à l'échelle mondiale. Dans le cadre de cette acquisition, nous avons acquis une immobilisation incorporelle constituée de relations clients, laquelle est amortie selon le mode linéaire sur une période de 15 ans. L'écart d'acquisition lié à cette transaction n'est pas déductible aux fins fiscales. LGM fait partie de notre groupe d'exploitation groupe Gestion privée.

Les acquisitions suivantes seront conclues au cours des prochains trimestres :

#### *COFCO Trust Co.*

Le 1<sup>er</sup> août 2012, nous avons acquis une participation de 19,99 % dans COFCO Trust Co., qui est une filiale de COFCO Group, l'une des plus grandes sociétés d'État chinoises, dont les activités s'étendent à plusieurs secteurs, y compris l'agriculture et les services financiers. Cet investissement nous donne une occasion importante d'élargir notre gamme de services aux clients à valeur nette élevée ainsi qu'aux clients institutionnels en Chine. COFCO Trust Co. fera partie de notre unité d'exploitation groupe Gestion privée.

#### *Entreprise de gestion de patrimoine en Asie*

Le 24 avril 2012, la Banque a conclu une entente définitive visant l'acquisition d'une entreprise de gestion de patrimoine en Asie. L'entreprise, dont le siège social est situé à Hong Kong et à Singapour, offre des services de banque privée à des clients fortunés de la région Asie-Pacifique. Cette acquisition donnera à BMO des occasions importantes d'élargir son offre de services aux clients fortunés de la région Asie-Pacifique. L'entente est assujettie à l'approbation des organismes de réglementation. L'entreprise de gestion de patrimoine en Asie fera partie de l'unité d'exploitation groupe Gestion privée.

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimées des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition.

(en millions de dollars canadiens)	2012		2011
	CTC	LGM	M&I
Ressources en trésorerie 1)	2	11	2 839
Valeurs mobilières	-	3	5 980
Prêts	-	-	29 046
Bureaux et matériel	1	-	431
Écart d'acquisition	6	70	1 958
Immobilisations incorporelles	11	31	649
Actifs d'impôt différé	-	-	2 160
Autres actifs	2	21	2 265
<b>Total des actifs</b>	<b>22</b>	<b>136</b>	<b>45 328</b>
Dépôts	-	-	33 800
Autres passifs	2	26	7 417
<b>Total des passifs</b>	<b>2</b>	<b>26</b>	<b>41 217</b>
Prix d'achat	20	110	4 111

La ventilation du prix d'achat de CTC pourrait être peaufinée lorsque nous aurons terminé l'évaluation des actifs acquis et des passifs repris.

1) Les ressources en trésorerie acquises dans le cadre de l'acquisition de M&I comprennent de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des dépôts productifs d'intérêts.

## Note 9 : Écart d'acquisition

Lorsque nous procédons à une acquisition, nous attribuons le prix d'achat payé aux actifs acquis, y compris les immobilisations incorporelles identifiables, et aux passifs repris. Tout excédent de la contrepartie transférée sur la juste valeur des actifs nets acquis est considéré comme un écart d'acquisition. L'écart d'acquisition n'est pas amorti.

Aucune perte de valeur pour dépréciation de l'écart d'acquisition n'a été constatée au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012 ou de l'exercice clos le 31 octobre 2011.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'écart d'acquisition, par unité génératrice de trésorerie, pour l'exercice clos le 31 octobre 2011 et la période de neuf mois close le 31 juillet 2012.

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires Particuliers et entreprises			Groupe Gestion privée		BMO Marchés des capitaux	Total			
	PE Canada	PE États-Unis	Total	Services de placement	Produits de placement	Gestion bancaire privée		Assurance	Total	
Écart d'acquisition au 1 <sup>er</sup> novembre 2010	123	1 020	1 143	68	216	77	2	363	113	1 619
Acquisitions durant la période	-	1 478	1 478	-	157	257	-	414	76	1 968
Autres 1)	(1)	47	46	-	4	10	-	14	2	62
Écart d'acquisition au 31 octobre 2011	122	2 545	2 667	68	377	344	2	791	191	3 649
Acquisitions durant la période	-	-	-	-	-	6	-	6	-	6
Autres 1)	-	61	61	-	4	9	-	13	3	77
Écart d'acquisition au 31 juillet 2012	122 2)	2 606 3)	2 728	68 4)	381 5)	359 6)	2	810	194 7)	3 732

1) Les autres variations de l'écart d'acquisition comprennent l'incidence de la conversion en dollars canadiens de l'écart d'acquisition libellé en monnaies étrangères ainsi que les ajustements relatifs à la méthode de l'acquisition en ce qui concerne les acquisitions des exercices précédents.

2) Concerne essentiellement Corporation Solutions Moneris, bcpbank Canada et Diners Club.

3) Concerne essentiellement New Lenox State Bank, First National Bank of Joliet, Household Bank (succursales), Mercantile Bancorp, Inc., Villa Park Trust Savings Bank, First National Bank & Trust, Ozaukee Bank, Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc., AMCORE et M&I.

4) Concerne Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée.

5) Concerne Groupe de fonds Guardian Ltée, Pyrford International plc, Integra GRS, LGM et M&I.

6) Concerne essentiellement Harris myCFO, Inc., Stoker Ostler Wealth Advisors, Inc., M&I et CTC.

7) Concerne Gerard Klauer Mattison Co., Inc., Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée, Griffin, Kubik, Stephens & Thompson, Inc., Paloma Securities L.L.C et M&I.

## Note 10 : Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue				Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe		Total	
	Productifs d'intérêts		Non productifs d'intérêts		31 juillet	31 octobre	31 juillet	31 octobre	31 juillet	31 octobre
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011
Catégories de déposants :										
Banques	735	747	612	541	3 101	2 423	18 866	17 166	23 314	20 877
Entreprises et administrations publiques 1)	15 700	11 839	20 313	18 769	39 400	37 953	108 285	90 648	183 698	159 209
Particuliers	4 991	7 170	10 242	9 438	63 391	59 313	43 332	46 366	121 956	122 287
Total 2) 3)	21 426	19 756	31 167	28 748	105 892	99 689	170 483	154 180	328 968	302 373
Domiciliation :										
Canada	19 730	18 845	23 678	21 059	57 456	51 340	95 375	96 434	196 239	187 678
États-Unis	1 406	496	7 375	7 562	47 694	47 767	60 198	43 881	116 673	99 706
Autres pays	290	415	114	127	742	582	14 910	13 865	16 056	14 989
Total	21 426	19 756	31 167	28 748	105 892	99 689	170 483	154 180	328 968	302 373

1) Les dépôts à terme fixe des entreprises et administrations publiques comprennent des émissions d'obligations couvertes de 1 milliard d'euros échéant en janvier 2013, de 2 milliards de dollars américains échéant en octobre 2014, de 2 milliards de dollars américains échéant en juin 2015, de 1,5 milliard de dollars américains échéant en janvier 2016 et de 2 milliards de dollars américains échéant en janvier 2017, lesquelles portent respectivement intérêt à 4,25 %, à 1,30 %, à 2,85 %, à 2,63 % et à 1,95 % (au 31 octobre 2011, 1 milliard d'euros échéant en janvier 2013, 2 milliards de dollars américains échéant en octobre 2014, 2 milliards de dollars

américains échéant en juin 2015 et 1,5 milliard de dollars américains échéant en janvier 2016 et portant intérêt à 4,25 %, à 1,30 %, à 2,85 % et à 2,63 %, respectivement).

2) Comprend les billets structurés désignés aux termes de l'option de la juste valeur.

3) Au 31 juillet 2012 et au 31 octobre 2011, le total des dépôts à terme fixe comprenait respectivement 20 737 millions de dollars et 18 190 millions de dollars de fonds fédéraux achetés, de papier commercial émis et d'autres éléments du passif-dépôts.

Au cours des trimestres clos les 31 juillet 2012 et 2011, nous n'avons pas émis d'obligations couvertes.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2012, nous avons émis des obligations couvertes - série 5 d'un montant de 2,0 milliards de dollars américains. Ce dépôt porte intérêt au taux de 1,95 % et arrive à échéance le 30 janvier 2017.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2011, nous avons émis des obligations couvertes - série 3 d'un montant de 1,5 milliard de dollars américains. Ce dépôt porte intérêt au taux de 2,63 % et arrive à échéance le 25 janvier 2016.

Les dépôts à vue sont constitués essentiellement des comptes de chèques de nos clients, comptes dont certains sont productifs d'intérêts. Nos clients n'ont pas l'obligation de nous donner un préavis avant de retirer des fonds de leurs comptes de chèques.

Les dépôts à préavis sont constitués principalement des comptes d'épargne de nos clients; ces comptes sont productifs d'intérêts.

Les dépôts à terme fixe sont constitués des dépôts suivants :

- Les divers instruments de placement qui sont achetés par nos clients afin de gagner des intérêts sur une période fixe, notamment les dépôts à terme et les certificats de placement garanti. Les termes de ces dépôts peuvent varier de un jour à dix ans.
- Les fonds fédéraux achetés, qui représentent des emprunts à un jour de fonds de réserve excédentaires d'autres banques auprès d'une banque fédérale de réserve américaine. Au 31 juillet 2012, le solde des fonds fédéraux empruntés se chiffrait à 803 millions de dollars (831 millions au 31 octobre 2011).
- Le papier commercial, dont le total atteignait 4 701 millions de dollars au 31 juillet 2012 (3 804 millions au 31 octobre 2011).
- Les obligations couvertes, qui totalisaient 9 104 millions de dollars au 31 juillet 2012 (7 087 millions au 31 octobre 2011).

Le tableau qui suit présente les échéances de nos dépôts à terme fixe.

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à terme fixe 2)	
	31 juillet 2012	31 octobre 2011
Moins de un an	129 195	106 655
De 1 an à 2 ans	9 077	15 944
De 2 à 3 ans	13 210	10 107
De 3 à 4 ans	5 847	7 078
De 4 à 5 ans	9 099	8 644
Plus de 5 ans 1)	4 055	5 752
Total 1)	170 483	154 180

1) Comprend les billets structurés désignés aux termes de l'option de la juste valeur.

2) Comprend des dépôts de 143 850 millions de dollars, qui étaient tous supérieurs à cent mille dollars, montant dont 75 678 millions étaient domiciliés au Canada, 53 260 millions, aux États-Unis et 14 912 millions, dans d'autres pays (125 083 millions, 75 712 millions, 35 505 millions et 13 866 millions, respectivement, en 2011). Des dépôts de 75 678 millions domiciliés au Canada, 32 673 millions arrivent à échéance dans moins de trois mois, 5 639 millions, dans trois

à six mois, 9 110 millions, dans six à douze mois et 28 256 millions, dans plus de douze mois (75 712 millions, 33 582 millions, 1 846 millions, 6 154 millions et 34 130 millions, respectivement, en 2011). Nous détenons des actifs liquides de 169 806 millions pour soutenir ces dépôts et d'autres éléments du passif-dépôts (147 771 millions en 2011). Une partie de ces actifs liquides ont été cédés en garantie.

## Note 11 : Dette subordonnée

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2012, nous avons remboursé la totalité de la tranche 2 de nos billets à moyen terme de série D pour un montant équivalant à 1 000 \$, soit un remboursement total de 1 200 millions de dollars, majoré des intérêts courus impayés jusqu'à la date du remboursement, mais excluant cette date.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2011, nous avons émis une dette subordonnée de 1,5 milliard de dollars aux termes de notre programme de billets à moyen terme canadien. Les billets à moyen terme de série G, première tranche, émis aux termes

de cette émission arrivent à échéance le 8 juillet 2021. Les intérêts sur cette émission sont payables semestriellement au taux fixe de 3,979 % jusqu'au 8 juillet 2016 et à un taux variable équivalant au taux des acceptations bancaires sur trois mois majoré de 1,09 %, payé trimestriellement jusqu'à l'échéance par la suite. Cette émission est rachetable à notre gré avec l'approbation préalable du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF), au pair, à compter du 8 juillet 2016.

## Note 12 : Titres d'une fiducie de capital

Au cours des trimestres clos le 31 juillet 2012 et 2011, nous n'avons pas émis ni remboursé de titres d'une fiducie de capital.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2012, nous avons racheté la totalité de nos titres d'une fiducie de capital BMO – série C (appelés BOaTS BMO – série C) pour un montant équivalant à 1 000 \$, soit un rachat totalisant 400 millions de dollars, majoré des distributions impayées.

Pendant le trimestre clos le 31 janvier 2011, nous avons racheté la totalité de nos titres d'une fiducie de capital BMO – série B (appelés BOaTS BMO – série B) pour un montant équivalant à 1 000 \$, soit un rachat totalisant 400 millions de dollars, majoré des distributions impayées.

## Note 13 : Capital social

Au cours des trimestres clos le 31 juillet 2012 et 2011, nous n'avons ni émis ni racheté d'actions privilégiées.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2012, nous avons racheté la totalité de nos actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif – série 10 libellées en dollars américains à un prix de rachat de 25,00 \$ US l'action plus tous les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat, mais excluant celle-ci. Nous avons comptabilisé un profit de change de 96 millions de dollars dans le surplus d'apport au moment du rachat.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2011, nous avons émis 66 519 673 actions ordinaires aux actionnaires de M&I à titre de contrepartie de l'acquisition de M&I.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2011, nous avons émis 11 600 000 actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de 3,9 %, série 25, au prix de 25,00 \$ l'action, pour un prix d'émission total de 290 millions de dollars.

Nous n'avons racheté aucune action aux termes de notre ancienne offre publique de rachat dans le cadre normal des activités qui a pris fin le 15 décembre 2011.

## Capital social en circulation <sup>1)</sup>

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	31 juillet 2012		31 octobre 2011		Convertibles en...
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres					
Catégorie B – Série 5	8 000 000	200	8 000 000	200	-
Catégorie B – Série 10 <sup>2)</sup>	-	-	12 000 000	396	actions ordinaires <sup>3)</sup>
Catégorie B – Série 13	14 000 000	350	14 000 000	350	-
Catégorie B – Série 14	10 000 000	250	10 000 000	250	-
Catégorie B – Série 15	10 000 000	250	10 000 000	250	-
Catégorie B – Série 16	12 000 000	300	12 000 000	300	actions privilégiées – catégorie B – Série 17 <sup>4)</sup>
Catégorie B – Série 18	6 000 000	150	6 000 000	150	actions privilégiées – catégorie B – Série 19 <sup>4)</sup>
Catégorie B – Série 21	11 000 000	275	11 000 000	275	actions privilégiées – catégorie B – Série 22 <sup>4)</sup>
Catégorie B – Série 23	16 000 000	400	16 000 000	400	actions privilégiées – catégorie B – Série 24 <sup>4)</sup>
Catégorie B – Série 25	11 600 000	290	11 600 000	290	actions privilégiées – catégorie B – Série 26 <sup>4)</sup>
		2 465		2 861	
Actions ordinaires	646 938 251	11 748	638 999 563	11 332	
Capital social		14 213		14 193	

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 20 et 22 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 octobre 2011, aux pages 154 à 158 de notre Rapport annuel 2011.

2) Valeur nominale de 300 millions de dollars américains.

3) Le nombre d'actions pouvant être émises à la conversion ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

4) Si ces actions sont converties, leurs porteurs pourront les reconvertir en actions privilégiées initiales à des dates de rachat subséquentes.

5) Les options sur actions émises aux termes du régime d'options sur actions sont convertibles en 16 936 838 actions ordinaires au 31 juillet 2012 (16 989 499 actions ordinaires au 31 octobre 2011).

## Note 14 : Gestion du capital

Nous avons pour objectif de maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui tient compte de nos ratios cibles en matière de capital réglementaire et de notre évaluation interne du capital économique requis, qui est conforme à nos cotes de crédit cibles, qui soutient les stratégies de nos groupes d'exploitation et qui accroît la confiance des déposants et la valeur à long terme pour les actionnaires.

Au 31 juillet 2012, nous nous conformions aux exigences du BSIF concernant les ratios de capital minimums. Notre situation en matière de capital à cette date est décrite à la section qui traite de la gestion du capital, aux pages 17 à 19 du Rapport de gestion figurant dans le Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre.

## Note 15 : Rémunération du personnel

### Options sur actions

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, nous avons attribué un total de 2 526 345 options sur actions (5 475 545 options sur actions au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2011). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées durant la période de neuf mois close le 31 juillet 2012 a été de 5,54 \$ l'option (3,87 \$ l'option au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2011, incluant une

juste valeur moyenne pondérée pour les options attribuées dans le cadre de l'acquisition de M&I de 2,22 \$ pour un total de 3 676 632 options sur actions).

Pour établir la juste valeur des tranches d'options sur actions (soit chaque tranche de 25 % qui devient acquise dans un exercice), nous avons utilisé les fourchettes de valeur suivantes pour chaque hypothèse quant aux prix des options.

Options sur actions attribuées durant les périodes de neuf mois closes le	31 juillet 2012	31 juillet 2011
Taux de dividende attendu	6,8 % - 7,2 %	5,5 % - 6,4 %
Volatilité attendue du cours des actions	21,3 % - 22,3 %	18,7 % - 22,8 %
Taux de rendement sans risque	1,5 % - 1,8 %	1,3 % - 3,0 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	5,5 - 7,0	4,6 - 7,0

Des changements dans les hypothèses utilisées peuvent produire des justes valeurs estimées différentes.

### Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages futurs du personnel

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages futurs du personnel.

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Autres avantages futurs du personnel	
	31 juillet 2012	31 juillet 2011	31 juillet 2012	31 juillet 2011
Pour les trimestres clos le				
Prestations constituées des employés	50	41	5	5
Coût financier de l'obligation au titre des prestations constituées	67	63	13	14
Perte actuarielle comptabilisée dans les charges	-	-	-	-
Coûts des modifications des régimes constatés dans la charge	-	25	-	(1)
Rendement attendu des actifs des régimes	(79)	(81)	(2)	(1)
Charge au titre des prestations	38	48	16	17
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	16	15	-	-
Charge au titre des cotisations définies	2	2	-	-
Total des charges de retraite et des autres avantages futurs du personnel	56	65	16	17

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Autres avantages futurs du personnel	
	31 juillet 2012	31 juillet 2011	31 juillet 2012	31 juillet 2011
Pour les périodes de neuf mois closes le				
Prestations constituées des employés	142	118	14	16
Coût financier de l'obligation au titre des prestations constituées	199	189	39	40
Perte actuarielle comptabilisée dans les charges	1	-	-	-
Coûts des modifications des régimes constatés dans la charge	-	25	(2)	(3)
Rendement attendu des actifs des régimes	(236)	(243)	(4)	(3)
Charge au titre des prestations	106	89	47	50
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	56	53	-	-
Charge au titre des cotisations définies	7	7	-	-
Total des charges de retraite et des autres avantages futurs du personnel	169	149	47	50

## Note 16 : Résultat par action

Les tableaux qui suivent présentent le résultat de base et dilué par action de la Banque.

### Résultat de base par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2012	31 juillet 2011	31 juillet 2012	31 juillet 2011
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	951	690	3 051	2 292
Dividendes sur les actions privilégiées	(32)	(39)	(103)	(109)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	919	651	2 948	2 183
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	645 715	589 999	642 748	575 548
Résultat de base par action (en dollars canadiens)	1,42	1,10	4,59	3,80

### Résultat dilué par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2012	31 juillet 2011	31 juillet 2012	31 juillet 2011
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de la dilution	919	660	2 957	2 213
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	645 715	589 999	642 748	575 548
Actions convertibles	75	11 602	4 054	13 943
Options sur actions pouvant être exercées 1)	5 161	8 172	6 781	8 871
Actions ordinaires pouvant être rachetées	(4 111)	(6 087)	(5 550)	(6 563)
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	646 840	603 686	648 033	591 799
Résultat dilué par action (en dollars canadiens)	1,42	1,09	4,56	3,74

1) En calculant le résultat dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen d'options sur actions en cours, soit 9 143 126 options et 6 328 013 options dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 107,49 \$ et de 132,92 \$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012 (2 291 209 options et 2 365 484 options d'un prix moyen pondéré de 139,93 \$ et de 102,30 \$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2011), le prix moyen pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

#### Résultat de base par action

Nous calculons notre résultat de base par action en divisant notre bénéfice net, après avoir déduit le total des dividendes sur les actions privilégiées, par le nombre moyen quotidien d'actions ordinaires entièrement libérées et en circulation au cours de la période.

#### Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action représente ce que notre résultat par action aurait été si les instruments convertibles en actions ordinaires, dont la conversion aurait eu pour effet de réduire notre résultat par action, avaient été convertis, soit au début de la période dans le cas des instruments qui étaient en circulation à l'ouverture de la période, soit à partir de la date d'émission dans le cas des instruments émis au cours de la période.

#### Actions convertibles

Pour déterminer notre résultat dilué par action, nous ajoutons au bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires les dividendes versés sur les actions privilégiées convertibles et les intérêts sur les titres d'une fiducie de capital puisque ces distributions n'auraient pas été versées si ces instruments avaient été convertis au début de la période. De même, nous

ajoutons au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre d'actions qui auraient été émises si la conversion avait eu lieu au début de la période.

#### Options sur actions des membres du personnel

Pour déterminer notre résultat dilué par action, nous ajoutons au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre d'actions qui auraient été émises si toutes les options dont le prix d'exercice était inférieur au cours moyen de l'action pour la période avaient été exercées. Si les objectifs de rendement n'ont pas été atteints, les options touchées sont exclues du calcul. De plus, nous soustrayons du nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre de nos actions ordinaires que nous aurions pu racheter si nous avions utilisé le produit de l'exercice des options sur actions pour les racheter sur le marché libre au cours moyen de l'action pour la période. Notre ajustement ne tient pas compte des options sur actions dont le prix d'exercice est supérieur au cours moyen de l'action pour la période, parce que cela aurait pour effet d'augmenter notre résultat par action plutôt que de le diluer.

## Note 17 : Segmentation opérationnelle et géographique

### Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de trois groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nous déterminons nos groupes d'exploitation d'après notre structure de gestion et, par conséquent, il se peut que ces groupes et les résultats qui leur sont attribués ne puissent être comparés à ceux d'autres entreprises de services financiers.

Nous évaluons les résultats de nos groupes en utilisant des mesures comme le bénéfice net, la croissance des revenus, le rendement des capitaux propres, le profit économique net et le ratio des charges autres que d'intérêts aux revenus (ou ratio de productivité), ainsi que le levier d'exploitation avant amortissement.

### **Services bancaires Particuliers et entreprises**

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) sont constitués de deux unités d'exploitation : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

#### *Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada*

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) offrent une vaste gamme de produits et services aux particuliers et aux entreprises, notamment des solutions en matière de services bancaires courants, de financement, d'investissement, de cartes de crédit et d'assurance crédit, de même qu'un large éventail de produits aux entreprises et de services-conseils financiers, et ce, grâce à un réseau intégré de succursales, à des services bancaires par téléphone, en ligne et par téléphone mobile et à des guichets automatiques, de même qu'à l'expertise de spécialistes en prêts hypothécaires, de planificateurs financiers et de banquiers pour la petite entreprise. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2012, le groupe Gestion privée et PE Canada ont conclu une entente révisée de partage des résultats financiers liés aux ventes de fonds d'investissement aux particuliers. Les résultats des périodes précédentes ont été retraités.

#### *Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis*

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises de marchés de choix du Midwest américain, de l'Arizona et de la Floride par l'intermédiaire de succursales et de circuits de services bancaires en direct comme les services bancaires par téléphone et en ligne, et d'un réseau de guichets automatiques.

### **Groupe Gestion privée**

Le groupe Gestion privée (groupe GP), soit notre groupe qui offre des services de gestion de patrimoine, sert une grande diversité de segments de clientèle, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains segments choisis de clients institutionnels, et propose une vaste gamme de produits et solutions de gestion de patrimoine, incluant des produits d'assurance. Le groupe GP exerce ses activités au Canada, aux États-Unis ainsi qu'en Asie et en Europe. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2012, le groupe GP et PE Canada ont conclu une entente révisée de partage des résultats financiers liés aux ventes de fonds d'investissement aux particuliers. Les résultats des périodes précédentes ont été retraités.

### **BMO Marchés des capitaux**

BMO Marchés des capitaux (BMO MC) englobe tous nos secteurs d'activité qui offrent des services aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques. Au Canada et aux États-Unis, ces clients mènent des activités dans un large éventail de secteurs. BMO MC compte également des clients au Royaume-Uni, en Europe, en Asie et en Australie et offre à sa clientèle des services financiers, notamment en matière de prise ferme de titres d'emprunt et de participation, de crédit aux grandes entreprises, de financement de projets, de fusions et d'acquisitions, de services-conseils, de banque

d'affaires, de titrisation, de gestion de trésorerie, de gestion du risque de marché, de recherche sur les titres d'emprunt et de participation, ainsi que de vente et de négociation de titres institutionnels.

### **Services d'entreprise**

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent à l'ensemble de l'organisation une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans divers domaines tels que la technologie et les opérations (T&O), la planification stratégique, le droit et la conformité, les finances, l'audit interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, le marketing d'entreprise et les ressources humaines. Les résultats opérationnels tiennent compte des revenus et des charges liés à certaines activités de titrisation et de gestion des actifs et des passifs, de l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable, de l'incidence de la méthode de dotation à la provision selon les pertes attendues, des résultats de certains portefeuilles de prêts douteux, de l'incidence de certains ajustements à la juste valeur ainsi que des coûts d'intégration et de restructuration liés à l'acquisition de M&I.

T&O nous assure des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information ainsi que des services opérationnels, d'opérations immobilières et d'impartition. T&O axe ses efforts sur les mesures prioritaires à l'échelle de l'organisation qui rehaussent la qualité et l'efficacité et qui contribuent à une expérience client exceptionnelle.

Aux fins de la présentation de l'information financière, les résultats opérationnels de T&O sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de T&O sont transférés aux trois groupes d'exploitation, et seuls des montants peu élevés sont conservés. Par conséquent, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie les activités décrites plus haut.

Les résultats des Services d'entreprise comprennent également les revenus et charges résiduels qui représentent l'écart entre les montants réellement gagnés ou engagés et les montants imputés aux groupes d'exploitation.

Aux fins de la présentation de l'information financière, les résultats opérationnels des entités de crédit structuré sont pris en compte dans ceux des Services d'entreprise depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2010. Ils l'étaient antérieurement dans ceux de BMO Marchés des capitaux.

### **Base de présentation**

La présentation des résultats de ces groupes d'exploitation est fondée sur nos systèmes internes de communication de l'information financière. Les méthodes comptables utilisées par ces groupes sont généralement les mêmes que celles employées pour la préparation de nos états financiers consolidés, tel que nous l'expliquons dans nos états financiers consolidés intermédiaires pour le trimestre clos le 30 avril 2012. Les différences notables dans les mesures comptables sont les ajustements sur une base d'imposition comparable et les dotations à la provision pour pertes sur créances, comme il est expliqué ci-dessous.

#### *Base d'imposition comparable*

Nous analysons les revenus nets d'intérêts sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Cette base tient compte d'un ajustement qui augmente les revenus et la charge d'impôts sur le résultat d'un montant portant sur les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ils sont assujettis à l'impôt, au taux d'impôt prévu par la loi. Les ajustements bic des groupes d'exploitation sont éliminés au niveau des Services d'entreprise.

#### *Dotations à la provision pour pertes sur créances*

Les dotations à la provision pour pertes sur créances sont généralement ventilées à chaque groupe en fonction de ses pertes attendues. Les écarts entre les dotations selon les pertes attendues et les dotations exigées en vertu des IFRS sont attribués aux Services d'entreprise.

#### **Acquisition de Marshall & Ilsley Corporation**

Depuis le 5 juillet 2011, nos unités et groupes d'exploitation PE États-Unis, groupe GP, BMO MC et Services d'entreprise englobent une partie des activités acquises de M&I. Nous avons inclus dans les résultats des Services d'entreprise les ajustements à la juste valeur relativement aux pertes sur créances du portefeuille de prêts de M&I et à l'évaluation des prêts et des dépôts aux taux du marché en vigueur. À l'acquisition, certains actifs fragilisés de M&I qui étaient garantis par des biens immobiliers, soit essentiellement des prêts à des entreprises ainsi garantis, et qui totalisaient environ 1,5 milliard de dollars ont également été inscrits dans les résultats des Services d'entreprise. Ces résultats refléteront toute modification de notre estimation des pertes sur créances ainsi qu'un ajustement des revenus nets d'intérêts. Les résultats des groupes d'exploitation refléteront les dotations à la provision pour pertes sur créances calculées en fonction des pertes attendues ainsi que les revenus nets d'intérêts calculés en fonction des taux contractuels des prêts et des dépôts.

#### **Prêts douteux garantis par des biens immobiliers**

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2011, des prêts douteux garantis par des biens immobiliers d'environ 1 milliard de dollars et comprenant essentiellement des prêts à des entreprises garantis par des biens immobiliers, ont été transférés de PE – États-Unis aux Services d'entreprise afin de permettre à nos secteurs de se concentrer sur les relations clients existantes et de tirer parti des compétences en gestion des risques de notre unité de gestion des actifs spéciaux.

#### **Répartitions intergroupes**

Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées dans la préparation de l'information financière des groupes d'exploitation. Nous attribuons les charges directement liées à la génération de revenus aux groupes qui ont gagné ceux-ci. Les charges qui ne sont pas directement liées à la génération de revenus, comme les frais généraux, sont réparties entre les groupes d'exploitation selon des formules de répartition appliquées de manière uniforme. Les revenus nets d'intérêts des groupes d'exploitation reflètent les débits et les crédits liés au financement interne à l'égard des actifs, des passifs et du capital des groupes, aux taux du marché, compte tenu des modalités et des monnaies étrangères appropriées. La compensation de l'incidence nette de ces débits et crédits est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

#### **Information géographique**

Nous exerçons nos activités essentiellement au Canada et aux États-Unis, mais nous en menons également au Royaume-Uni, en Europe, dans les Caraïbes et en Asie, régions qui sont regroupées sous l'élément Autres pays. Nous répartissons nos résultats par région selon l'emplacement du groupe responsable de la gestion des actifs, des passifs, des revenus et des charges connexes, sauf pour ce qui est des dotations consolidées à la provision pour pertes sur créances, dotations qui sont réparties en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par unité ou groupe d'exploitation.

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de trois mois close le <b>31 juillet 2012</b> 2)	PE	PE	Groupe GP	BMO MC	Services	Total
	Canada	États-Unis			d'entreprise 1)	
Revenus nets d'intérêts	<b>1 087</b>	<b>612</b>	<b>132</b>	<b>317</b>	<b>77</b>	<b>2 225</b>
Revenus autres que d'intérêts	<b>469</b>	<b>139</b>	<b>546</b>	<b>489</b>	<b>10</b>	<b>1 653</b>
Total des revenus	<b>1 556</b>	<b>751</b>	<b>678</b>	<b>806</b>	<b>87</b>	<b>3 878</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>143</b>	<b>85</b>	<b>4</b>	<b>25</b>	<b>(20)</b>	<b>237</b>
Amortissement	<b>37</b>	<b>48</b>	<b>17</b>	<b>11</b>	<b>63</b>	<b>176</b>
Charges autres que d'intérêts	<b>758</b>	<b>429</b>	<b>527</b>	<b>469</b>	<b>125</b>	<b>2 308</b>
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	<b>618</b>	<b>189</b>	<b>130</b>	<b>301</b>	<b>(81)</b>	<b>1 157</b>
Impôts sur le résultat	<b>165</b>	<b>60</b>	<b>21</b>	<b>69</b>	<b>(128)</b>	<b>187</b>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	<b>19</b>	<b>19</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>453</b>	<b>129</b>	<b>109</b>	<b>232</b>	<b>28</b>	<b>951</b>
<b>Actifs moyens</b>	<b>163 706</b>	<b>61 987</b>	<b>20 660</b>	<b>259 055</b>	<b>48 814</b>	<b>554 222</b>
<b>Écart d'acquisition (au)</b>	<b>122</b>	<b>2 606</b>	<b>810</b>	<b>194</b>	-	<b>3 732</b>

Pour la période de trois mois close le 31 juillet 2011 2)	PE	PE	Groupe GP	BMO MC	Services	Total
	Canada	États-Unis			d'entreprise 1)	
Revenus nets d'intérêts	1 095	397	114	317	(120)	1 803
Revenus autres que d'intérêts	447	88	508	505	(31)	1 517
Total des revenus	1 542	485	622	822	(151)	3 320
Dotation à la provision pour pertes sur créances	137	52	3	29	9	230
Amortissement	35	27	10	7	52	131
Charges autres que d'intérêts	750	267	478	448	147	2 090
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	620	139	131	338	(359)	869
Impôts sur le résultat	177	49	27	68	(160)	161
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	18	18
<b>Bénéfice net</b>	<b>443</b>	<b>90</b>	<b>104</b>	<b>270</b>	<b>(217)</b>	<b>690</b>
<b>Actifs moyens</b>	<b>154 514</b>	<b>38 953</b>	<b>17 799</b>	<b>215 223</b>	<b>40 494</b>	<b>466 983</b>
<b>Écart d'acquisition (au)</b>	<b>121</b>	<b>2 384</b>	<b>754</b>	<b>183</b>	-	<b>3 442</b>

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de neuf mois close le <b>31 juillet 2012</b> 2)	PE	PE	Groupe GP	BMO MC	Services	Total
	Canada	États-Unis			d'entreprise 1)	
Revenus nets d'intérêts	<b>3 259</b>	<b>1 842</b>	<b>424</b>	<b>912</b>	<b>226</b>	<b>6 663</b>
Revenus autres que d'intérêts	<b>1 376</b>	<b>422</b>	<b>1 692</b>	<b>1 455</b>	<b>346</b>	<b>5 291</b>
Total des revenus	<b>4 635</b>	<b>2 264</b>	<b>2 116</b>	<b>2 367</b>	<b>572</b>	<b>11 954</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>422</b>	<b>254</b>	<b>11</b>	<b>73</b>	<b>(187)</b>	<b>573</b>
Amortissement	<b>114</b>	<b>141</b>	<b>49</b>	<b>30</b>	<b>186</b>	<b>520</b>
Charges autres que d'intérêts	<b>2 270</b>	<b>1 298</b>	<b>1 605</b>	<b>1 404</b>	<b>440</b>	<b>7 017</b>
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	<b>1 829</b>	<b>571</b>	<b>451</b>	<b>860</b>	<b>133</b>	<b>3 844</b>
Impôts sur le résultat	<b>484</b>	<b>184</b>	<b>92</b>	<b>205</b>	<b>(228)</b>	<b>737</b>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	<b>56</b>	<b>56</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 345</b>	<b>387</b>	<b>359</b>	<b>655</b>	<b>305</b>	<b>3 051</b>
<b>Actifs moyens</b>	<b>160 158</b>	<b>61 782</b>	<b>20 053</b>	<b>252 049</b>	<b>49 531</b>	<b>543 573</b>
<b>Écart d'acquisition (au)</b>	<b>122</b>	<b>2 606</b>	<b>810</b>	<b>194</b>	-	<b>3 732</b>

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2011 2)	PE	PE	Groupe GP	BMO MC	Services	Total
	Canada	États-Unis			d'entreprise 1)	
Revenus nets d'intérêts	3 263	974	333	956	(314)	5 212
Revenus autres que d'intérêts	1 347	211	1 546	1 650	155	4 909
Total des revenus	4 610	1 185	1 879	2 606	(159)	10 121
Dotation à la provision pour pertes sur créances	409	123	7	89	222	850
Amortissement	105	64	27	21	151	368
Charges autres que d'intérêts	2 235	694	1 395	1 389	228	5 941
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 861	304	450	1 107	(760)	2 962
Impôts sur le résultat	527	107	111	348	(477)	616
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	54	54
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 334</b>	<b>197</b>	<b>339</b>	<b>759</b>	<b>(337)</b>	<b>2 292</b>
<b>Actifs moyens</b>	<b>152 817</b>	<b>32 529</b>	<b>16 825</b>	<b>208 229</b>	<b>39 383</b>	<b>449 783</b>
<b>Écart d'acquisition (au)</b>	<b>121</b>	<b>2 384</b>	<b>754</b>	<b>183</b>	-	<b>3 442</b>

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

2) Les données des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable - voir la section Base de présentation.

Les données des périodes antérieures ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés, au cours de la période à l'étude, à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par région.

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de trois mois close le <b>31 juillet 2012</b>	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenus nets d'intérêts	1 351	856	18	2 225
Revenus autres que d'intérêts	1 073	497	83	1 653
<b>Total des revenus</b>	<b>2 424</b>	<b>1 353</b>	<b>101</b>	<b>3 878</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	104	135	(2)	237
Amortissement	102	72	2	176
Charges autres que d'intérêts	1 356	888	64	2 308
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	862	258	37	1 157
Impôts sur le résultat	142	54	(9)	187
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	14	5	-	19
<b>Bénéfice net</b>	<b>706</b>	<b>199</b>	<b>46</b>	<b>951</b>
<b>Actifs moyens</b>	<b>338 213</b>	<b>195 293</b>	<b>20 716</b>	<b>554 222</b>
<b>Écart d'acquisition (au)</b>	<b>447</b>	<b>3 192</b>	<b>93</b>	<b>3 732</b>

Pour la période de trois mois close le 31 juillet 2011	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenus nets d'intérêts	1 377	422	4	1 803
Revenus autres que d'intérêts	1 141	329	47	1 517
<b>Total des revenus</b>	<b>2 518</b>	<b>751</b>	<b>51</b>	<b>3 320</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	133	93	4	230
Amortissement	90	40	1	131
Charges autres que d'intérêts	1 372	676	42	2 090
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	923	(58)	4	869
Impôts sur le résultat	193	(36)	4	161
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	13	5	-	18
<b>Bénéfice net</b>	<b>717</b>	<b>(27)</b>	<b>-</b>	<b>690</b>
<b>Actifs moyens</b>	<b>302 766</b>	<b>143 537</b>	<b>20 680</b>	<b>466 983</b>
<b>Écart d'acquisition (au)</b>	<b>439</b>	<b>2 915</b>	<b>88</b>	<b>3 442</b>

Pour la période de neuf mois close le <b>31 juillet 2012</b>	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenus nets d'intérêts	4 003	2 617	43	6 663
Revenus autres que d'intérêts	3 530	1 413	348	5 291
<b>Total des revenus</b>	<b>7 533</b>	<b>4 030</b>	<b>391</b>	<b>11 954</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	456	119	(2)	573
Amortissement	299	216	5	520
Charges autres que d'intérêts	4 199	2 656	162	7 017
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	2 579	1 039	226	3 844
Impôts sur le résultat	459	284	(6)	737
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	41	15	-	56
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 079</b>	<b>740</b>	<b>232</b>	<b>3 051</b>
<b>Actifs moyens</b>	<b>329 897</b>	<b>193 183</b>	<b>20 493</b>	<b>543 573</b>
<b>Écart d'acquisition (au)</b>	<b>447</b>	<b>3 192</b>	<b>93</b>	<b>3 732</b>

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2011	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenus nets d'intérêts	4 062	1 151	(1)	5 212
Revenus autres que d'intérêts	3 669	966	274	4 909
<b>Total des revenus</b>	<b>7 731</b>	<b>2 117</b>	<b>273</b>	<b>10 121</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	496	331	23	850
Amortissement	268	97	3	368
Charges autres que d'intérêts	4 112	1 683	146	5 941
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	2 855	6	101	2 962
Impôts sur le résultat	624	(19)	11	616
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	40	14	-	54
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 191</b>	<b>11</b>	<b>90</b>	<b>2 292</b>
<b>Actifs moyens</b>	<b>298 827</b>	<b>129 701</b>	<b>21 255</b>	<b>449 783</b>
<b>Écart d'acquisition (au)</b>	<b>439</b>	<b>2 915</b>	<b>88</b>	<b>3 442</b>

Les données des périodes antérieures ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés, au cours de la période à l'étude, à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

## Note 18 : Instruments financiers

### Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs qui sont des instruments financiers étaient comptabilisés à leur juste valeur. Voir les notes afférentes à nos états financiers consolidés intermédiaires pour le trimestre clos le 30 avril 2012, aux pages 47, 48 et 73 pour une analyse plus détaillée de l'établissement de la juste valeur.

(en millions de dollars canadiens)			31 juillet 2012		31 octobre 2011	
	Valeur comptable	Juste valeur	Écart positif (néгатif) de la juste valeur par rapport à la valeur comptable	Valeur comptable	Juste valeur	Écart positif (néгатif) de la juste valeur par rapport à la valeur comptable
<b>Actifs</b>						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	33 592	33 592	-	19 676	19 676	-
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	5 995	5 995	-	5 980	5 980	-
Valeurs mobilières	130 219	130 365	146	122 115	122 263	148
Titres pris en pension ou empruntés	45 535	45 535	-	37 970	37 970	-
Prêts						
Prêts hypothécaires à l'habitation	85 595	86 559	964	81 075	82 337	1 262
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	60 792	60 351	(441)	59 445	58 682	(763)
Prêts sur cartes de crédit	7 837	7 837	-	8 038	8 038	-
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	92 870	92 092	(778)	84 883	83 951	(932)
	247 094	246 839	(255)	233 441	233 008	(433)
Engagements de clients aux termes d'acceptations	8 013	7 984	(29)	7 227	7 180	(47)
Provision pour pertes sur créances	(1 755)	(1 755)	-	(1 783)	(1 783)	-
Total des prêts et des engagements de clients aux termes d'acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	253 352	253 068	(284)	238 885	238 405	(480)
Instruments dérivés	52 263	52 263	-	55 113	55 113	-
Bureaux et matériel	2 059	2 059	-	2 061	2 061	-
Écart d'acquisition	3 732	3 732	-	3 649	3 649	-
Immobilisations incorporelles	1 572	1 572	-	1 562	1 562	-
Actifs d'impôt exigible	1 141	1 141	-	1 319	1 319	-
Actifs d'impôt différé	3 000	3 000	-	3 355	3 355	-
Actifs divers	9 788	9 788	-	8 890	8 950	60
	542 248	542 110	(138)	500 575	500 303	(272)
<b>Passifs</b>						
Dépôts	328 968	329 227	259	302 373	302 617	244
Instruments dérivés	53 132	53 132	-	50 934	50 934	-
Acceptations	8 013	8 013	-	7 227	7 227	-
Titres vendus à découvert	22 523	22 523	-	20 207	20 207	-
Titres mis en pension ou prêtés	47 145	47 145	-	32 078	32 078	-
Passifs d'impôt exigible	294	294	-	591	591	-
Passifs d'impôt différé	191	191	-	314	314	-
Passifs divers	48 029	48 639	610	52 846	53 673	827
Dette subordonnée	4 107	4 290	183	5 348	5 507	159
Titres d'une fiducie de capital	450	625	175	821	982	161
Capitaux propres	29 396	29 396	-	27 836	27 836	-
	542 248	543 475	1 227	500 575	501 966	1 391
Total des ajustements à la juste valeur			(1 365)			(1 663)

### Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur

Une partie de nos passifs au titre des billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et sont comptabilisés à leur juste valeur, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec la façon dont le portefeuille est géré. La variation de la juste valeur de ces billets structurés a donné lieu à une hausse de 4 millions de dollars et de 32 millions, respectivement, des revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012 (baisse de 76 millions et de 31 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2011). Ce montant tient compte d'une augmentation de 24 millions et d'une diminution de 7 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012 attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux (augmentation de 6 millions

et diminution de 1 million, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2011). Nous avons constaté des montants compensatoires sur les dérivés et d'autres contrats sur instruments financiers qui sont détenus en vue de couvrir les variations de la juste valeur de ces billets structurés.

La variation de la juste valeur, qui est attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux et qui a été comptabilisée entre le moment où les billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et le 31 juillet 2012, correspond à un profit latent de 14 millions de dollars. Depuis 2009, nous couvrons l'exposition aux fluctuations de nos écarts de taux.

Au 31 juillet 2012, la juste valeur et le montant dû à l'échéance contractuelle de ces billets structurés étaient respectivement de 4 463 millions de dollars et de 4 503 millions

(4 301 millions et 4 572 millions, respectivement, au 31 octobre 2011). Ces billets structurés sont inscrits dans les autres passifs à notre bilan consolidé.

Nous désignons certains investissements de nos activités d'assurance à la juste valeur par le biais du résultat net étant donné que le calcul actuariel des passifs d'assurance est fondé sur la juste valeur des investissements qui les soutiennent. Cette désignation permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille. La juste valeur de ces investissements était de 5 491 millions de dollars au 31 juillet 2012 (4 965 millions au 31 octobre 2011) et est prise en compte dans les titres de négociation figurant à notre bilan consolidé. L'incidence de leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a été une augmentation de 119 millions de dollars et de 252 millions de dollars, respectivement, des revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012 (augmentation de 107 millions et de 88 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2011). Les variations des soldes des passifs d'assurance sont également comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance.

Nous désignons l'obligation liée à certains contrats de rente à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs au titre des rentes et de compenser les variations de la juste valeur des placements qui les soutiennent sur des bases différentes. La juste valeur des passifs au titre des rentes, soit 304 millions de dollars au 31 juillet 2012 (214 millions au 31 octobre 2011), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La variation de la juste valeur de ces passifs a donné lieu à une baisse de 10 millions de dollars et de 21 millions, respectivement, des revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012 (hausse de 17 millions et de 25 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2011). Les variations de la juste valeur des placements garantissant les passifs au titre des rentes sont également comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance.

Nous désignons les investissements détenus par notre entité de protection de crédit et par notre entité de gestion de placements structurés à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille. La juste valeur de ces investissements était de 4 154 millions de dollars au 31 juillet 2012 (5 266 millions au 31 octobre 2011) et est prise en compte dans les titres de négociation figurant à notre bilan consolidé. L'incidence de leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a été une diminution de 11 millions de dollars et une augmentation de 53 millions, respectivement, des revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012 (diminution de 49 millions et augmentation de 62 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2011). Nous avons constaté des montants compensatoires sur les contrats sur dérivés en vue de couvrir les variations de la juste valeur de ces investissements.

Les passifs au titre des billets émis par notre entité de protection de crédit et par notre entité de gestion de placements structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et sont comptabilisés à leur juste valeur. Cela élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs et de compenser les variations de la juste valeur des investissements et des dérivés émis par ces entités sur des bases différentes. La juste valeur de ces passifs, soit 850 millions de dollars au 31 juillet 2012 (784 millions au 31 octobre 2011), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La variation de leur juste valeur a donné lieu à une baisse de 24 millions de dollars et de 132 millions, respectivement, des revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012 (baisse de 11 millions et de 161 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2011).

Nous désignons certains investissements détenus par nos activités de banque d'affaires à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille. La juste valeur de ces investissements était de 660 millions de dollars au 31 juillet 2012 (577 millions au 31 octobre 2011) et est prise en compte dans les titres figurant à notre bilan consolidé. L'incidence de leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a été une diminution de 14 millions de dollars et de 40 millions, respectivement, des revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012 (augmentation de 0,3 million et diminution de 23 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2011).

#### **Hiérarchie de la juste valeur**

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation servant à mesurer la juste valeur. Notre utilisation des cours du marché (niveau 1), des modèles internes comportant des données de marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données de marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les passifs à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés est présentée dans le tableau ci-dessous.

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2012			31 octobre 2011		
	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)
<b>Titres de négociation</b>						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	12 260	901	-	14 012	21	-
des provinces et municipalités canadiennes	3 114	2 430	-	5 896	129	-
l'administration fédérale américaine	7 669	-	-	5 875	-	-
des municipalités, agences et États américains	-	232	-	389	212	-
d'autres administrations publiques	543	-	-	1 149	-	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	372	634	395	562	1 194	494
Titres de créance d'entreprises	6 964	5 462	1 319	8 065	4 003	1 485
Titres de participation d'entreprises	22 544	5 206	-	23 706	2 733	-
	<b>53 466</b>	<b>14 865</b>	<b>1 714</b>	<b>59 654</b>	<b>8 292</b>	<b>1 979</b>
<b>Titres disponibles à la vente</b>						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	21 108	-	-	19 896	-	-
des provinces et municipalités canadiennes	2 840	297	-	1 189	296	-
l'administration fédérale américaine	8 705	-	-	4 670	-	-
des municipalités, agences et États américains	386	3 553	8	553	3 052	25
d'autres administrations publiques	5 818	823	-	7 704	825	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	3 572	3 476	-	5 088	913	-
Titres de créance d'entreprises	4 567	2 806	43	5 634	97	62
Titres de participation d'entreprises	183	155	957	197	214	1 011
	<b>47 179</b>	<b>11 110</b>	<b>1 008</b>	<b>44 931</b>	<b>5 397</b>	<b>1 098</b>
<b>Titres divers</b>	144	-	516	84	-	493
<b>Passifs à la juste valeur</b>						
Titres vendus à découvert	22 523	-	-	20 207	-	-
Passifs liés aux billets structurés et aux autres billets	-	5 313	-	-	5 085	-
	<b>22 523</b>	<b>5 313</b>	<b>-</b>	<b>20 207</b>	<b>5 085</b>	<b>-</b>
<b>Actifs dérivés</b>						
Contrats de taux d'intérêt	10	40 836	4	14	37 817	167
Contrats de change	53	9 173	-	31	10 422	-
Contrats sur produits de base	1 386	117	-	1 473	138	-
Contrats sur titres de participation	52	296	6	3 869	461	6
Swaps sur défaillance	-	286	44	-	648	67
	<b>1 501</b>	<b>50 708</b>	<b>54</b>	<b>5 387</b>	<b>49 486</b>	<b>240</b>
<b>Passifs dérivés</b>						
Contrats de taux d'intérêt	11	39 500	22	22	35 849	38
Contrats de change	20	9 028	3	23	9 884	-
Contrats sur produits de base	1 739	307	-	1 520	320	-
Contrats sur titres de participation	73	2 097	38	141	2 192	65
Swaps sur défaillance	-	292	2	-	878	2
	<b>1 843</b>	<b>51 224</b>	<b>65</b>	<b>1 706</b>	<b>49 123</b>	<b>105</b>

### Techniques d'évaluation et données importantes

Pour déterminer la juste valeur des titres à échéance fixe et des titres de participation négociés en bourse, nous utilisons les cours sur des marchés actifs (niveau 1) lorsqu'ils sont disponibles. S'ils ne le sont pas, nous déterminons la juste valeur des instruments financiers selon des modèles tels que les flux de trésorerie actualisés au moyen de données de marché observables pour les données comme les taux de rendement ou de remboursement anticipé ou les cotes provenant de courtiers ou d'autres cotes de tiers (niveau 2). La juste valeur peut également être déterminée à l'aide de modèles faisant intervenir des données de marché qui ne sont pas observables en raison de marchés inactifs ou présentant une activité négligeable (niveau 3). Nous utilisons, dans la mesure du possible, le plus de données de marché.

Nos titres de négociation de niveau 2 sont essentiellement évalués en fonction de modèles de flux de trésorerie actualisés

faisant intervenir des écarts observables ou se fondant sur des cotes provenant de courtiers. La juste valeur des titres disponibles à la vente de niveau 2 est déterminée au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou des cotes de tiers. Les passifs au titre des billets structurés de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles faisant intervenir des données de marché observables. Les actifs et passifs dérivés de niveau 2 sont évalués à l'aide de modèles normalisés du secteur et de données de marché observables.

L'analyse de sensibilité au 31 juillet 2012 pour les instruments de niveau 3 les plus importants, soit les titres pour lesquels plus de 10 % des instruments sont classés dans le niveau 3, est présentée ci-dessous lorsque nécessaire.

Les titres de négociation de niveau 3 comprennent des titres adossés à des créances hypothécaires et des titres garantis par des créances hypothécaires d'un montant de 395 millions de

dollars. La juste valeur de ces titres est établie à partir de comparaisons avec des instruments semblables et au moyen de l'obtention de prix indépendants fournis par des tiers vendeurs, de cotes provenant de courtiers et d'indices de marché pertinents, le cas échéant. Lorsqu'aucune information externe sur les prix n'est disponible, nous évaluons le rendement de la garantie en estimant la juste valeur des titres. L'incidence de l'hypothèse d'une hausse ou d'une baisse de 10 points de base des écarts du marché consisterait en une variation de la juste valeur de (2) millions de dollars et de 2 millions, respectivement.

Les titres de négociation de niveau 3 comprennent des titres de créance d'entreprises de 1 200 millions de dollars ayant trait à des titres qui sont couverts par des swaps sur rendement total et des swaps sur défaillance, lesquels sont également considérés comme des instruments de niveau 3. L'analyse de sensibilité des produits structurés est réalisée pour l'ensemble de ces produits et elle est décrite ci-après dans la section portant sur les dérivés.

Les titres disponibles à la vente de niveau 3 comprennent des titres de participation d'entreprises d'un montant de 659 millions de dollars se rapportant à la Federal Reserve Banks et à la Federal Home Loan Banks des États-Unis que nous détenons pour respecter les exigences des organismes de réglementation américains ainsi que d'un montant de 298 millions se rapportant à des placements en titres de participation de sociétés fermées. L'évaluation de ces placements exige que la direction exerce un jugement étant donné l'absence de prix cotés sur les marchés, le manque possible de liquidités et la nature à long terme de ces actifs. Chaque trimestre, l'évaluation de ces placements est réexaminée à la lumière de données pertinentes sur chaque société et sur le secteur en général, y compris le bénéfice net historique et le bénéfice net prévu, la situation du crédit et de trésorerie, ainsi que les récentes transactions, le cas échéant. Comme l'évaluation de ces placements n'est pas effectuée à partir de modèles, aucune analyse de sensibilité pour cette catégorie n'est effectuée.

Les actifs dérivés et les passifs dérivés comprenaient, au 31 juillet 2012, des sommes de 48 millions de dollars et de 24 millions, respectivement, relatives à l'évaluation à la valeur de marché de swaps sur défaillance et de swaps sur rendement total à l'égard de produits structurés. Nous avons déterminé l'évaluation de ces instruments dérivés et des titres connexes en fonction de prix externes obtenus de courtiers pour des produits structurés similaires. Lorsqu'aucune information externe sur les prix n'est disponible, nous avons recours à des modèles standards sur le marché pour modéliser la composition des garanties particulières et la structure des flux de trésorerie liées à la transaction. Les écarts du marché pour chaque cote de crédit, le type de garantie et les autres modalités contractuelles pertinentes constituent les principales données du modèle. L'incidence de l'hypothèse d'une hausse ou d'une baisse de 10 points de base des écarts du marché consisterait en une variation de la juste valeur de (4) millions de dollars et de 4 millions, respectivement.

### Principaux transferts

Des éléments sont transférés d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre en raison de changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Ce qui suit indique les principaux éléments qui ont été transférés d'un niveau à un autre au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2012, des titres adossés à des créances hypothécaires classés dans les titres de négociation de 15 millions de dollars ont été transférés du niveau 2 au niveau 3 en raison de la disponibilité moindre de prix pour ces titres de la part de tiers vendeurs au cours du trimestre. De plus, des titres adossés à des créances hypothécaires classés dans les titres de négociation de 14 millions de dollars ont été transférés du niveau 3 au niveau 2 en raison de l'accroissement du nombre de prix du marché obtenus de tiers vendeurs au cours du trimestre.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012, des titres de créance d'entreprises classés dans les titres de négociation d'un montant de 12 millions de dollars ont été transférés du niveau 3 au niveau 2 puisque les évaluations de ces titres sont maintenant obtenues de tiers vendeurs et qu'elles s'appuient sur des cours du marché. De plus, des passifs dérivés de 9 millions de dollars ont été transférés du niveau 3 au niveau 2 puisque des données de marché sont maintenant disponibles pour certains contrats de capitaux propres négociés hors cote.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, des titres de créance d'entreprises disponibles à la vente d'un montant de 24 millions de dollars et des titres adossés à des créances hypothécaires classés dans les titres de négociation de 14 millions ont été transférés du niveau 3 au niveau 2 puisque les évaluations de ces titres sont maintenant obtenues d'un tiers vendeur et qu'elles s'appuient sur des cours du marché. De plus, des titres de négociation, à savoir des titres adossés à des créances hypothécaires de 105 millions de dollars et des titres de créance d'entreprises de 18 millions, ont été transférés du niveau 2 au niveau 3 en raison de la disponibilité moindre de prix pour ces titres au cours de la période.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2011, les titres disponibles à la vente acquis dans le cadre de l'acquisition de M&I qui étaient classés dans le niveau 3 ont totalisé 326 millions de dollars. Une tranche de 124 millions de dollars de ces titres a été vendue au cours de cet exercice. Par ailleurs, afin de nous conformer aux exigences réglementaires à la suite de l'acquisition de M&I, nous avons acheté pour 430 millions de dollars d'actions supplémentaires de la Federal Reserve Banks et de la Federal Home Loan Banks.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2011, des titres de créance d'entreprises compris dans les titres de négociation de 139 millions de dollars ont été transférés du niveau 3 au niveau 2 étant donné que les valeurs de ces titres sont désormais obtenues par voie d'un tiers vendeur et qu'elles se fondent sur des cours du marché.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2011, des titres adossés à des créances hypothécaires de 207 millions de dollars et des titres garantis par des créances hypothécaires de 20 millions classés dans les titres de négociation et les titres

disponibles à la vente, respectivement, ont été transférés du niveau 3 au niveau 2 étant donné que les valeurs de ces titres sont désormais obtenues par voie d'un tiers vendeur et qu'elles se fondent sur un plus grand volume de cours du marché.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2011, des actifs dérivés de 84 millions de dollars et des passifs dérivés de 13 millions ont été transférés du niveau 3 au niveau 2 puisque des données de marché relatives à certains contrats sur titres de participation hors cote sont devenues disponibles.

### Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Le tableau suivant présente un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012, incluant les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et dans les autres éléments du résultat global.

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de trois mois close le 31 juillet 2012	Variation de la juste valeur						Transferts au/(depuis le) niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2012	Profits (pertes) latents 2)
	Solde au 30 avril 2012	Inclus dans le résultat	Inclus dans les autres éléments du résultat global	Achats	Ventes	Échéances 1)			
<b>Titres de négociation</b>									
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	431	7	-	-	(19)	(25)	1	395	7
Titres de créance d'entreprises	1 306	14	-	15	(4)	-	(12)	1 319	16
<b>Total des titres de négociation</b>	<b>1 737</b>	<b>21</b>	<b>-</b>	<b>15</b>	<b>(23)</b>	<b>(25)</b>	<b>(11)</b>	<b>1 714</b>	<b>23</b>
<b>Titres disponibles à la vente</b>									
Titres émis ou garantis par : des municipalités, agences et États américains	21	-	2	-	-	(15)	-	8	-
Titres de créance d'entreprises	44	-	2	-	(2)	(1)	-	43	4
Titres de participation d'entreprises	1 009	(1)	22	18	(91)	-	-	957	22
<b>Total des titres disponibles à la vente</b>	<b>1 074</b>	<b>(1)</b>	<b>26</b>	<b>18</b>	<b>(93)</b>	<b>(16)</b>	<b>-</b>	<b>1 008</b>	<b>26</b>
<b>Titres divers</b>	<b>480</b>	<b>11</b>	<b>-</b>	<b>64</b>	<b>(39)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>516</b>	<b>-</b>
<b>Total des titres divers</b>	<b>480</b>	<b>11</b>	<b>-</b>	<b>64</b>	<b>(39)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>516</b>	<b>-</b>
<b>Actifs dérivés</b>									
Contrats de taux d'intérêt	6	(2)	-	-	-	-	-	4	(2)
Contrats sur titres de participation	8	(2)	-	-	-	-	-	6	(2)
Swaps sur défaillance	55	(11)	-	-	-	-	-	44	(11)
<b>Total des actifs dérivés</b>	<b>69</b>	<b>(15)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>54</b>	<b>(15)</b>
<b>Passifs dérivés</b>									
Contrats de taux d'intérêt	33	(11)	-	-	-	-	-	22	11
Contrats de change	-	3	-	-	-	-	-	3	(3)
Contrats sur titres de participation	54	(1)	-	-	(6)	-	(9)	38	1
Swaps sur défaillance	2	-	-	-	-	-	-	2	-
<b>Total des passifs dérivés</b>	<b>89</b>	<b>(9)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(6)</b>	<b>-</b>	<b>(9)</b>	<b>65</b>	<b>9</b>

1) Comprend le règlement en trésorerie d'actifs dérivés et de passifs dérivés.

2) Représente les profits ou pertes latents sur les titres de négociation, les actifs dérivés et les passifs dérivés toujours détenus au 31 juillet 2012 qui ont été portés en résultat au cours de la période. En ce qui concerne les titres disponibles à la vente, les profits ou pertes latents sur les titres toujours détenus au 31 juillet 2012 sont pris en compte dans le cumul des autres éléments du résultat global.

(en millions de dollars canadiens)

	Variation de la juste valeur						Transferts au/(depuis le) niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2012	Profits (pertes) latents 2)
	Solde au 31 octobre 2011	Inclus dans le résultat	Inclus dans les autres éléments du résultat global	Achats	Ventes	Échéances 1)			
Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012									
<b>Titres de négociation</b>									
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	494	(11)	-	-	(154)	(25)	91	395	(11)
Titres de créance d'entreprises	1 485	22	-	21	(215)	-	6	1 319	25
<b>Total des titres de négociation</b>	<b>1 979</b>	<b>11</b>	<b>-</b>	<b>21</b>	<b>(369)</b>	<b>(25)</b>	<b>97</b>	<b>1 714</b>	<b>14</b>
<b>Titres disponibles à la vente</b>									
Titres émis ou garantis par : des municipalités, agences et États américains	25	-	(1)	-	-	(16)	-	8	-
Titres de créance d'entreprises	62	-	3	25	(6)	(17)	(24)	43	5
Titres de participation d'entreprises	1 011	(8)	15	122	(177)	(6)	-	957	15
<b>Total des titres disponibles à la vente</b>	<b>1 098</b>	<b>(8)</b>	<b>17</b>	<b>147</b>	<b>(183)</b>	<b>(39)</b>	<b>(24)</b>	<b>1 008</b>	<b>20</b>
<b>Titres divers</b>	<b>493</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>82</b>	<b>(65)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>516</b>	<b>-</b>
<b>Total des titres divers</b>	<b>493</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>82</b>	<b>(65)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>516</b>	<b>-</b>
<b>Actifs dérivés</b>									
Contrats de taux d'intérêt	167	(5)	-	-	-	(158)	-	4	(5)
Contrats sur titres de participation	6	(1)	-	1	-	-	-	6	(1)
Swaps sur défaillance	67	(28)	-	5	-	-	-	44	(27)
<b>Total des actifs dérivés</b>	<b>240</b>	<b>(34)</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>(158)</b>	<b>-</b>	<b>54</b>	<b>(33)</b>
<b>Passifs dérivés</b>									
Contrats de taux d'intérêt	38	(21)	-	5	-	-	-	22	21
Contrats de change	-	3	-	-	-	-	-	3	(3)
Contrats sur titres de participation	65	20	-	1	(6)	(33)	(9)	38	1
Swaps sur défaillance	2	-	-	-	-	-	-	2	-
<b>Total des passifs dérivés</b>	<b>105</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>(6)</b>	<b>(33)</b>	<b>(9)</b>	<b>65</b>	<b>19</b>

1) Comprend le règlement en trésorerie d'actifs dérivés et de passifs dérivés.

2) Représente les profits ou pertes latents sur les titres de négociation, les actifs dérivés et les passifs dérivés toujours détenus au 31 juillet 2012 qui ont été portés en résultat au cours de la période. En ce qui concerne les titres disponibles à la vente, les profits ou pertes latents sur les titres toujours détenus au 31 juillet 2012 sont pris en compte dans le cumul des autres éléments du résultat global.

## Note 19 : Passage aux Normes internationales d'information financière

Conjuguées à nos décisions concernant les exemptions facultatives à l'application rétroactive des IFRS, les différences entre nos méthodes comptables conformes aux PCGR canadiens et les exigences aux termes des IFRS se sont traduites par des différences d'évaluation et de comptabilisation au moment de la transition aux IFRS. L'incidence nette de ces différences a été comptabilisée dans le solde d'ouverture des résultats non distribués au 1<sup>er</sup> novembre 2010, ce qui a influé sur les capitaux propres, sauf en ce qui concerne le cumul des autres éléments de la perte globale attribuable à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger puisque les capitaux propres en tenaient déjà compte. Ces incidences se sont également répercutées sur nos ratios de capital, exception faite de la variation liée au cumul des autres

éléments de la perte globale attribuable à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger, élément qui n'a pas influé sur nos ratios de capital. Ces incidences sur les ratios calculés selon Bâle II seront présentées graduellement sur cinq trimestres.

Les tableaux qui suivent reflètent l'incidence de la transition au 31 juillet et au 31 octobre 2011 et présente une description connexe des principales différences. L'incidence à la date de transition, soit le 1<sup>er</sup> novembre 2010, et pour les périodes antérieures de 2011 est présentée à la note 19 afférente à nos états financiers consolidés intermédiaires pour le trimestre clos le 30 avril 2012. Il n'y a pas eu de changement de nos méthodes comptables aux termes des IFRS au cours du trimestre clos le 31 juillet 2012.

## Rapprochement des capitaux propres établis selon les PCGR canadiens et de ceux établis selon les IFRS

Le tableau qui suit présente un rapprochement de nos capitaux propres établis selon les PCGR canadiens et de ceux établis selon les IFRS.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2011	31 octobre 2011
Selon les PCGR canadiens	27 009	28 123
Reclassement, dans les capitaux propres, de la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales selon les IFRS	1 319	1 348
Capital social	142	142
Surplus d'apport	(1)	-
Résultats non distribués		
Consolidation a)	(102)	(214)
Titrisation d'actifs b)	(64)	(88)
Prestations de retraite et autres avantages futurs du personnel c)	(1 178)	(1 158)
Conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger e)	(1 135)	(1 135)
Regroupements d'entreprises f)	(58)	(62)
Autres	(209)	(237)
Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale)		
Consolidation a)	-	2
Titrisation d'actifs b)	(147)	(205)
Conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger e)	1 135	1 135
Autres	18	50
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales d)	145	135
Selon les IFRS	26 874	27 836

## Rapprochement du bénéfice net établi selon les PCGR canadiens et de celui établi selon les IFRS

Le tableau qui suit présente un rapprochement de notre bénéfice net établi selon les PCGR canadiens et de celui établi selon les IFRS.

(en millions de dollars canadiens)	Période de trois mois close le 31 juillet 2011	Période de neuf mois close le 31 juillet 2011	Période de trois mois close le 31 octobre 2011	Exercice clos le 31 octobre 2011
Bénéfice net selon les PCGR canadiens	793	2 369	897	3 266
Ajouter la participation ne donnant pas le contrôle	18	54	19	73
Différences augmentant (diminuant) le bénéfice net				
Consolidation a) 1)	(53)	35	(112)	(77)
Titrisation d'actifs b) 1)	10	(86)	(24)	(110)
Prestations de retraite et autres avantages futurs du personnel c)	3	41	20	61
Regroupements d'entreprises f)	(58)	(58)	(4)	(62)
Autres	(5)	(9)	(28)	(37)
Bénéfice net selon les IFRS	708	2 346	768	3 114
Attribuable :				
Aux actionnaires de la Banque	690	2 292	749	3 041
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	18	54	19	73

1) Comprend une diminution (augmentation) de la provision générale de 11 millions de dollars, de 12 millions, de (46) millions et de (34) millions pour les trimestres clos le 31 juillet 2011 et le 31 octobre 2011, pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2011 et pour l'exercice clos le 31 octobre 2011, respectivement.

## Rapprochement du résultat global établi selon les PCGR canadiens et de celui établi selon les IFRS

Le tableau qui suit présente un rapprochement de notre résultat global établi selon les PCGR canadiens et de celui établi selon les IFRS.

(en millions de dollars canadiens)	Période de trois mois close le 31 juillet 2011	Période de neuf mois close le 31 juillet 2011	Période de trois mois close le 31 octobre 2011	Exercice clos le 31 octobre 2011
Résultat global selon les PCGR canadiens	1 109	1 989	1 519	3 508
Ajouter la participation ne donnant pas le contrôle	18	54	19	73
Différences augmentant (diminuant) le résultat global				
Consolidation a)	(52)	35	(110)	(75)
Titrisation d'actifs b)	(11)	(8)	(82)	(90)
Prestations de retraite et autres avantages futurs du personnel c)	3	41	20	61
Regroupements d'entreprises f)	(58)	(58)	(4)	(62)
Autres	(3)	(51)	4	(47)
Résultat global selon les IFRS	1 006	2 002	1 366	3 368
Attribuable :				
Aux actionnaires de la Banque	988	1 948	1 347	3 295
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	18	54	19	73

## Explication des différences

### a) Consolidation

Les exigences de consolidation aux termes des IFRS touchent principalement les entités définies comme des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) selon les PCGR canadiens, ou comme des entités ad hoc aux termes des IFRS, avec lesquelles nous avons conclu des ententes dans le cadre normal des activités. Selon les PCGR canadiens, trois modèles servent à déterminer si une entité doit être consolidée : droits de vote, EDDV et structures d'accueil admissibles. Aux termes du modèle s'appuyant sur les droits de vote, la détention de la majorité des actions avec droit de vote d'une entité exige sa consolidation, sauf si les détenteurs de la majorité n'exercent pas un contrôle sur l'entité. Selon le modèle applicable aux EDDV, nous devons consolider ces entités si, en raison de nos investissements dans ces dernières ou de nos liens avec elles, nous courons le risque de devoir assumer la majorité de leurs pertes prévues ou avons la possibilité de bénéficier de la majeure partie de leurs rendements prévus, ou les deux. Selon le modèle applicable aux structures d'accueil admissibles, une entité répondant aux critères d'admissibilité d'une structure d'accueil admissible n'est pas consolidée.

Aux termes des IFRS, une entité doit être consolidée si elle est contrôlée par la société présentant l'information financière, tel qu'il est établi dans les critères présentés dans la norme IFRS portant sur les états financiers consolidés et individuels (IAS 27) et, le cas échéant, dans la SIC-12 (une interprétation de l'IAS 27). Tout comme le prescrivent également les PCGR canadiens, la détention de la majorité des actions avec droit de vote d'une entité exige sa consolidation, sauf si les détenteurs de la majorité n'exercent pas un contrôle sur l'entité. En ce qui concerne les entités ad hoc, nous déterminons si les activités de ces entités sont exercées pour notre compte, nous évaluons notre exposition à leurs risques et avantages, nous analysons les pouvoirs décisionnels que nous détenons à l'égard de ces entités et nous déterminons si ces considérations démontrent que nous exerçons un contrôle en substance sur celles-ci et que nous devons, par conséquent, les consolider. Le concept de structure d'accueil admissible n'existe pas aux termes des IFRS.

En vertu des IFRS, nous consolidons certaines entités ad hoc que nous ne consolidons pas aux termes des PCGR canadiens, ce qui inclut notre entité canadienne de protection de crédit, nos entités de gestion de placements structurés, notre entité de titrisation américaine des clients, la Fiducie de capital BMO II et la Fiducie de billets secondaires BMO. Cinq de nos huit entités de titrisation canadiennes des clients et certaines entités de gestion de placements structurés ne répondaient pas aux critères de consolidation aux termes des IFRS, ce qui correspond au traitement comptable que nous avons réservé à ces entités aux termes des PCGR canadiens.

Des renseignements sur toutes nos entités ad hoc, y compris le total des actifs et notre exposition à des pertes, figurent à la note 7.

### b) Titrisation d'actifs

La titrisation consiste principalement à vendre à des fiducies (entités de titrisation) des prêts que nous avons montés. En vertu des PCGR canadiens, nous comptabilisons les cessions de prêts à nos programmes de titrisation et à des programmes de

titrisation de tiers comme des ventes lorsque nous abandonnons le contrôle sur les prêts et qu'une contrepartie, autre que des billets émis par l'entité de titrisation, a été reçue. En vertu des IFRS, les actifs financiers ne sont décomptabilisés que si la quasi-totalité des risques et des avantages ont été transférés au sens des critères de décomptabilisation prévus dans l'IAS 39. La notion de contrôle est prise en considération uniquement lorsque la quasi-totalité des risques et des avantages n'ont été ni transférés, ni conservés.

En vertu des IFRS, les prêts sur cartes de crédit et les prêts hypothécaires vendus par l'entremise de ces programmes de titrisation ne sont pas admissibles à la décomptabilisation puisque nous avons établi que leur cession ne s'était pas traduite par le transfert de la quasi-totalité des risques et des avantages. Cela a donné lieu à la constatation des actifs et passifs connexes dans nos bilans consolidés et à la reprise des profits imputés précédemment aux résultats aux termes des PCGR canadiens. Conformément aux IFRS, les prêts sur cartes de crédit et les prêts hypothécaires vendus par l'entremise de nos entités de titrisation, du Programme d'Obligations hypothécaires du Canada et du Programme des titres hypothécaires LNH, continueront d'être inscrits à notre bilan consolidé. Selon les PCGR canadiens, les prêts sur cartes de crédit et les prêts hypothécaires vendus aux termes de ces programmes sont sortis de notre bilan consolidé.

Aux termes des PCGR canadiens, les prêts hypothécaires convertis en titres adossés à des créances hypothécaires qui n'ont pas encore été vendus à l'un des programmes de titrisation sont comptabilisés à leur juste valeur en tant que titres disponibles à la vente, tous les ajustements découlant de l'évaluation à la valeur de marché étant pris en compte dans le cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale). Selon les IFRS, ces prêts hypothécaires sont classés en tant que prêts et sont comptabilisés à leur coût amorti, et les ajustements découlant de l'évaluation à la valeur de marché comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) aux termes des PCGR canadiens sont virés aux résultats non distribués à la date de transition.

Des renseignements supplémentaires sur nos activités de titrisation d'actifs figurent à la note 6.

### c) Prestations de retraite et autres avantages futurs du personnel

Les gains et pertes actuariels correspondent aux profits et pertes liés au marché sur les actifs des caisses de retraite et à l'incidence des variations des taux d'actualisation et des autres hypothèses ou de l'écart entre le rendement du régime et les attentes de la direction quant aux obligations au titre des prestations constituées et des autres avantages futurs du personnel. Aux termes des PCGR canadiens, ces montants sont différés et seuls ceux qui sont supérieurs à 10 % du plus élevé du solde des actifs des régimes ou du solde des passifs au titre des prestations constituées du régime sont comptabilisés dans les charges au titre des prestations de retraite et des autres avantages futurs du personnel sur la durée résiduelle d'activité prévue des employés actifs. Conformément aux IFRS, nous avons choisi de comptabiliser tous les gains et pertes actuariels qui n'avaient pas été précédemment constatés au 1<sup>er</sup> novembre 2010 dans le solde d'ouverture des résultats non distribués pour l'ensemble de nos régimes d'avantages du personnel. En vertu

des IFRS, nous continuerons de reporter les gains et pertes actuariels, comme nous le faisons aux termes de la méthode en vertu des PCGR canadiens.

Les modifications des régimes correspondent aux changements à nos obligations au titre des prestations constituées par suite de modifications aux dispositions des régimes. En vertu des PCGR canadiens, ces montants sont passés en charges sur la durée résiduelle d'activité des employés actifs dans le cas des régimes de retraite et sur la durée résiduelle moyenne d'activité prévue jusqu'aux dates d'admissibilité intégrale des employés dans le cas des autres régimes d'avantages du personnel. En vertu des IFRS, les modifications des régimes sont constatées immédiatement dans la mesure où les avantages sont acquis et s'ils ne le sont pas, elles sont constatées selon le mode linéaire, sur la période moyenne à courir avant qu'ils le soient.

Aux termes des PCGR canadiens, nos actuaires évaluaient les obligations au titre des prestations constituées au moyen de la méthode de répartition des prestations au prorata des services. En vertu des IFRS, ils les évaluent au moyen de la méthode des unités de crédit projetées. Les différences de méthode n'ont pas eu d'incidence importante sur nos résultats financiers.

En vertu des PCGR canadiens, lorsque les actifs d'un régime à prestations définies dépassaient l'obligation aux termes des prestations constituées, créant ainsi un excédent, une provision pour moins-value était constatée relativement à tout montant de cet excédent en sus de la valeur actualisée de l'avantage économique futur attendu des actifs. Tout comme les PCGR canadiens, les IFRS restreignent la comptabilisation de l'excédent de l'avantage économique futur découlant des actifs. Cependant, la méthode de calcul de cet avantage diffère de celle prescrite par les PCGR canadiens. La différence de méthode n'a pas eu d'incidence sur nos résultats financiers.

#### *d) Participation ne donnant pas le contrôle*

Les PCGR canadiens stipulent que la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales doit être inscrite dans les autres passifs. Selon les IFRS, elle doit l'être dans les capitaux propres.

Aux termes des PCGR canadiens, la portion du bénéfice attribuable à une participation ne donnant pas le contrôle est retranchée avant que le bénéfice net soit présenté à l'état consolidé des résultats. En vertu des IFRS, il n'existe aucune déduction de cette nature, et le bénéfice net reflète le bénéfice attribuable à nos actionnaires ainsi qu'à cette participation. Cette différence n'a eu aucune incidence sur nos ratios de capital ou sur notre rendement des capitaux propres.

#### *e) Conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger*

Nous avons choisi de ramener à néant le cumul des autres éléments de la perte globale attribuable à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger à la date de transition, l'ajustement à cet effet étant constaté dans le solde d'ouverture des résultats non distribués. Cette différence n'a eu aucune incidence sur nos ratios de capital ou sur notre rendement des capitaux propres.

#### *f) Regroupements d'entreprises*

Nous avons choisi de ne pas appliquer rétroactivement l'IFRS 3 aux regroupements d'entreprises survenus avant la date de transition. Par conséquent, les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1<sup>er</sup> novembre 2010 n'ont pas été retraités, et la valeur comptable de l'écart d'acquisition en vertu des IFRS au 1<sup>er</sup> novembre 2010 est égale à la valeur comptable selon les PCGR canadiens à cette même date.

En ce qui concerne les acquisitions de M&I et de LGM, survenues au cours de l'exercice 2011, qui est notre exercice de comparaison, nous avons apporté les ajustements suivants :

#### *Évaluation du prix d'achat*

Selon les PCGR canadiens, le prix d'achat est établi en fonction du cours moyen des actions pendant une période raisonnable avant et après la date à laquelle les modalités de l'acquisition sont convenues et annoncées. Selon les IFRS, le prix d'achat est établi en fonction du cours des actions à la date de clôture de la transaction. Par conséquent, les valeurs de l'écart d'acquisition et des actions ordinaires qui avaient été constatées ont été augmentées de 142 millions de dollars au 31 octobre 2011 de manière à refléter la réévaluation des actions ordinaires que nous avons émises en guise de contrepartie dans le cadre de l'acquisition de M&I.

#### *Coûts d'acquisition*

Aux termes des PCGR canadiens, les coûts d'acquisition sont inscrits au bilan et imputés à l'écart d'acquisition. Les IFRS exigent que les coûts d'acquisition soient comptabilisés en charges. Par conséquent, l'écart d'acquisition a été réduit de 91 millions de dollars au 31 octobre 2011, une tranche de 86 millions de cette réduction se rapportant à l'acquisition de M&I et l'autre tranche de 5 millions se rapportant à l'acquisition de LGM.

#### *Contrepartie conditionnelle*

En vertu des PCGR canadiens, une contrepartie conditionnelle est inscrite quand son montant peut être estimé de manière raisonnable et qu'on peut prévoir avec suffisamment de certitude que la condition sera remplie. Toute variation ultérieure du montant de la contrepartie conditionnelle est généralement constatée comme un ajustement de l'écart d'acquisition. En vertu des IFRS, une contrepartie conditionnelle est constatée initialement à la juste valeur et fait partie du prix d'achat. Toute variation ultérieure de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle classée comme un actif ou un passif est portée au résultat net. Par conséquent, l'écart d'acquisition a été augmenté de 13 millions de dollars pour tenir compte de la contrepartie conditionnelle, mais a été diminué de 5 millions pour tenir compte des coûts d'acquisition dont il est question ci-dessus, pour une hausse totale de l'écart d'acquisition de 8 millions par suite de l'acquisition de LGM au 31 octobre 2011.

*Autres différences*

Des détails sur les autres différences entre les conventions comptables que nous appliquons selon les PCGR canadiens et les exigences aux termes des IFRS sont présentés à la note 19 afférente à nos états financiers consolidés intermédiaires pour le trimestre clos le 30 avril 2012 et ont notamment trait à la réassurance, à la dépréciation de prêts, aux transactions de cession-bail, à la rémunération fondée sur des actions, aux frais de montage de prêts, aux coûts de transaction, aux titres disponibles à la vente, aux bureaux et au matériel, aux programmes de fidélisation de la clientèle, aux investissements de banque d'affaires, aux instruments financiers composés, à la conversion de la valeur des actions privilégiées émises par un établissement à l'étranger et aux impôts sur le résultat.

## RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

### Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent prendre connaissance de notre Rapport annuel 2011, du présent communiqué trimestriel, des présentations qui l'accompagnent et des données financières complémentaires sur notre site au [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs).

### Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 28 août 2012 à 14 h (HAE). À cette occasion, les hauts dirigeants de BMO commenteront les résultats du trimestre et répondront aux questions des investisseurs. La conférence sera accessible par téléphone, au 416-695-9753 (région de Toronto) ou au 1-888-789-0089 (extérieur de Toronto, sans frais). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au lundi 3 décembre 2012, au 905-694-9451 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 7740705).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs). Elle sera accessible en différé sur notre site jusqu'au lundi 3 décembre 2012.

### Relations avec les médias

Ralph Marranca, Toronto, [ralph.marranca@bmo.com](mailto:ralph.marranca@bmo.com), 416-867-3996

Valérie Doucet, Montréal, [valerie.doucet@bmo.com](mailto:valerie.doucet@bmo.com), 514-877-8224

### Relations avec les investisseurs

Sharon Haward-Laird, responsable, relations avec les investisseurs, [sharon.hawardlaird@bmo.com](mailto:sharon.hawardlaird@bmo.com), 416-867-6656

Michael Chase, directeur, [michael.chase@bmo.com](mailto:michael.chase@bmo.com), 416-867-5452

Andrew Chin, directeur principal, [andrew.chin@bmo.com](mailto:andrew.chin@bmo.com), 416-867-7019

### Chef des finances

Tom Flynn, vice-président à la direction et chef des finances,

[tom.flynn@bmo.com](mailto:tom.flynn@bmo.com), 416-867-4689

### Secrétaire général

Barbara Muir, première vice-présidente, conseil général délégué,

Affaires générales et secrétaire général

[corp.secretary@bmo.com](mailto:corp.secretary@bmo.com), 416-867-6423

---

### Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Prix moyen du marché

Mai 2012 54,60 \$ (53,61 \$\*)

Juin 2012 55,16 \$

Juillet 2012 57,70 \$

\*reflète un escompte de 2 % au titre du réinvestissement des dividendes

### Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9<sup>th</sup> Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : [service@computershare.com](mailto:service@computershare.com)

### Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21<sup>st</sup> Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : [corp.secretary@bmo.com](mailto:corp.secretary@bmo.com)

### Pour de plus amples informations sur ce rapport, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 18<sup>th</sup> Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

### Pour consulter les résultats financiers en ligne, visitez notre site Web, à l'adresse [www.bmo.com](http://www.bmo.com)